

EUROBAROMETRE 71.3

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

PRINTEMPS 2009

RAPPORT NATIONAL

LUXEMBOURG

Sondage commandité et coordonné par la Direction générale Communication.

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que leurs auteurs.

Eurobaromètre 71.3 - Edition standard – Printemps 2009

La perception des politiques de l'UE

L'opinion des habitants du Luxembourg

Etude réalisée pour le compte de la
Représentation de la Commission européenne
au Luxembourg

Ce document ne reflète pas les points de vue de la Commission européenne
Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport
sont celles de l'auteur

24 septembre 2009

Représentation de la Commission européenne au Luxembourg
Maison de l'Europe
7 rue Marché aux Herbes L-2920 Luxembourg
Tél. 4301 32925
E-mail : comm-rep-lux@ec.europa.eu

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg

La situation économique jugée moins pessimiste au Luxembourg

Le chômage est dorénavant le principal problème national

Le chômage constitue le problème national le plus important dans l'opinion des personnes interrogées (52%), une augmentation de 32 points depuis le sondage Eurobaromètre d'automne 2008. La situation économique gagne 3 points et reste en deuxième position des inquiétudes actuelles liées au pays (33%). Viennent ensuite le logement (25%), la hausse des prix (18%, en baisse de 31 points par rapport à l'automne 2008), suivis par le système éducatif (15%), l'insécurité (11%) et les retraites et pensions (9%).

Le sondage Eurobaromètre 71.3 a été réalisé par la Commission européenne au printemps 2009 dans, au total, 31 pays ou territoires : les 27 Etats membres, les trois pays candidats (Croatie, Turquie et Anc. Rép. yougoslave de Macédoine) et le territoire de la Communauté chypriote turque. Il fait le point sur la vie des citoyens et la perception que ceux-ci en ont. Sont analysées également l'image de l'Union européenne et la confiance dans les institutions politiques nationales et européennes.

L'échantillon des sondages Eurobaromètre est d'environ 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon composé de 530 personnes pour l'EB 71.3 représentatives de la population du Luxembourg (65% de personnes de nationalité luxembourgeoise et 35% de ressortissants des autres Etats membres de l'UE). Dans son commentaire, le rapport spécial, élaboré pour le compte de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, se réfère donc aux habitants ou résidents du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise.

Satisfaction de la vie menée et attentes à l'égard de la prochaine année

Les habitants du Luxembourg sont à 96% satisfaits de la vie qu'ils mènent (hausse de 6 points par rapport à l'automne 2008). La situation actuelle de l'économie luxembourgeoise est jugée par 70% des sondés comme étant bonne (60% à l'automne 2008). De même pour la situation financière du ménage, qui grimpe de 10 points pour les sondés la considérant bonne : passant de 79% à l'automne 2008 à 89% au printemps 2009. La majorité des habitants (58%) ne s'attend pas à ce que leur vie, en général, change au cours de l'année à venir mais, d'une façon générale, 28% des résidents au Luxembourg s'attendent à une amélioration de leur situation personnelle. Quant aux attentes concernant la situation économique dans l'UE, le pessimisme recule par rapport à l'automne 2008 : 52% des sondés (60% à l'automne 2008) sont pessimistes à l'égard du futur de la situation économique dans l'Union Européenne, 51% à l'égard de l'emploi (contre 57% à l'automne 2008), mais seulement 10% estiment que la situation financière de leur ménage se dégradera (21% à l'automne 2008) et 7% pensent que leur situation professionnelle sera moins bonne dans les 12 prochains mois (une perte de 4 points par rapport à l'automne 2008, qui était de 11%).

La perception de l'Union européenne

L'image de l'UE continue à être meilleure au Luxembourg que dans la moyenne des pays de l'UE. En effet, 56% des résidents estiment que celle-ci est bonne, soit 11 points de plus que pour la moyenne européenne et 10 points de plus qu'à l'automne 2008 (46%). 79% des répondants du Luxembourg, soit 8 points de plus qu'à l'automne 2008, jugent que l'appartenance du Luxembourg à l'Union

européenne est une bonne chose pour leur pays et 72%, soit 4 points de plus qu'à l'automne 2008, estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE. L'Union européenne continue de représenter, pour une majorité des sondés, la liberté de voyager, d'étudier et de travailler dans l'Union européenne (56%).

Actions futures de l'Union européenne

Pour les habitants du Luxembourg, les actions futures de l'UE devraient être intensifiées dans les domaines suivants : les questions environnementales (58%, UE : 41%), les questions sociales et de santé (55%, UE : 52%), la lutte contre le changement climatique (51%, UE : 34%), les questions d'immigration (48%, UE : 49%), la solidarité avec les régions les plus pauvres (47%, UE : 40%), et la politique européenne de l'éducation (44%, UE : 29%).

Par ailleurs, en vue d'aider les gens à surmonter les effets de la crise économique et financière, 50% des habitants du Luxembourg pensent que l'UE devrait donner la priorité au soutien aux PME (UE : 37%) et 31% aux investissements dans l'éducation, la formation et la recherche (UE : 26%). D'une manière plus large, notre société devrait davantage mettre l'accent sur l'égalité et la solidarité (52%) et sur la protection de l'environnement (52%) pour faire face aux principaux défis mondiaux.

La confiance accordée aux institutions européennes et nationales

En pleine période législative, la confiance des habitants du Luxembourg dans les institutions nationales est restée très élevée. Le degré de confiance est de 77% en ce qui concerne le Gouvernement (60% à l'automne 2008) et de 67% pour la Chambre des Députés (56% à l'automne 2008). Parallèlement, une hausse de 8 points caractérise la confiance accordée à l'UE au printemps 2009 (55%) par rapport à l'automne 2008 (47%). Les institutions européennes ont une notoriété élevée qui est supérieure au Luxembourg qu'au niveau communautaire. Le Parlement européen et la Banque centrale européenne bénéficient d'une confiance de la majorité (resp. 61% et 60%) des sondés, suivis par la Commission européenne (53%).

L'identité européenne et nationale

Pour 50% des résidents du Luxembourg, les valeurs démocratiques constituent l'élément le plus important de l'identité européenne et pour 36%, un haut niveau de protection sociale. Les caractéristiques les plus importantes pour être Luxembourgeois, sont pour 58% des résidents le sentiment d'appartenance et pour 51% le fait de maîtriser une des langues officielles du pays. Ainsi, 89% des habitants du Luxembourg se sentent Européens, 81% se sentent Luxembourgeois, 87%, des habitants de leur région et 63%, des citoyens du monde.

L'UE et les droits de l'homme

Selon les interrogés, les priorités de la politique étrangère de l'UE, en ce qui concerne les droits de l'homme, devraient principalement concerner, pour 49% d'entre eux, les droits des enfants; pour 48% des sondés, la lutte contre le trafic d'êtres humains et, à hauteur de 37%, la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination.

Au sujet de la promotion et de la défense des droits de l'homme dans le monde, 34% des sondés jugent que l'UE en fait suffisamment contre une majorité de 57% qui estiment qu'elle n'en fait pas assez.

Le système de sécurité social luxembourgeois

L'évaluation du système social luxembourgeois est bonne : 82% des résidents estiment en effet, que celui-ci fournit un niveau de protection suffisant et qu'il peut servir, pour 77% des sondés, de modèle à

d'autres pays. A l'avenir, les années 2030 seront plus difficiles : 47% pensent que le système social fournira un niveau de protection suffisant et 51% sont d'avis que celui-ci coûtera trop cher à la société. Finalement, la moitié des sondés ont confiance en l'avenir de leurs retraites.

Sommaire

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg	3
Eurobaromètre, des sondages réguliers	8
Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg ..	9
I. Aperçu de l'opinion	10
I.1. Vie et situation personnelle.....	10
I.2. L'évaluation de la situation actuelle.....	13
I.3. Les attentes pour l'avenir	16
I.4 Les inquiétudes des citoyens	22
II. Perception de l'Union européenne	26
II.1. Les bénéfices tirés de l'appartenance à l'Union européenne.....	26
II.2. La représentation de l'Union européenne	32
II.3. L'image de l'Union européenne	34
II.4 Le niveau de la prise de décision dans l'Union européenne	35
II.5 Les actions futures de l'Union européenne.....	38
II.6. L'élargissement de l'Union européenne et sa vitesse de construction.....	39
III. La confiance accordée aux institutions et à l'Union européenne	41
III. 1. Les institutions européennes et l'Union européenne.....	41
III.2. Les institutions nationales	45
IV L'Union européenne dans le paysage actuel	48
IV.1. L'Union européenne et la crise financière et économique.....	48
IV.2. Les mesures pour faire face à la crise économique et aux défis mondiaux	50
IV.3. L'identité européenne et nationale.....	52
IV.4. L'influence des différents niveaux d'autorités publiques	55
IV.5. La perception des personnes d'autres groupes ethniques et des immigrants.....	56
IV.6. L'Union Européenne et les droits de l'homme	58

IV.7. La protection sociale	59
IV. 8. Le financement futur du système des retraites	62
EUROBAROMETRE 71.3	64

Eurobaromètre, des sondages réguliers

Un échantillon de 530 personnes au Luxembourg tenant compte de la diversité démographique

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et en automne, depuis 1973, pour le compte de la Direction générale Communication de la Commission européenne. Le présent Eurobaromètre 71.3 a été effectué au Luxembourg entre le 12 mai et le 6 juillet 2009.

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze ans et plus dans chaque pays. L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de +/- 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon pondéré composé de 530 personnes pour l'EB 71.3, dont 65% sont de nationalité luxembourgeoise et 35% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE.

Vu la part très élevée de ressortissants étrangers, le présent rapport doit tenir compte de cette particularité du Luxembourg en se référant, dans son commentaire, aux résidents ou habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise et qui comprend donc tous les citoyens originaires des Etats membres de l'Union européenne.

Il est bien sûr indispensable de tenir compte dans la lecture des chiffres pour le Luxembourg, du contexte économique international défavorable et du fait que le présent sondage a été réalisé avant, pendant et après la période des élections législatives et européennes du 7 juin 2009.

La première partie présente un aperçu de la vie et de la situation personnelle des résidents du Luxembourg. Y sont notamment traitées leur satisfaction, leurs attentes, leur perception dans certains domaines tels que, par exemple, la situation de l'économie, de l'emploi, des prix de l'énergie ou la qualité de vie au Luxembourg ainsi que les difficultés que traverse le pays et les inquiétudes des résidents.

La deuxième partie analyse l'attitude générale par rapport à l'appartenance à l'Union européenne et le bénéfice qui en est tiré. Sont abordés également l'image de l'Union européenne et la représentation de celle-ci. Sont également abordés le niveau de prise de décisions dans l'Union européenne, ainsi que les actions futures de l'Union européenne.

La troisième partie analyse la confiance que les résidents du Luxembourg accordent aux institutions nationales et européennes.

La quatrième partie traite des thématiques actuelles, à savoir, l'Union européenne dans la crise financière et économique ainsi que les mesures pour y faire face et pour répondre aux défis mondiaux. Sont abordés également l'identité européenne et l'identité nationale, tout comme l'influence des différents niveaux d'autorités publiques ainsi que la perception des personnes d'autres groupes ethniques et des immigrés et l'Union européenne face aux droits de l'homme. Sont abordées également l'évaluation du système social national ainsi que le financement futur du système des retraites.

Les chiffres mentionnés dans le présent rapport pour l'Union européenne se réfèrent aux résultats relevés auprès des citoyens de l'UE-27. Le rapport de l'Eurobaromètre 71.3, couvrant plus spécialement le Luxembourg, a été élaboré par TNS ILRES Luxembourg.

Le rapport global ainsi que les rapports sur les autres Etats membres sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne: http://ec.europa.eu/comm/public_opinion/

Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg

L'échantillon luxembourgeois pour le présent sondage est composé de 530 personnes, dont 65% sont de nationalité luxembourgeoise. Les ressortissants de tous les autres Etats membres faisant partie de l'échantillon luxembourgeois se répartissent comme suit :

BE	Belgique	5%
DE	Allemagne	2%
FR	France	6%
IT	Italie	5%
PT	Portugal	14%
autres	autres citoyens issus de l'UE	3%
total		35%

Répartition par sexe :

Hommes	49%
Femmes	51%

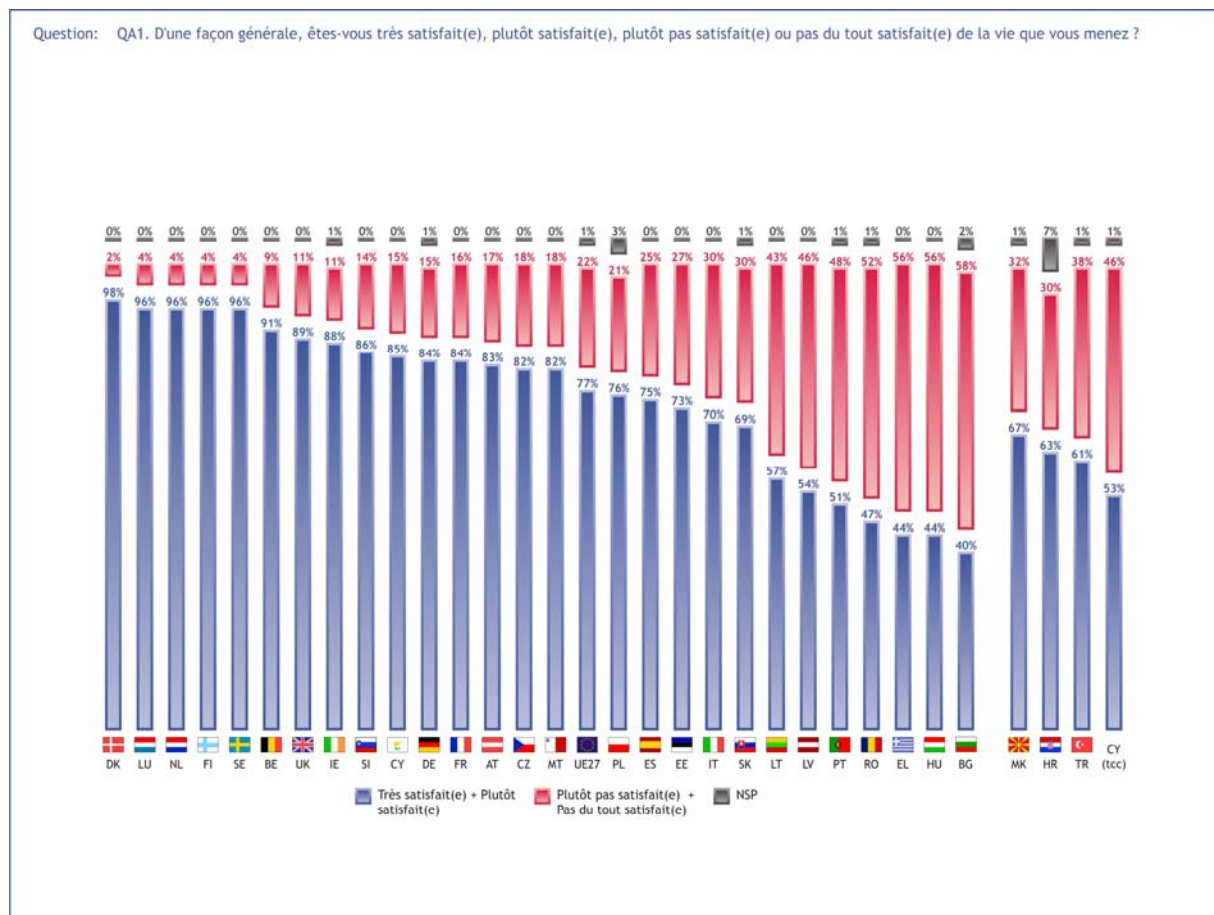
Répartition par classe d'âge :

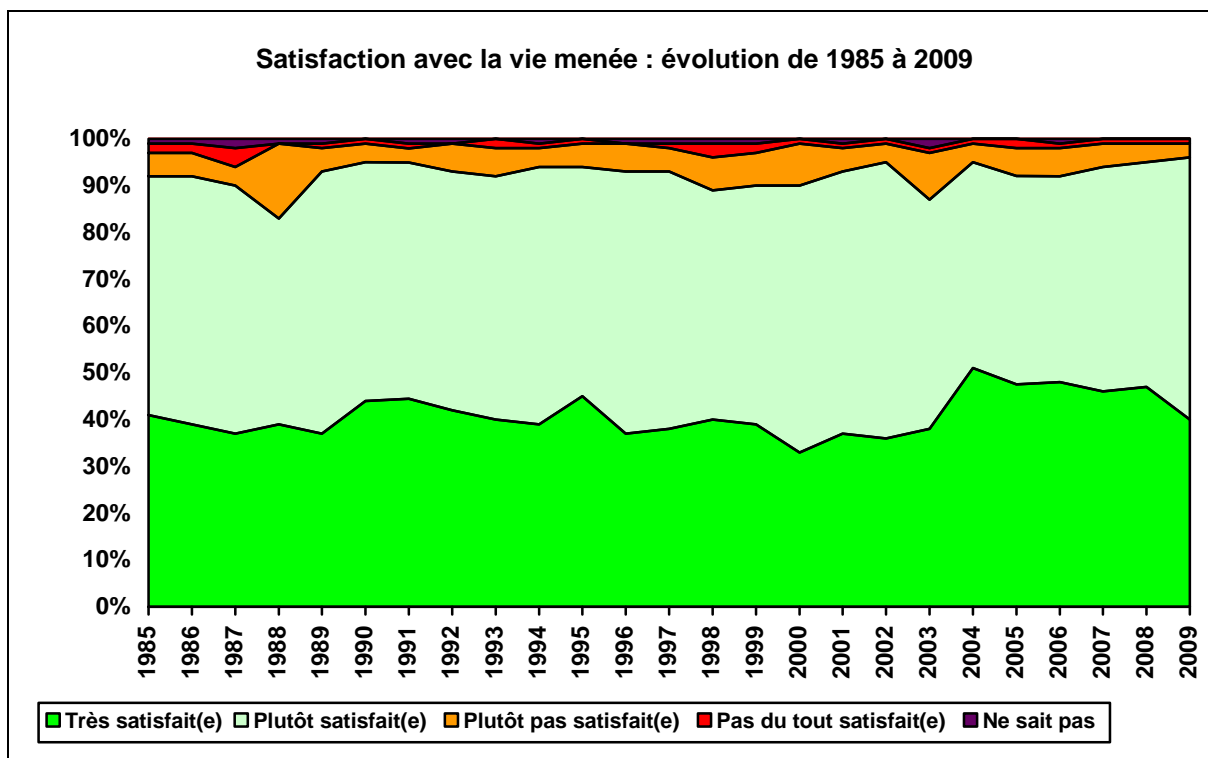
15-24 ans	14%
25-39 ans	28%
40-54 ans	28%
+ 55 ans	30%

I. Aperçu de l'opinion

Les résidents du Luxembourg sont satisfaits à 96% de la vie qu'ils mènent dont 40% de *très satisfaits*. La situation économique luxembourgeoise est jugée par 70% des sondés au Luxembourg comme étant bonne, contre 60% à l'automne 2008. L'évaluation de leur situation professionnelle reste stable, 69% la considèrent bonne, et 89% jugent la situation financière de leur ménage bonne. La tendance majoritaire pour les douze prochains mois pour les sondés au Luxembourg est de penser que leur vie ne va pas connaître de changements (58%), près d'un tiers (28%) pensent que celle-ci va s'améliorer et seulement un faible taux (12%) estime que leur vie, en général, va se détériorer, soit une baisse de 10 points par rapport à l'automne 2008. En outre, alors que nous notions une légère appréhension de la part des sondés à l'automne 2008 concernant l'évolution de leur situation professionnelle sur douze mois (11%), ils ne sont plus que 7% à l'éprouver au printemps 2009. A l'heure actuelle, il n'est pas surprenant par ailleurs, d'observer que le chômage (52%) et la situation économique (33%) sont les deux grands problèmes actuels que rencontre le Luxembourg selon ses résidents. Les inquiétudes personnelles concernent quant à elles : pour 29% des sondés, la hausse des prix et pour 20% des sondés chacun, les problèmes liés à la situation économique et au système éducatif du pays.

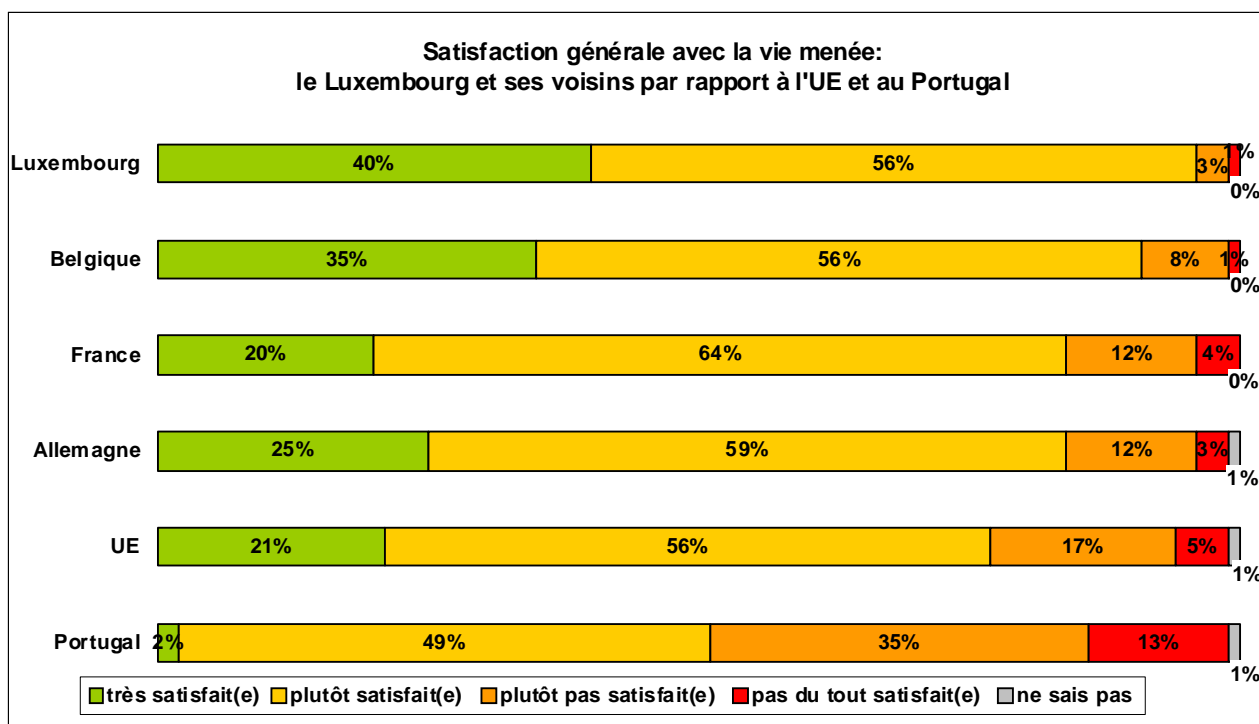
I.1. Vie et situation personnelle





Avec un taux de satisfaction de 96%, le Grand-Duché de Luxembourg se classe en deuxième position, ex aequo aux côtés des Pays-Bas, de la Finlande et de la Suède, des pays possédant les taux de satisfaction les plus élevés quant à la vie menée par les habitants. Le Danemark, avec 98 %, se place en première position. Le Luxembourg gagne 6 points dans le taux de satisfaction des sondés par rapport à l'automne 2008 (90%).

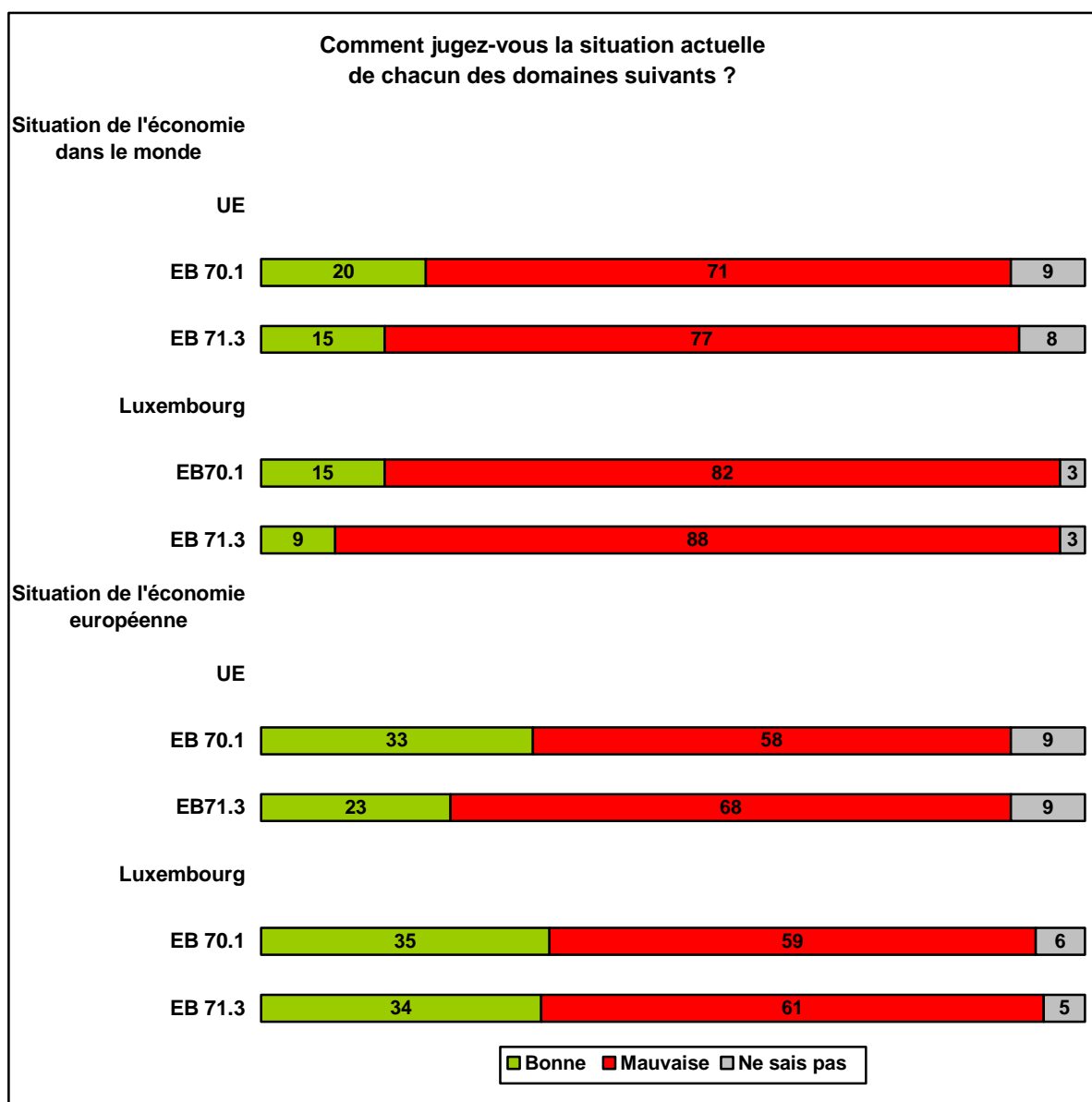
Bien qu'une large majorité des sondés pour les pays analysés exprime sa satisfaction de la vie menée, le taux de satisfaction atteint des niveaux assez bas en Bulgarie (40%), en Hongrie et en Grèce (ex aequo 44%) ainsi qu'en Roumanie (47%).



Lorsqu'il s'agit de comparer le taux de satisfaction avec la vie menée des sondés au Luxembourg par rapport à celui de ses pays voisins, on peut aisément remarquer des taux bien plus élevés pour les réponses *très satisfait* (40%) et *satisfait* (56%), devant de cette manière de peu la Belgique (respectivement 35% et 56%), l'Allemagne (resp. 25% et 59%) ainsi que la France (resp. 20% et 64%). La moyenne européenne compte 21% de sondés *très satisfaits* et 56% de sondés *plutôt satisfaits*. Les taux de satisfaction au sein du pays d'origine de la plus grande partie de l'immigration luxembourgeoise, le Portugal, sont de loin, les moins élevés avec 2% de sondés se disant *très satisfaits* et 49% d'entre eux *plutôt satisfaits*. Ce dernier pays compte également plus d'un tiers des sondés se déclarant *plutôt pas satisfaits* (35%) et une partie de sondés *pas du tout satisfaits* (13%). Des proportions bien plus fortes que celles de la moyenne européenne (resp. 17% et 5%). En dessous de cette moyenne concernant le taux de sondés insatisfaits, nous trouvons la France et l'Allemagne (resp. tous deux 12% de *plutôt insatisfaits* et 4% de *pas du tout satisfaits* pour la France et 3% pour l'Allemagne). La Belgique (resp. 8% et 1%) et le Luxembourg (resp. 3% et 1%) se placent au pôle de ces pays avec les taux les plus faibles de sondés insatisfaits.

Si nous comparons ces chiffres à ceux de l'automne 2008, nous pouvons noter une baisse du taux d'insatisfaits aussi bien pour la France, la Belgique (resp. moins 4 points chacun) et surtout le Luxembourg et le Portugal (moins 6 points chacun). Les chiffres de l'Allemagne restent, quant à eux, plutôt stables. La moyenne européenne ne progresse en général que d'un point et concerne la part des *plutôt insatisfaits*.

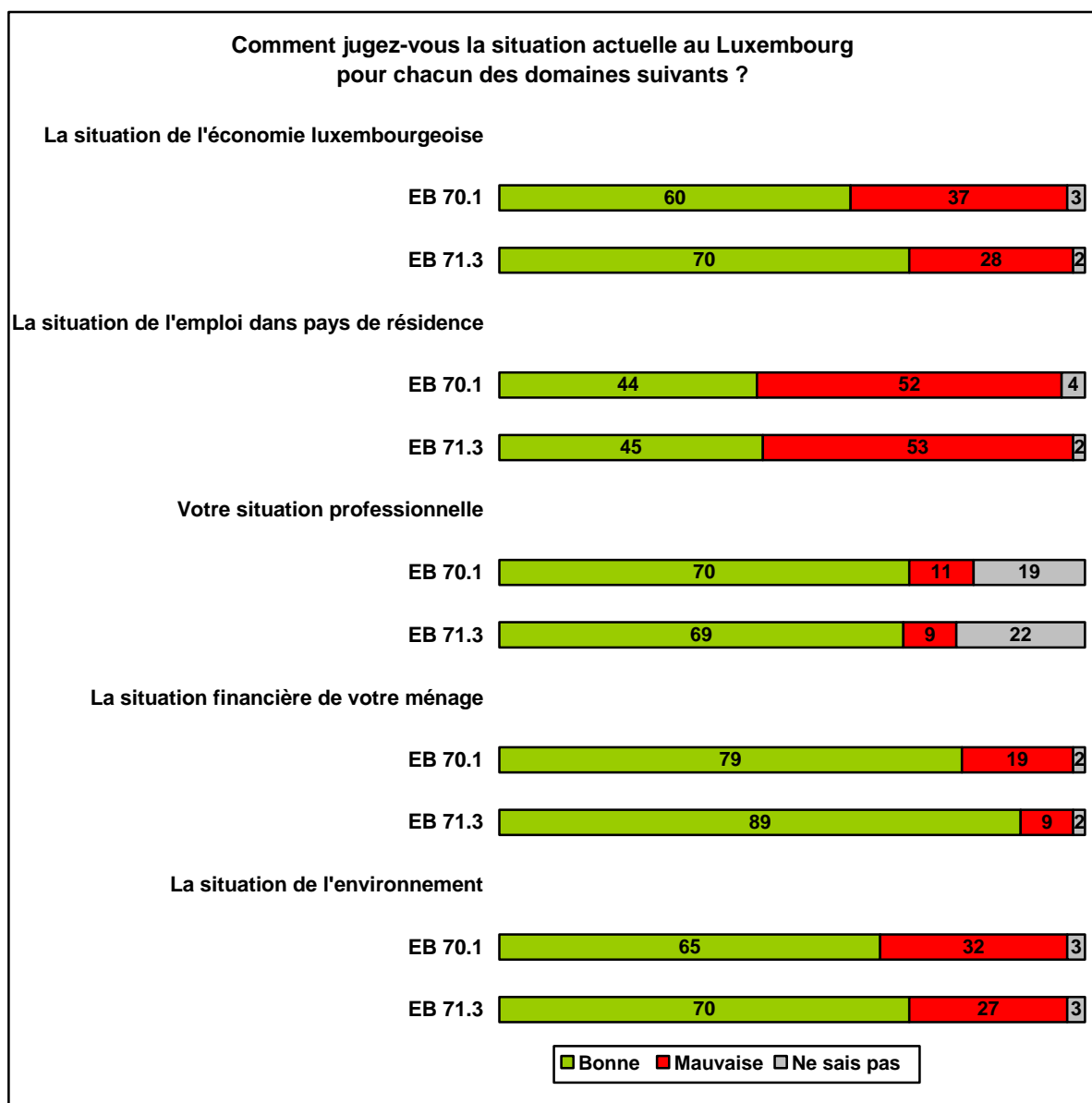
I.2. L'évaluation de la situation actuelle



Pour ce qui est de l'évaluation de la part des sondés de la situation de l'économie dans le monde et européenne, il est intéressant de comparer les résultats du printemps 2009 à ceux de l'automne 2008. Sur fond de crise économique, il n'est pas surprenant concernant la première, d'observer, au niveau européen et au niveau du Luxembourg, une diminution du taux des sondés estimant que la situation de l'économie dans le monde est bonne. Les taux passent ainsi de 20% à 15% (moins 5 points) au niveau européen, et de 15% à 9% (moins 6 points) au niveau national. Dans cette logique, il n'est également pas surprenant de voir les taux de sondés, estimant que la situation est mauvaise, augmenter : ils passent dans la moyenne européenne de 71 à 77% (plus 6 points) et de 82% à 88% (plus 6 points) au niveau du Luxembourg.

Si l'on s'attache à comparer, pour les mêmes périodes, la situation de l'économie européenne au niveau européen et au niveau du Luxembourg, on remarque bien une nette diminution dans la moyenne européenne du taux de sondés estimant que celle-ci est bonne : on passe de 33% à 23% (moins 10 points). Or, les résultats au niveau du Luxembourg ne montrent qu'une légère variation d'à peine un point : on passe de 35% à l'automne 2008 à 34% au printemps 2009. Même constatation pour les taux de sondés estimant que la situation économique européenne est mauvaise. Dans la moyenne européenne, on passe de 58% à 68% de sondés qui pensent cela, soit une augmentation

de 10 points, alors que l'augmentation du taux de sondés au niveau du Luxembourg entre les deux périodes est de seulement 2 points, passant de 59% à 61%.



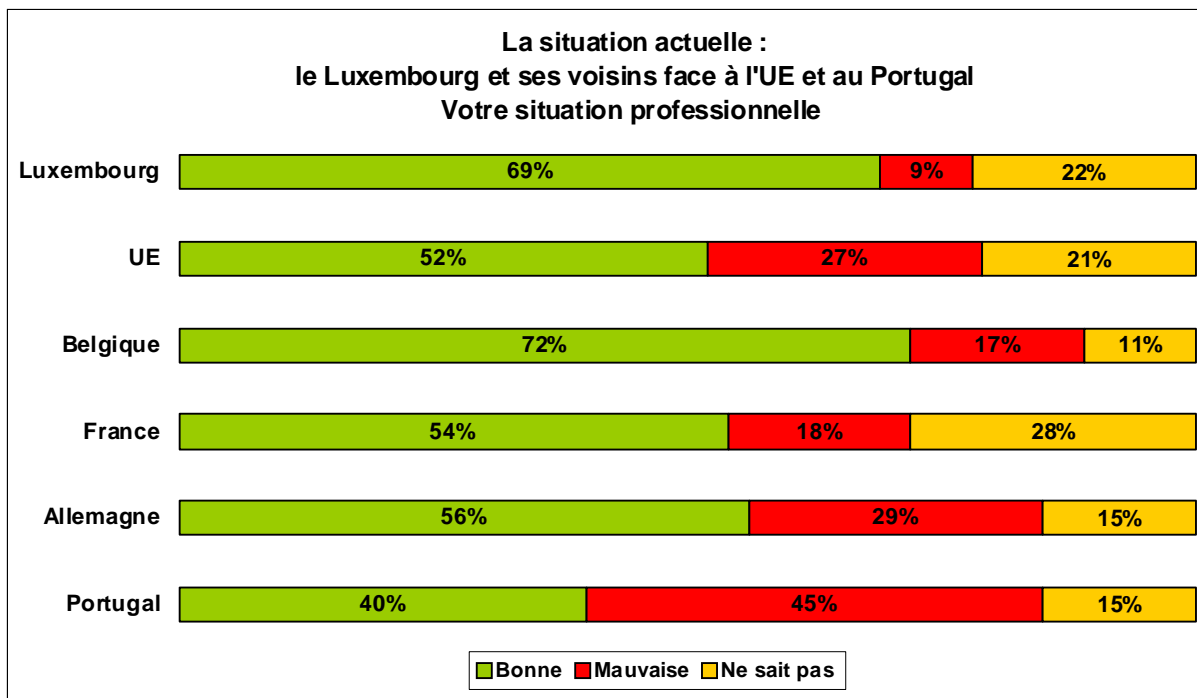
La situation de l'économie luxembourgeoise est jugée par encore plus de deux tiers (70%) des sondés au Luxembourg comme étant bonne. Elle gagne 10 points par rapport à l'automne 2008 (60%). Près d'un tiers des sondés considèrent que la situation de l'économie luxembourgeoise est mauvaise (28% contre 37% à l'automne 2008).

L'évaluation de la situation de l'emploi au Luxembourg n'a pas connu de variations entre les deux périodes : 45% des sondés considèrent que celle-ci est bonne (44% à l'automne 2008) et 53% qu'elle est mauvaise (52% à l'automne 2008).

La situation professionnelle n'a pas non plus connu de grandes variations entre les deux périodes : elle représentait 70% de sondés pour l'EB 70.1 et ne baisse que d'un point au printemps 2009 : 69%. 9% des sondés au Luxembourg la considèrent cependant mauvaise (11% pour l'EB 70.1).

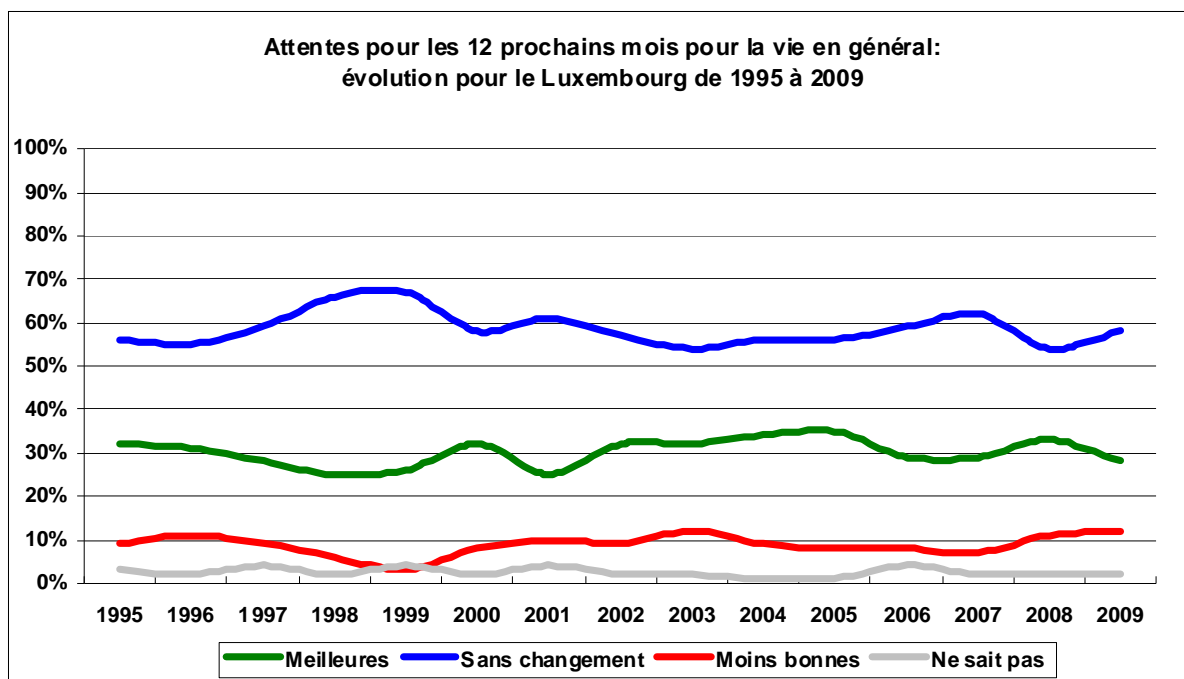
Ce qui est en revanche un peu plus significatif relève de l'évaluation par les sondés de la situation financière de leur ménage. Ainsi, alors qu'à l'automne 2008, ils étaient 79% à la considérer comme étant bonne, ce chiffre passe à 89% au printemps 2009. Soit une hausse de 10 points. Ils ne sont alors plus que 9% à juger la situation financière de leur ménage comme étant mauvaise (19% à l'automne 2008).

La situation de l'environnement connaît elle aussi, une hausse de l'optimisme, puisqu'elle passe de 65% de sondés estimant qu'elle est bonne à l'automne 2008, à 70% au printemps 2009. Cette hausse de 5 points se répercute dans les taux de sondés estimant que la situation de l'environnement est mauvaise : ils passent de 32% pour l'EB 70.1 à 27% pour l'EB 71.3.

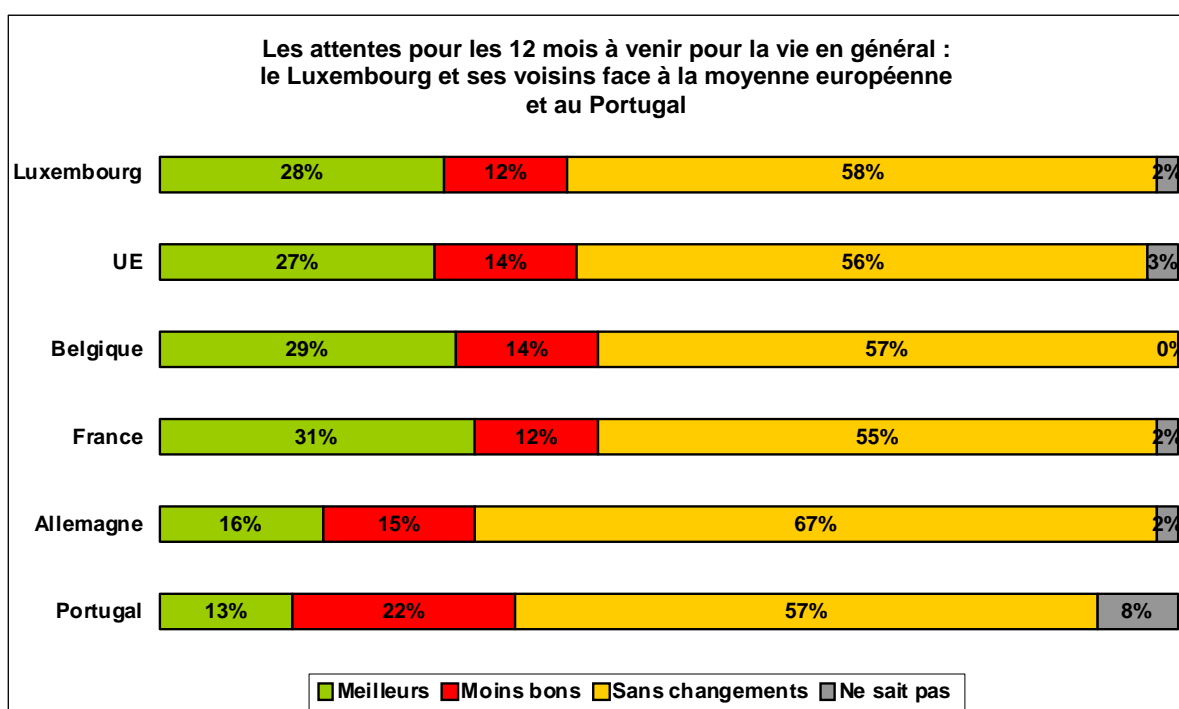


Lorsque l'on demande aux sondés du Luxembourg et de ses pays voisins ainsi que du Portugal d'évaluer leur situation professionnelle actuelle, on remarque que, par rapport à la moyenne européenne déclarant à 52% que celle-ci est *bonne* et à 27% qu'elle est *mauvaise*, plusieurs tendances se dégagent. Ainsi, 12 points en dessous de cette moyenne, ils sont 40% des sondés au Portugal à estimer que leur situation professionnelle est *bonne*, contre près de la moitié (45%) à la juger *mauvaise*. La France compte quant à elle plus d'une moitié de sondés (54%) estimant que leur situation est *bonne* et ils ne sont que 18% à la juger *mauvaise* (moins 9 points que la moyenne européenne). Les taux pour l'Allemagne s'alignent davantage sur les chiffres de la moyenne européenne : ils sont respectivement 56% (UE : 52%) à évaluer leur situation professionnelle comme étant *bonne* et 29% (UE : 27%) à la juger *mauvaise*. La Belgique compte le taux le plus élevé de sondés évaluant leur situation *bonne* (72%, soit 20 points de plus que la moyenne européenne) et ils ne sont que 17% à la déclarer *mauvaise*. Finalement, le Luxembourg compte le taux le moins élevé de sondés estimant leur situation professionnelle *mauvaise* : seuls 9% la jugent de cette manière contre 69% qui la déclarent *bonne*. Il reste donc le pays où la situation professionnelle est jugée la plus satisfaisante par ses sondés en comparaison aux pays voisins.

I.3. Les attentes pour l'avenir



Il est intéressant de lire les chiffres actuels en les comparant aux années précédentes, sur toile de fond de la crise économique. Ainsi, alors qu'à l'automne 2008, 22% des sondés au Luxembourg (UE : 22%) s'attendaient à une détérioration de leur vie, ce chiffre baisse au printemps 2009 jusqu'à 12% (UE : 14%), soit une baisse de 10 points. Ce recul du pessimisme alimente, d'une part, le taux de sondés au Luxembourg qui estiment qu'il n'y aura pas de changements par rapport à cette année, soit 58% (UE : 56%), contre 53% (UE : 51%) à l'automne 2008, et d'autre part, la part des 28% de sondés au Luxembourg (UE : 27%) qui estiment que leur vie va s'améliorer au cours des 12 mois à venir, alors qu'ils n'étaient que 23% (UE : 24%) à l'automne 2008.

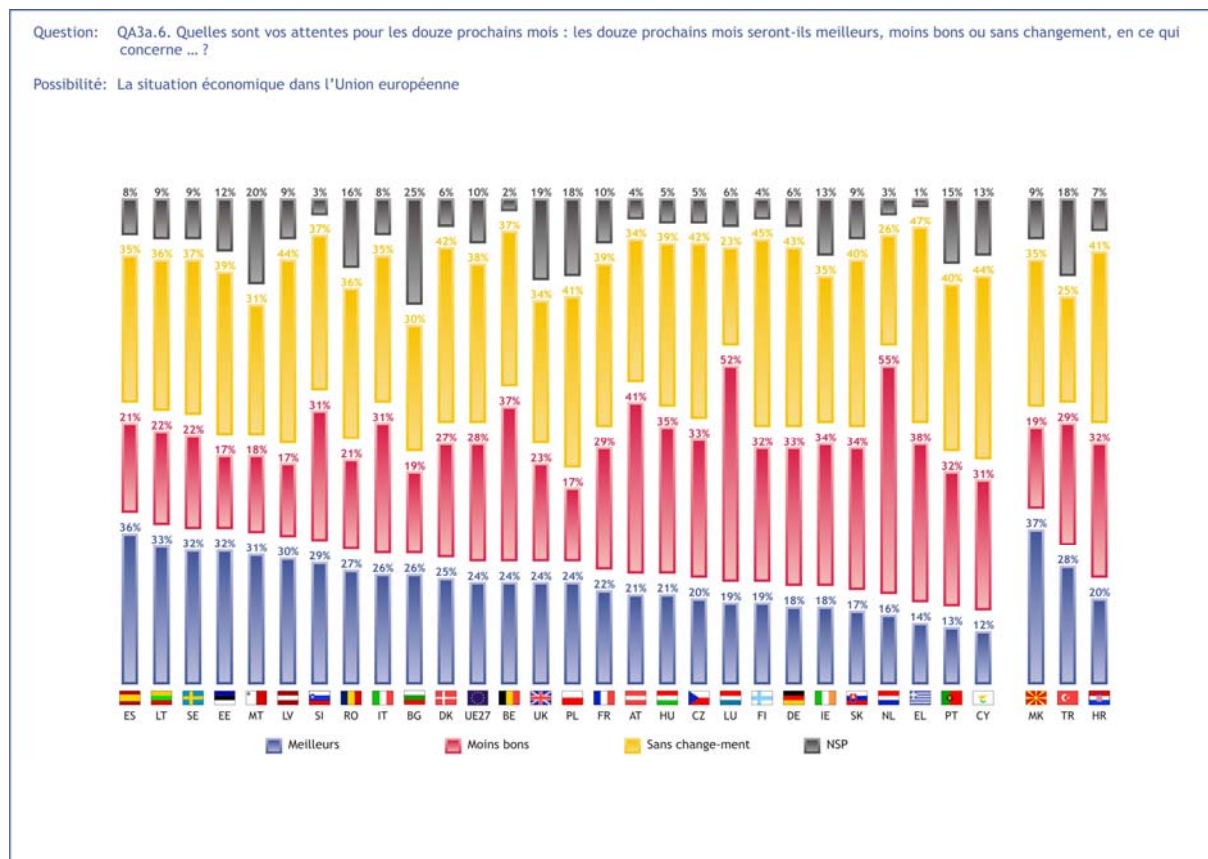


Pour ce qui est de l'évolution de leur vie en général au cours des 12 prochains mois, les sondés du Luxembourg et des pays voisins se rangent plus ou moins sur la moyenne européenne. Le seul pays à se différencier dans ses proportions est l'Allemagne qui possède un taux de sondés estimant que l'année à venir sera meilleure bien plus bas que la moyenne européenne (16% contre 27% pour la moyenne européenne). Mais cette différence de points alimente en fait la tendance générale qui est celle de penser qu'il n'y aura pas de changements (67%). Les chiffres de l'Allemagne s'apparentent ainsi plus à ceux du Portugal qui compte seulement 13% de sondés optimistes, la part des pessimistes étant ici bien plus grande : 22% pensent que leur vie sera moins bonne, contre 14% pour la moyenne européenne.

Nous pouvons remarquer une tendance générale à la baisse du taux des prévisions plus négatives (moins bonne) pour la vie en général si nous comparons ces chiffres à ceux de l'automne 2008. Ainsi, la moyenne européenne comptait, à cette période, 22% de pessimistes, contre 14% au printemps 2009 (soit une baisse significative de 8 points). Le Luxembourg a connu lui aussi ce même phénomène, passant de 22% de sondés pour l'EB 70.1 qui pensaient que leur vie serait moins bonne à 12% pour l'EB 71.3 (moins 10 points). Cela est également valable pour l'ensemble des pays pour cette même affirmation : la Belgique passe de 28% à 14% (moins 14 points), la France de 22% à 12% (moins 10 points), l'Allemagne de 23% à 15% (moins 8 points) et le Portugal passe, à l'automne 2008, de 36% à 22% au printemps 2009 (moins 14 points).

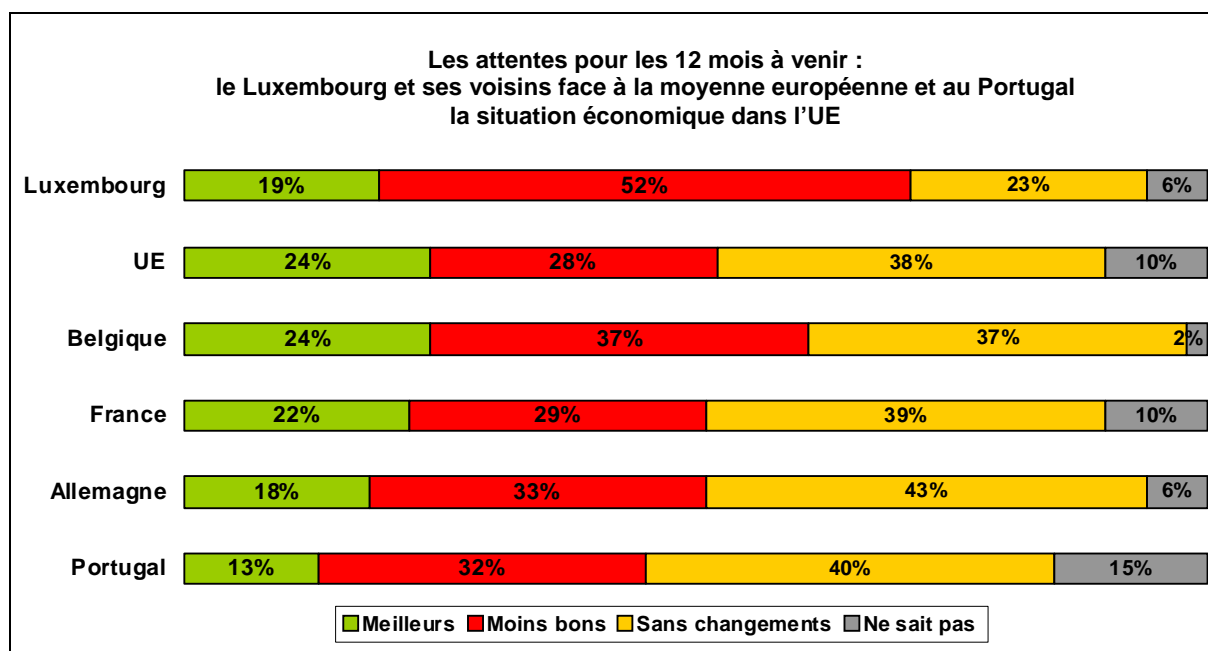
Ces pertes de points alimentent pour tous les pays tout particulièrement la part des sondés qui pensent que leur vie ne connaîtra pas de changements dans l'année à venir, ainsi le Luxembourg (plus 5 points), la Belgique (plus 7 points), la France (plus 9 points), l'Allemagne (plus 8 points) et le Portugal (plus 9 points).

Une tendance générale se dessine donc pour ces pays qui consiste pour les sondés à ne prévoir aucun changement dans leur vie, pour l'année qui va suivre.



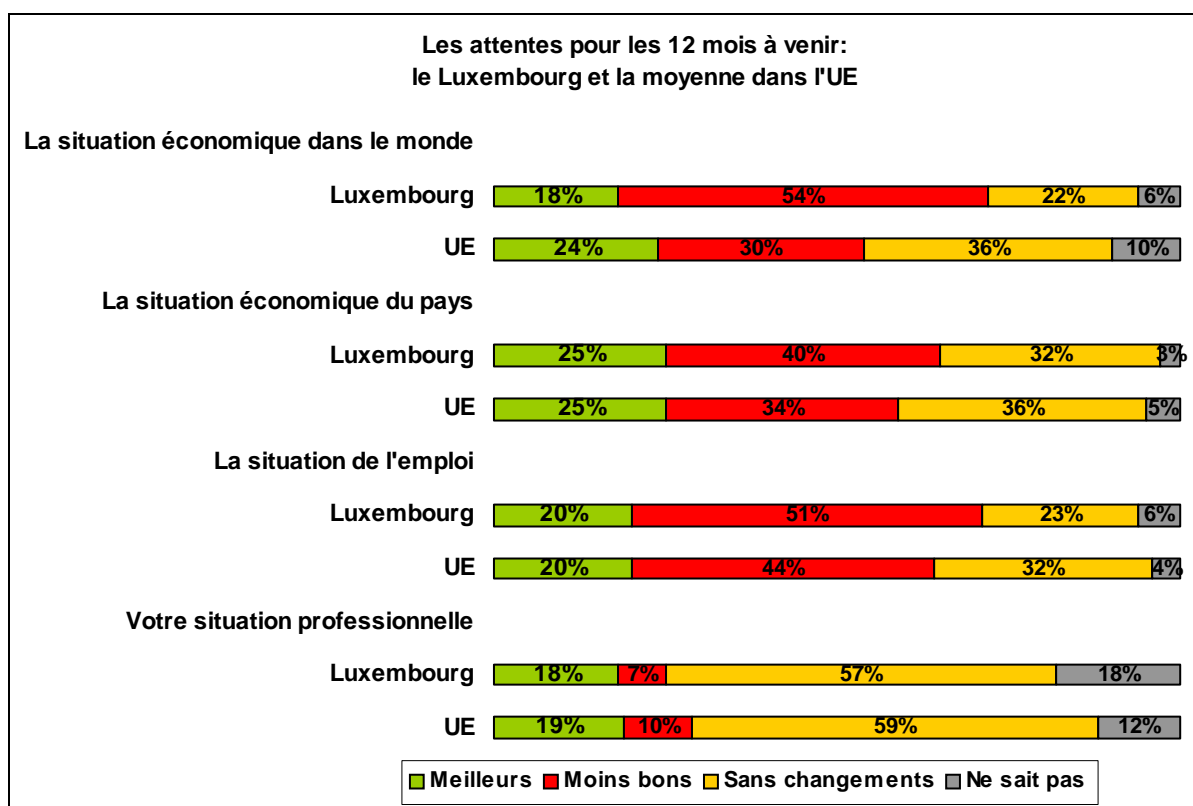
Pour ce qui est de l'estimation de la situation économique dans l'Union européenne, la tendance générale est plutôt celle de penser qu'il ne se produira pas de changement dans les 12 mois à venir qu'un véritable pessimisme. La moyenne européenne compte ainsi 24% de sondés qui estiment que la situation économique dans l'UE sera meilleure dans les 12 prochains mois (bien qu'elle reste au-dessus du taux de l'automne 2008 où elle comptait 16% de sondés), 28% estiment qu'elle sera moins bonne (contre 41% à l'automne 2008), et 38% pensent que celle-ci ne connaîtra aucun changement (31% à l'automne 2008).

Les pays européens ayant connu un sursaut d'optimisme à cet égard (meilleure situation dans l'année à venir), et se plaçant par là-même dans les premières positions du classement sont : l'Espagne (avec 36% contre 18% à l'automne 2008), la Lituanie (avec 33% contre 16% à l'automne 2008), la Suède (32% contre 18%) et l'Estonie (32% contre 17%). Les moins optimistes sont la République de Chypre (12% et 8% à l'automne 2008), le Portugal (13% et 7% à l'automne 2008) et la Grèce (14% et 11% à l'automne 2008). Notons, par ailleurs, que les pays les plus pessimistes sur cette question sont les Pays-Bas (55%), le Luxembourg (52%), l'Autriche (41%) et la Belgique (37%). Pour ce qui est du Luxembourg, des Pays-Bas et de l'Autriche, les taux de sondés de ces pays estimant qu'il n'y aura pas de changement deviennent une minorité (23% pour le Luxembourg, 24% pour les Pays-Bas et 34% pour l'Autriche), alors que la tendance est inversée pour le reste des pays européens. La Belgique, quant à elle, possède autant de sondés qui pensent que l'année à venir sera moins bonne dans ce domaine (37%), que de sondés qui pensent qu'elle ne connaîtra pas de changement (37%).



En ce qui concerne le Luxembourg et ses pays voisins, la Belgique, bien que s'alignant sur les chiffres de l'UE avec 24% d'optimistes et 37% de sondés pensant qu'il n'y aura guère de changements, se différencie néanmoins avec 37% de pessimistes (soit 9 points de plus que la moyenne européenne). La France se dénote par une vision plus optimiste : si 22% de sondés pensent que l'année à venir sera meilleure, ils sont 39% à estimer qu'il n'y aura pas de changements, et 29% à penser qu'elle sera moins bonne (donc en dessous de la moyenne européenne). Le Luxembourg connaît ici de grandes différences avec la moyenne européenne et ses voisins, en général. Ainsi, il s'éloigne quelque peu de la moyenne européenne en ce qui concerne les sondés qui pensent que les 12 prochains mois seront meilleurs (19%), mais c'est surtout dans le taux de sondés qui estiment qu'ils seront moins bons, qu'il se marginalise. En effet, 52% des sondés sont pessimistes à l'égard de la situation économique dans l'Union européenne dans l'année à venir. Après les Pays-Bas (55%), le Luxembourg présente le taux de sondés le plus élevé des pays de l'UE (UE : 28%, soit 24 points de plus pour le Luxembourg), qui

déclarent qu'elle sera moins bonne, alors que seulement 23% estiment qu'il n'y aura pas de changements (UE : 38%). L'Allemagne s'aligne davantage sur la moyenne des pays de l'UE avec 18% des sondés qui pensent que l'année à venir sera meilleure, 33% qui estiment qu'elle sera moins bonne et 43% qu'elle ne connaîtra pas de changements.



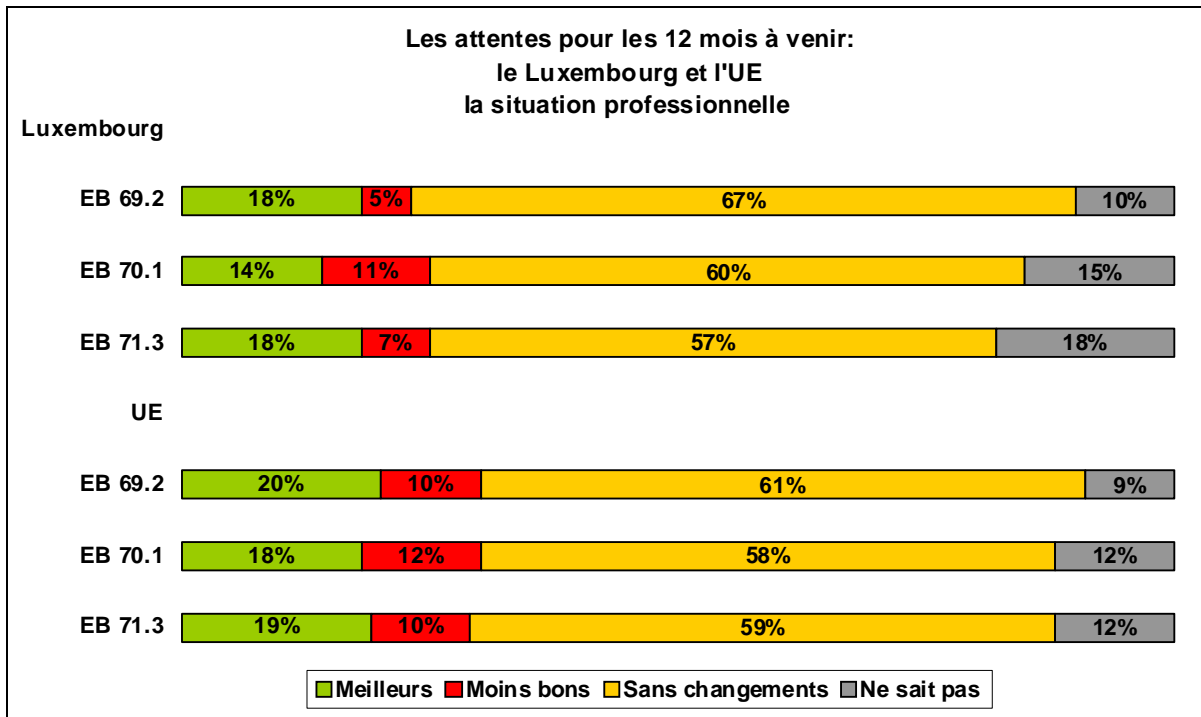
Si les sondés en moyenne européenne restent plutôt optimistes concernant la situation économique dans le monde pendant les 12 mois à venir, 24% estimant qu'elle sera meilleure et 30% qu'elle sera moins bonne, les taux reflètent une vision plus pessimiste du côté des sondés au Luxembourg : 18% pensent qu'elle sera meilleure (6 points de moins que la moyenne européenne) et 54% pensent qu'elle sera moins bonne (soit 24 points de plus que la moyenne européenne). Les tendances sont les mêmes pour ce qui est des sondés estimant que la situation économique dans le monde ne connaîtra pas de changements : 36% pour la moyenne des pays UE et seulement 22% pour les sondés au Luxembourg.

L'analyse de la situation économique du pays de la part des sondés révèle un alignement sur la moyenne européenne du taux de sondés s'attendant à une amélioration dans l'année à venir (25%). Par contre, les sondés au Luxembourg se montrent plus pessimistes (40% pensent que l'année à venir sera moins bonne) que la moyenne européenne (34%), soit un écart de 6 points. En général, le pourcentage des sondés au Luxembourg est donc moins élevé en ce qui concerne le sentiment selon lequel la situation économique du pays ne connaîtra aucun changement (32% contre 36% pour la moyenne européenne).

De même, lorsqu'il s'agit de projeter la situation de l'emploi dans les 12 mois à venir, 20% des sondés au Luxembourg sont d'avis que celle-ci sera meilleure, même taux que pour la moyenne européenne. Par contre, le taux est de 7 points plus élevé en ce qui concerne les sondés estimant que la situation de l'emploi va se détériorer (51%) en comparaison avec la moyenne européenne (44%). Alors que les sondés estiment en moyenne européenne à 32% qu'il n'y aura pas de changement, ce chiffre baisse à 23% pour les sondés au Luxembourg, soit un écart de près de 10 points.

L'estimation de la situation professionnelle s'aligne davantage sur la moyenne des pays de l'UE : 18% des sondés au Luxembourg pensent que leur situation dans ce domaine sera meilleure (UE : 19%).

Le taux de pessimistes est légèrement moins élevé pour les sondés au Luxembourg par rapport à la moyenne européenne (7% contre 10% pour la moyenne européenne). De même pour les sondés estimant que leur situation professionnelle ne connaîtra pas de changements dans les 12 mois à venir (57% contre 59% pour la moyenne européenne).

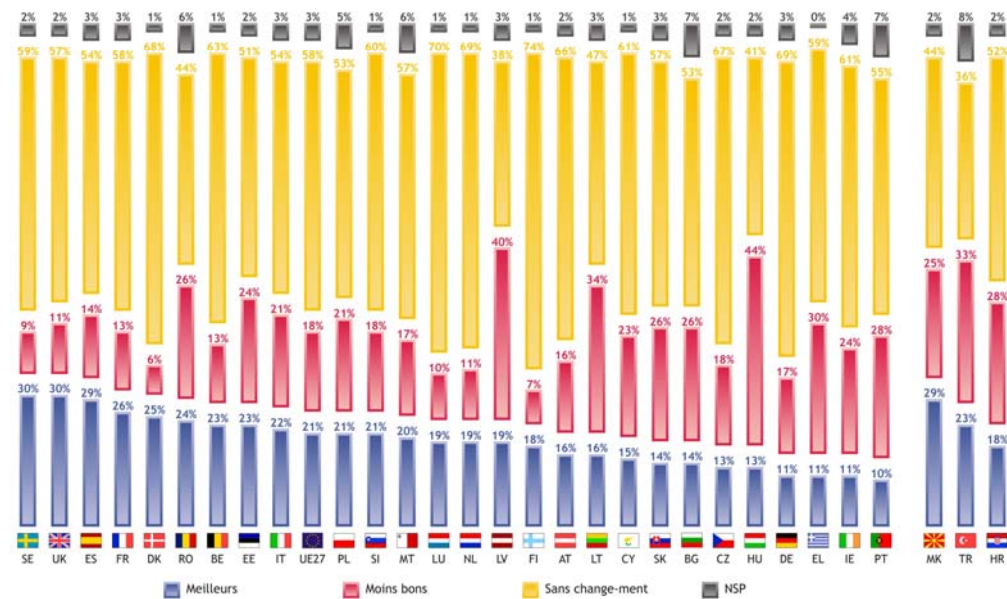


Si l'on effectue une comparaison dans le temps concernant l'appréciation de la situation professionnelle tant au niveau des sondés au Luxembourg qu'au niveau de la moyenne européenne, nous ne notons pas de grandes variations des taux. Alors qu'il existait une appréhension à l'automne 2008 (EB 70.1) sur le devenir de la situation professionnelle dans l'année qui suivrait (11%), celle-ci a fait place au printemps 2009 à un sentiment optimiste (7%, soit une baisse de 4 points). Dans cette continuité, on remarque une certaine crainte à l'automne 2008 par rapport au printemps 2008 (EB 69.2) : 6 points de plus viennent se rajouter au taux de sondés de cet Eurobaromètre (5%) estimant que leur situation professionnelle sera moins bonne, ramenant le chiffre à 11%. Ce taux décroît ensuite lors de l'EB 71.3 pour tomber à 7%, où les vives craintes liées à la situation économique de l'automne 2008 se relativisent en partie. Notons peut-être une part plus large des indécis pour ce qui concerne les sondés au Luxembourg (resp. 10% et 18% entre l'EB 69.2 et l'EB 71.3).

Les proportions de la moyenne européenne au fil des enquêtes ne montrent pas plus de variations. Au contraire, on peut remarquer une certaine régularité dans l'appréciation de la situation professionnelle des sondés.

Question: QA3a.3. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: La situation financière de votre ménage



Concernant la situation financière de leur ménage, nous remarquons parmi les sondés des pays européens une tendance générale à estimer que celle-ci ne connaîtra pas de changements dans les 12 mois à venir.

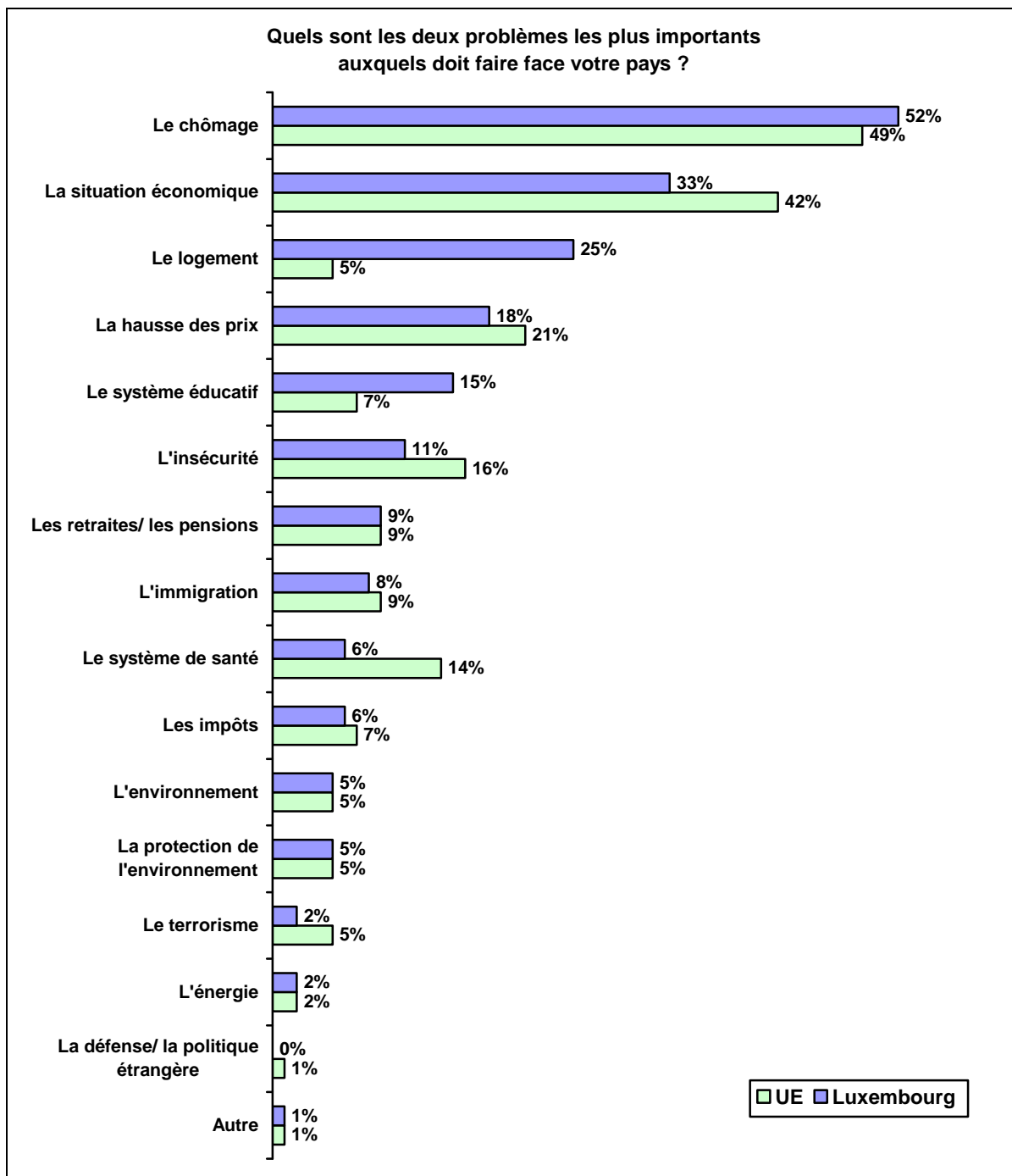
La Suède, le Royaume-Uni, l'Espagne et la France se retrouvent parmi les pays comptant les sondés les plus optimistes avec, 30% pour la Suède et le Royaume-Uni, 29% pour l'Espagne et 26% pour la France (UE : 21%). Ce relatif optimisme se confirme à l'observation du taux faible de sondés dans ces pays pour ce qui est de la part de ceux qui pensent que la situation va être moins bonne pour leur ménage : 9% pour la Suède, 11% pour le Royaume-Uni, 14% pour l'Espagne et 13% pour les sondés en France. Nous relevons donc ici plutôt une tendance de la part des sondés de ces pays à penser qu'il n'y aura pas de changements dans leur situation personnelle : 59% des sondés en Suède, 57% au Royaume-Uni, 54% en Espagne et 58% des sondés en France.

Si la Belgique se retrouve au-dessus de la moyenne européenne avec 23% des sondés estimant que la situation financière de leur ménage sera meilleure, elle présente également un taux assez faible de sondés pessimistes à cet égard (13% estiment que la situation ne connaîtra aucun changement). Le Luxembourg, avec 19% de sondés pensant que la situation financière de leur ménage sera meilleure, se situe juste en dessous de la moyenne européenne et bien plus en dessous de la moyenne européenne (18%) concernant la part de sondés pensant qu'elle sera moins bonne (10%). Plus de deux tiers des sondés au Luxembourg (70%) pensent donc que celle-ci ne connaîtra pas de changements ; les proportions sont à peu de choses près les mêmes que pour les sondés aux Pays-Bas (respectivement 19%, 11% et 69%). L'Allemagne, avec 11% d'optimistes, se classe dans les 4 derniers pays où l'on compte le moins optimistes (10 points de moins que la moyenne européenne), mais elle se rapproche de la moyenne des pays européens avec 17% de pessimistes (UE : 18%) et 69% de sondés estimant que la situation financière de leur ménage ne connaîtra pas de changements (UE : 58%).

Les pays dans lesquels les sondés sont les moins optimistes sont la Grèce (11%), l'Irlande (11%) et le Portugal (10%). Ces derniers se caractérisent également par un taux élevé de sondés qui estiment

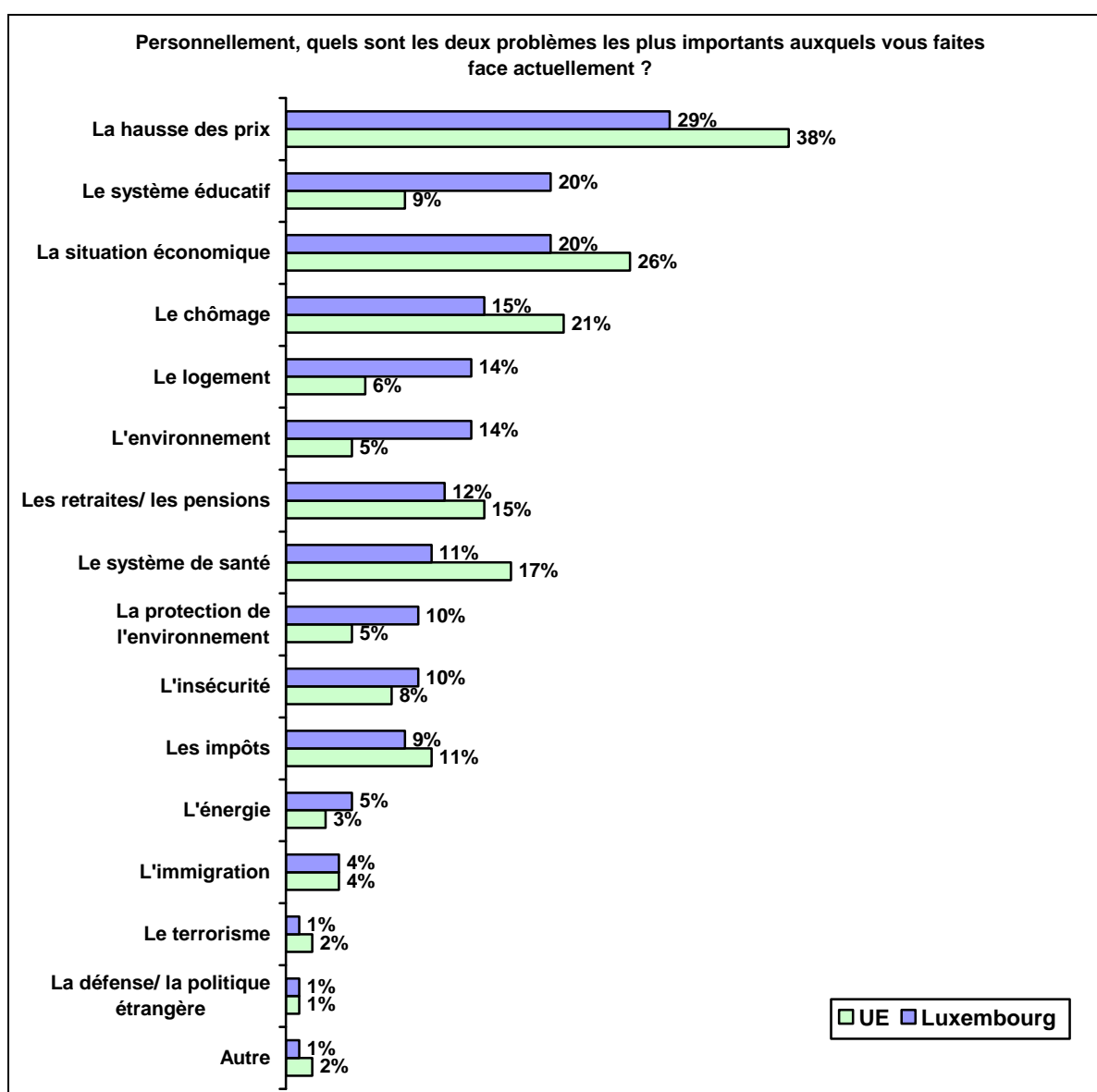
que la situation financière de leur ménage sera moins bonne dans l'année à venir : 30% en Grèce, 24% en Irlande et 28% au Portugal. Pour ces pays, les taux de sondés, qui déclarent que la situation financière de leur ménage ne changera pas, restent dans la moyenne européenne (58%) : 59% en Grèce, 61% en Irlande et 55% au Portugal.

I.4 Les inquiétudes des citoyens



Le *chômage* constitue pour les sondés du Luxembourg le premier problème auquel leur pays doit faire face (52%), à l'image de la moyenne des sondés de l'UE (49%). Alors que, la *situation économique* de leur pays est préoccupante pour 42% des interrogés selon la moyenne européenne, les résidents du Luxembourg l'estiment à 33%, soit 9 points de moins qu'au niveau européen. Le *logement* constitue définitivement un grand problème pour le Luxembourg (25%) par comparaison à la moyenne européenne (5%) avec 20 points de plus que le niveau européen. La *hausse des prix* est mentionnée

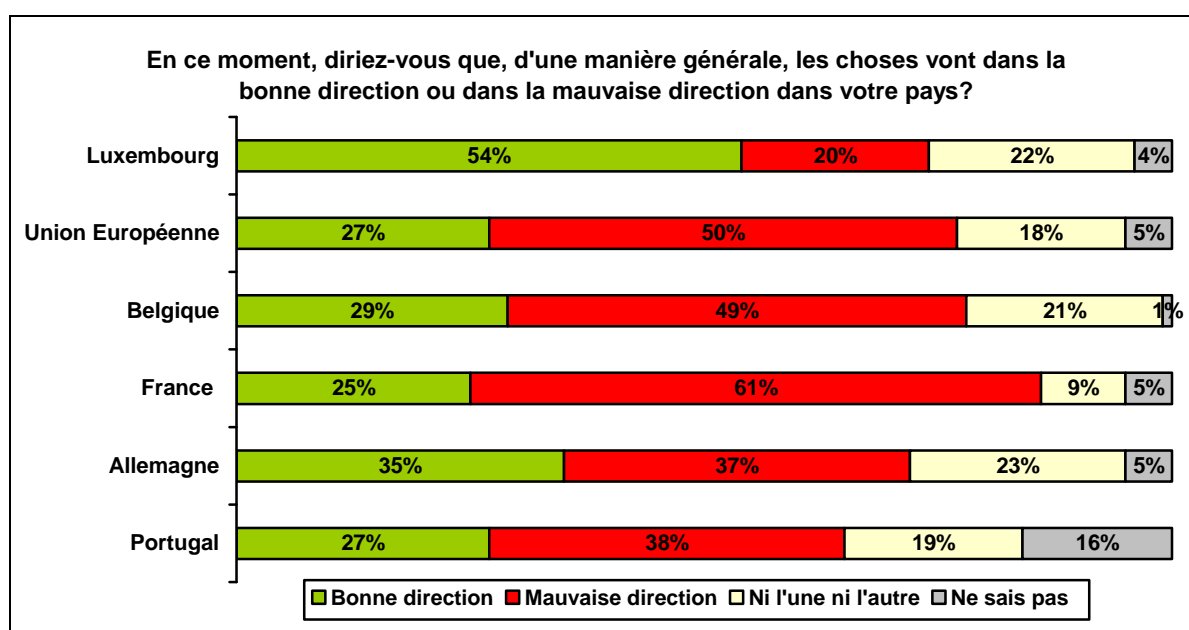
par 18% des résidents du Luxembourg, 3 points de moins que pour la moyenne européenne (21%). Une autre différence qui s'observe dans la comparaison du Luxembourg et de la moyenne européenne est celle du *système éducatif* qui reste pour 15% des résidents un problème pour le pays, soit plus du double que le pourcentage de la moyenne européenne (7%). Le problème de *l'insécurité* pour la moyenne des pays européens est souligné par 16% des sondés, alors qu'il ne représente que 11% au niveau du Luxembourg. Les chiffres du Luxembourg pour *les retraites, les pensions* et *la question de l'immigration* s'alignent sur ceux de la moyenne européenne : respectivement 9% pour la première dans les deux niveaux, et respectivement 8% et 9% pour l'immigration. Le *système de santé* n'apparaît pas comme un très grand problème pour le Luxembourg : 6% des sondés le soulignent alors que ce taux monte à 14% au niveau de la moyenne européenne. Les autres questions soulignées pour les résidents du Luxembourg sont dans l'ordre : *les impôts* (6%), *l'environnement* et *la protection de l'environnement* (respectivement 5% chacun), et finalement *le terrorisme* et *l'énergie*, qui n'inquiètent que respectivement 2% des sondés chacun.



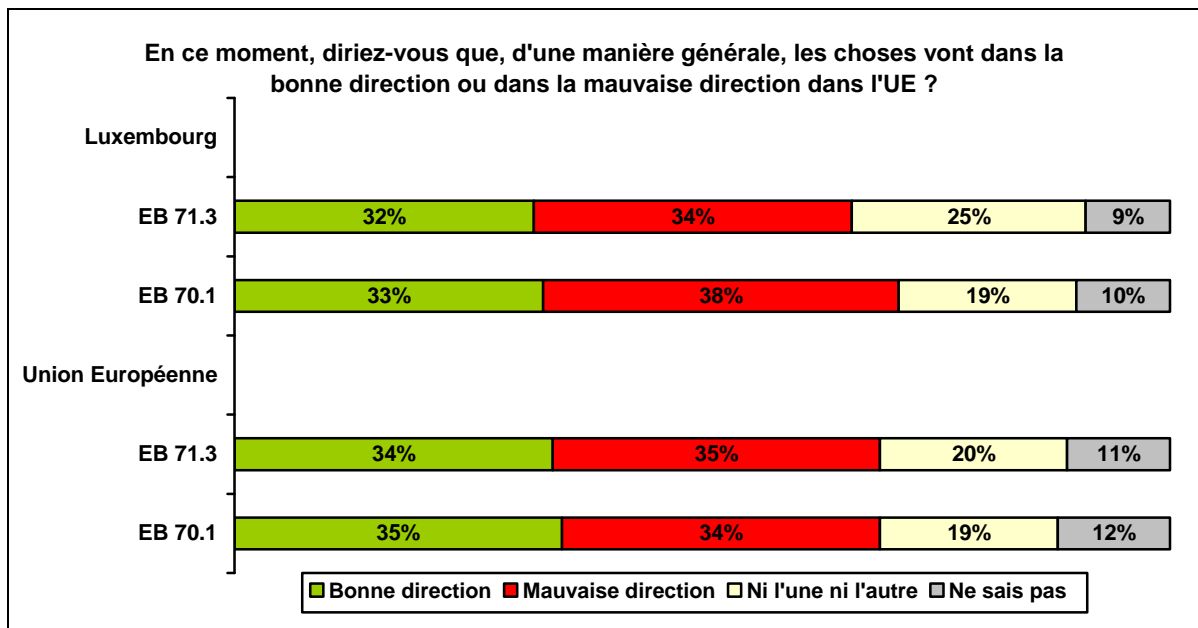
S'agissant des préoccupations touchant la situation personnelle de chacun, *la hausse des prix* constitue au niveau européen et au niveau des habitants du Luxembourg la première préoccupation (29% des sondés au Luxembourg et 38% des sondés au niveau européen). *Le système éducatif* se range au même titre que *la situation économique* au niveau des habitants du Luxembourg : ils

arrivent ex aequo avec 20%, la moyenne européenne enregistre un taux de 9% pour le premier et 26% pour le deuxième. *Le chômage, le logement et l'environnement* sont des domaines qui touchent les habitants du Luxembourg à hauteur de 15% pour le premier et de 14% pour les deux derniers. La moyenne européenne possède un taux plus élevé de sondés devant faire face au problème du *chômage* avec 21% (soit 6 points de plus que les sondés du Luxembourg), mais les taux sont moins élevés pour ce qui concerne *le logement* (6%, soit 8 points de moins) et *l'environnement* (5%, soit 9 points de moins). *Les retraites et les pensions* concernent 12% des sondés du Luxembourg contre 15% pour la moyenne européenne. Suivent ensuite pour les sondés du Luxembourg les problèmes liés au *système de santé* (11%), à *la protection de l'environnement* (10%), à *l'insécurité* (10%) et aux *impôts* (9%). A noter que la moyenne européenne enregistre 6 points de plus pour *le système de santé* comme constituant un problème auquel les sondés doivent faire face (17%) et 5 points de moins pour la question de *la protection de l'environnement* (5%).

Les domaines de *l'énergie*, de *l'immigration*, du *terrorisme*, et de *la défense et de la politique étrangère* se retrouvent en dessous des 5%, tant au niveau du Luxembourg, qu'euro-péen.



Par rapport à une moyenne européenne de 27% de sondés estimant que les choses vont dans la *bonne direction* dans leur pays, nous remarquons un alignement de la part des voisins du Luxembourg et de la part des sondés au Portugal. Ainsi, 27% des sondés de ce pays sont de cet avis, 25% des sondés en France ; au-dessus de cette moyenne nous trouvons la Belgique avec 29%, avec 8 points de plus que la moyenne européenne se place l'Allemagne pour 35% de ses sondés et le Luxembourg qui fait figure de leader avec plus de la moitié des résidents (54%) se déclarant de cet avis. Le Luxembourg est celui d'entre ces pays à obtenir le taux le moins élevé de sondés qui estiment que les choses vont dans la *mauvaise direction* : seulement 20%, contre 50% en moyenne européenne, soit 30 points de différence. La Belgique reste dans la moyenne (49%), l'Allemagne enregistre 37% d'avis négatifs et le Portugal, 38%. La France est le pays qui compte près de deux tiers de sondés de cet avis (61%).

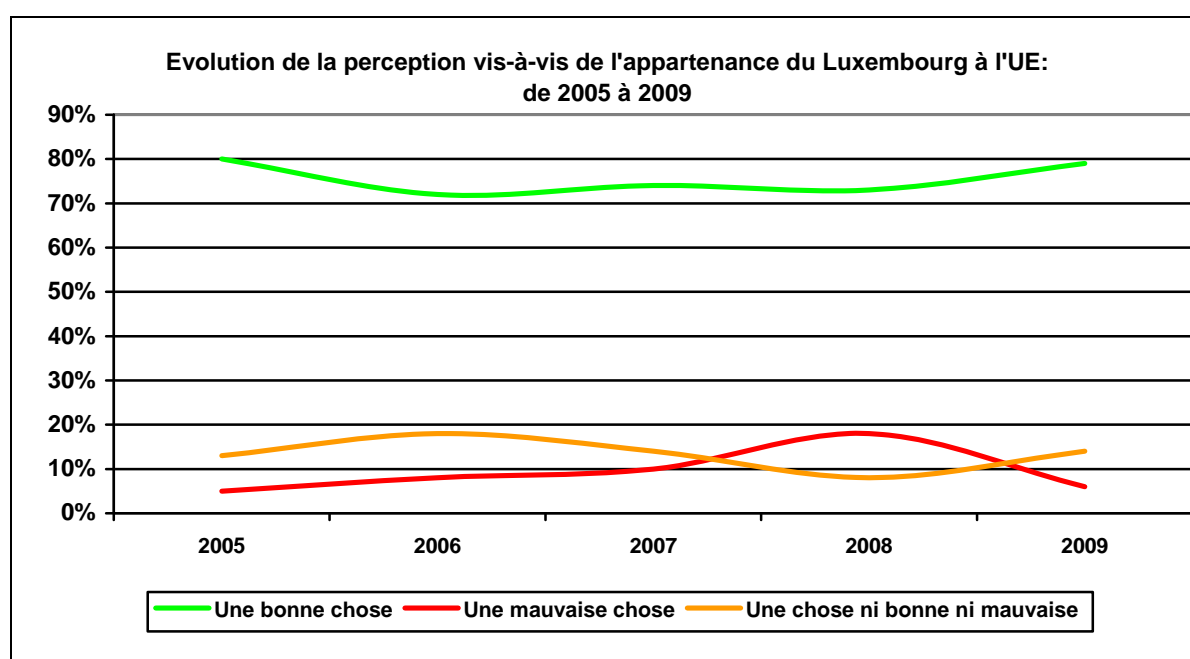


Si l'on compare les chiffres du Luxembourg avec ceux de la moyenne des pays de l'UE entre l'automne 2008 et le printemps 2009, nous notons une diminution de 4 points du pourcentage de résidents sondés estimant que les choses vont dans la *mauvaise direction* entre ces deux périodes, alors que ce taux reste plutôt stable pour la moyenne européenne. Il est à remarquer toutefois que cette diminution alimente, en fait, les avis mitigés, qui passent de 19% à l'automne 2008, à 25% au printemps 2009.

II. La perception de l'Union européenne

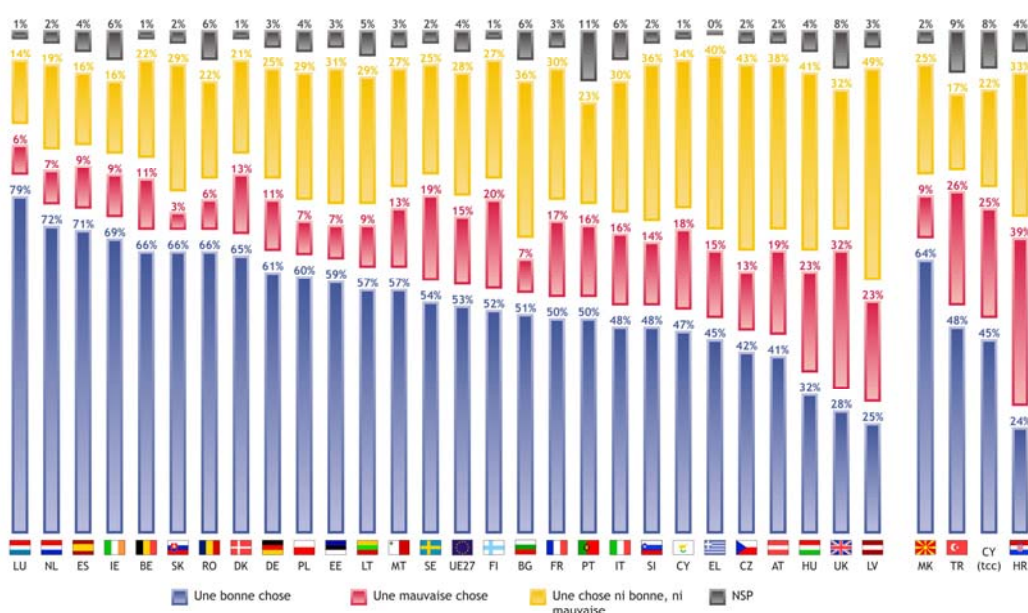
Les sondés du Luxembourg estiment dans une large majorité que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE. Ainsi, 79% des résidents du Luxembourg estiment que le fait pour le Luxembourg d'appartenir à l'UE est une bonne chose. Les sondés du Luxembourg estiment à 73% que la voix du pays est prise en compte au sein de l'UE, mais ce taux baisse à 52% pour les sondés qui pensent que les intérêts du Luxembourg sont pris en compte par l'UE. L'analyse de la représentation et l'image de l'UE nous apprend que 54% des sondés estiment que les choses vont dans la bonne direction au Luxembourg, mais le taux baisse à 32% pour les sondés pensant la même chose à l'égard de l'UE. Enfin, les trois domaines sur lesquels les Institutions européennes devraient mettre l'accent pour renforcer l'UE concernent les questions environnementales (28%), les questions sociales et de santé (27%) et la lutte contre le changement climatique (26%).

II.1. Les bénéfices tirés de l'appartenance à l'Union européenne

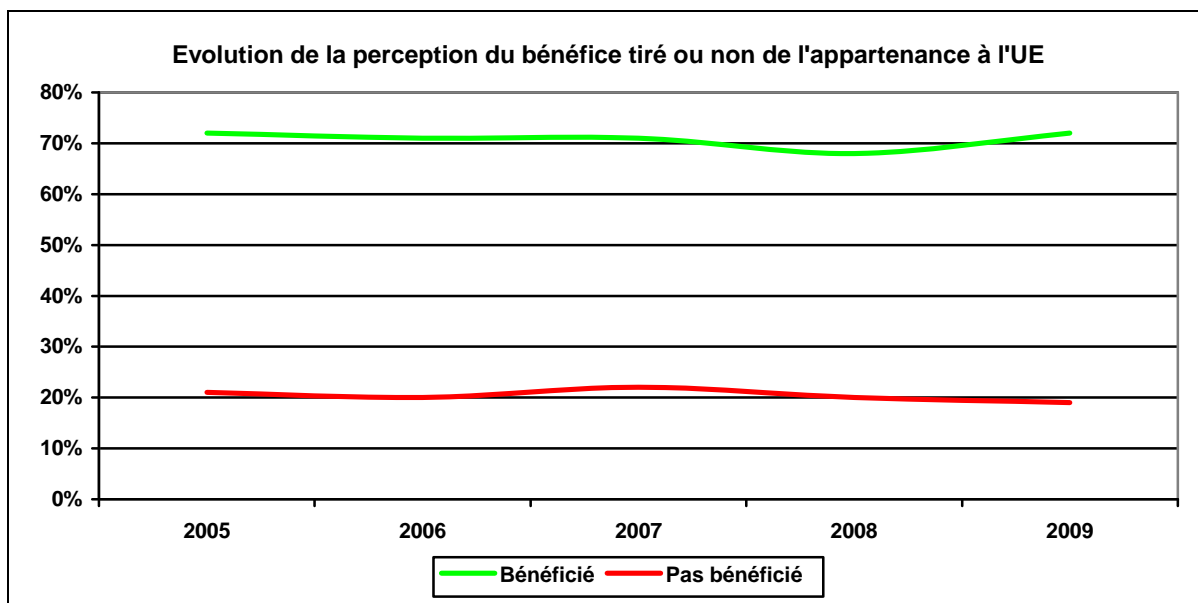


Nous pouvons observer au travers de ce graphique une grande diminution du taux de sondés estimant que l'appartenance du Luxembourg à l'UE est une bonne chose entre l'année 2005 et 2006, le taux passant de 80% à 72%. Une diminution qui se répercute d'une part, sur une légère hausse des sentiments négatifs : on passe alors de 5% à 8%, mais aussi, d'autre part, sur une augmentation de 5 points des sondés estimant que l'appartenance n'est ni bonne ni mauvaise : de 13% en 2005 à 18% en 2006. L'année 2007 gagne 2 points sur le taux de sondés positifs (74%) par rapport à l'année précédente, ainsi que 2 points de plus sur le pourcentage de sondés exprimant un sentiment négatif (10%). Par contre, le taux de sondés mitigés est en baisse en 2007 par rapport à 2006 : on passe de 18% à 14% d'interrogés. En 2008, la part des sondés estimant que l'appartenance est une bonne chose reste plutôt stable : 73%. Par contre, le taux des sondés négatifs gagne 8 points entre 2007 et 2008 : il passe de 10% à 18%, faisant reculer la part des sentiments mitigés : de 14% à 8%. Enfin, l'année 2009 est caractérisée par une augmentation du taux de sondés positifs, s'alignant pour ceux-ci sur les chiffres de 2005 : 79%, 6% de sondés négatifs et 14% de sondés mitigés sur la question.

Question: QA6. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour le Luxembourg de faire partie de l'Union européenne est ... ?

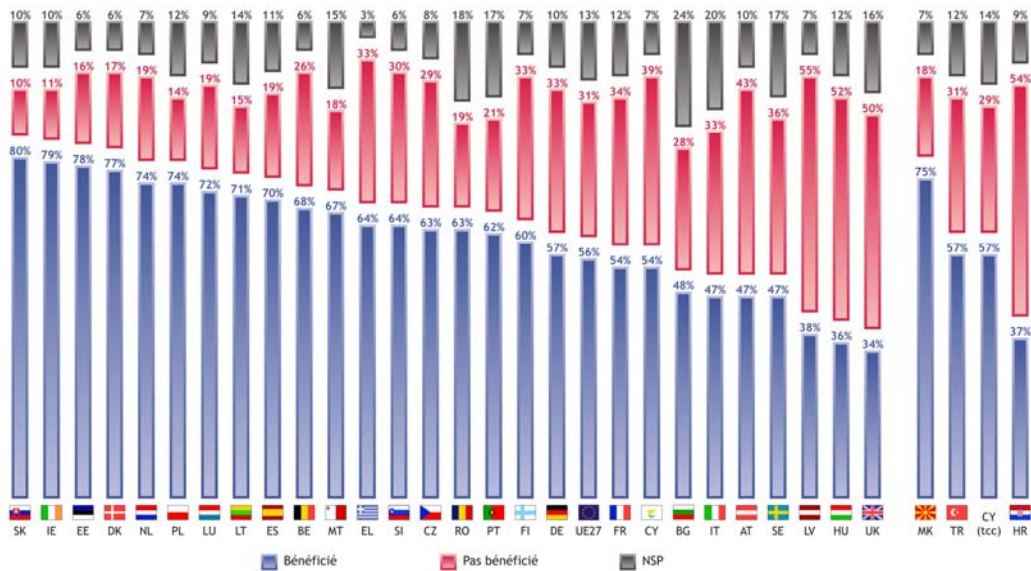


Le Luxembourg apparaît, comme étant le pays le plus convaincu du fait que son appartenance à l'Union européenne est une bonne chose, avec 79% de sondés de cet avis. Les pays à également se distinguer positivement sont : les Pays-Bas avec 72% de sondés partageant cet avis, l'Espagne avec 71% et ensuite l'Irlande avec 69%. Sous la moyenne des 53% de sondés estimant que l'appartenance de leur pays à l'UE est une bonne chose, citons la France et le Portugal, tous deux obtenant 50%. Les pays comptant les pourcentages les moins élevés de sondés de ce même avis sont la Hongrie (32%), le Royaume-Uni (28%) et la Lettonie (25%). A l'inverse, la plus grande part d'interrogés considérant que l'appartenance du pays respectif à l'UE est une mauvaise chose est celle, loin devant, du Royaume-Uni (32%) suivie plus loin de la Hongrie et de la Lettonie (23% chacune). Les pays obtenant les taux les moins élevés ici sont la Slovaquie (3%), le Luxembourg et la Roumanie (respectivement, 6%). Soulignons que les pays se positionnant davantage de manière neutre sur l'appartenance de leur pays respectifs à l'UE sont la Lettonie (49%), la Hongrie (41%) et la Grèce (40%), pour une moyenne européenne de 28%.



Le graphique sur l'évolution de la perception du bénéfice tiré ou non de l'appartenance à l'UE nous démontre que la part des sondés estimant que l'appartenance du Luxembourg à l'UE a bénéficié à leur pays n'a pas connu de divergences significatives au travers des 5 dernières années, mis à part en ce qui concerne le taux pour 2008 : elle est plutôt stable en 2005, 2006 et 2007 : 72%, 71% et 71%. Elle perd 2 points l'année suivante (68%) mais en regagne 4 au printemps 2009 pour obtenir 72%. En ce qui concerne l'avis contraire, les taux de sondés estimant que le Luxembourg n'a pas bénéficié de son appartenance à l'UE sont également plutôt stables pour les mêmes périodes. En 2005, 21% des sondés étaient de cet avis et 20% en 2006. Le taux pour l'année 2007 gagne 2 points et passe à 22% pour les perdre l'année suivante (20%). Le printemps 2009 est caractérisé par un léger recul de 1 point, soit 19% de sondés de cet avis.

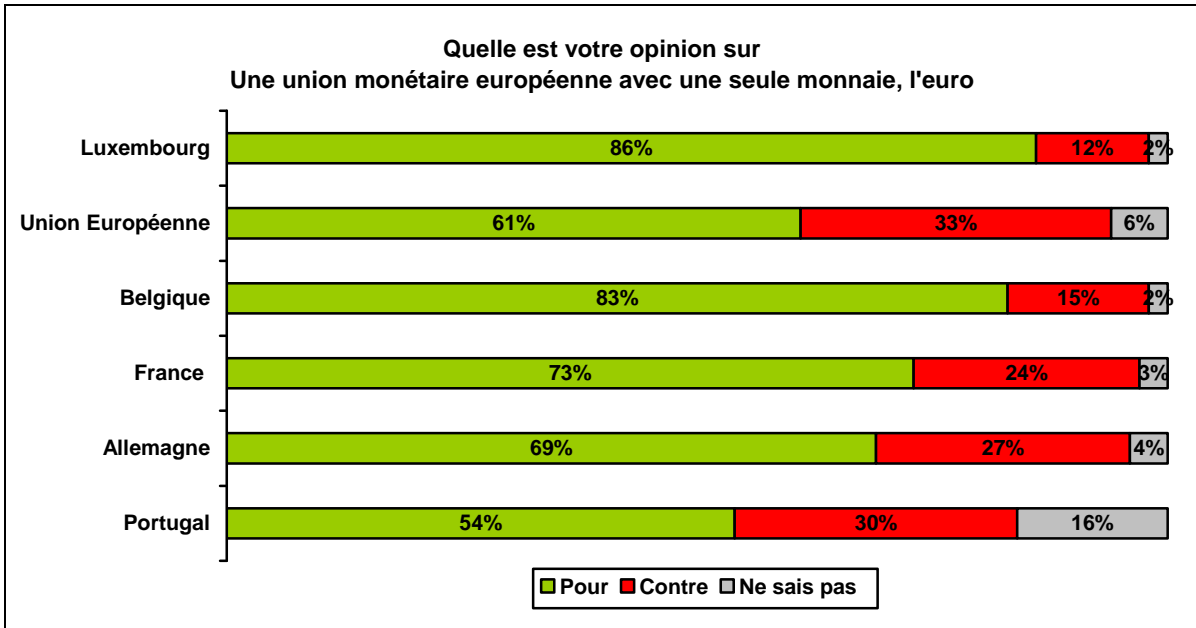
Question: QA7. Tout bien considéré, estimez-vous que le Luxembourg a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?



Les pays qui comptent les taux de sondés les plus élevés pour ce qui est de leur estimation du profit positif tiré par leur pays respectif de l'appartenance à l'UE sont, en tête, la Slovaquie (80%), l'Irlande (79%), l'Estonie (78%) et le Danemark (77%). Ces pays se situent plus de 20 points au-dessus de la moyenne européenne (56%). Le Luxembourg arrive en sixième position avec un pourcentage de sondés de cet avis atteignant les 72%, avant ses voisins, la Belgique (68%), l'Allemagne (57%) et la France (54%). A noter que, parmi ces pays, la France compte le plus grand nombre de sceptiques (39%), puis viennent l'Allemagne (33%), la Belgique (26%) et finalement loin derrière, le Luxembourg (19%).

Les pays où les sondés d'avis positifs sur la question furent les moins nombreux sont la Lettonie (38%), la Hongrie (36%) et le Royaume-Uni (34%). Ces trois pays comptent plus de la moitié de leurs sondés respectifs estimant que leur pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'UE (50% pour le Royaume-Uni, 52% pour la Hongrie et 55% pour la Lettonie). Dans cette optique, les pays où les sondés considèrent avec un taux très faible que leur pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'UE sont la Slovaquie (10%), l'Irlande (11%), la Pologne (14%) et enfin la Lituanie (15%).

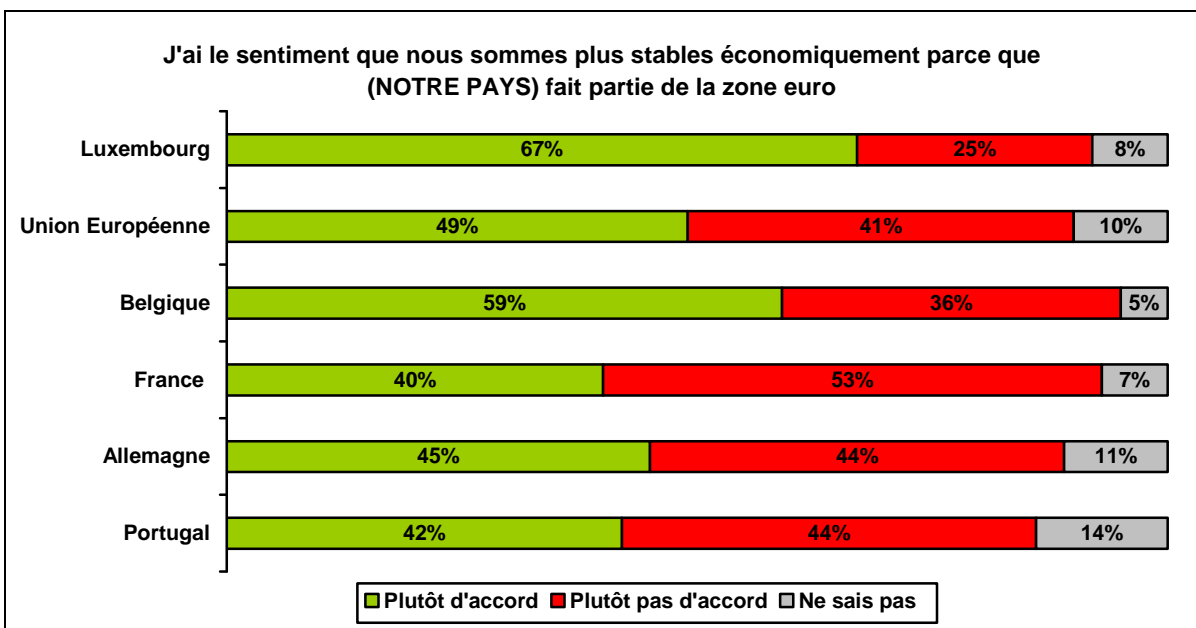
On peut également souligner qu'entre l'automne 2008 et le printemps 2009, la moyenne européenne des sondés considérant que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE est restée la même (56%), ainsi que le taux de sondés dans la moyenne européenne ayant répondu par la négative à cette question (31%). Au niveau du Luxembourg, par contre, on avait un taux de 68% de sondés s'étant exprimés de manière positive à l'automne 2008, contre 72% au printemps 2009, soit une augmentation de 4 points, alors que la part de sondés ayant répondu par la négative à cette question est passée de 23% pour l'EB 70.1 à 19% pour l'EB 71.3.



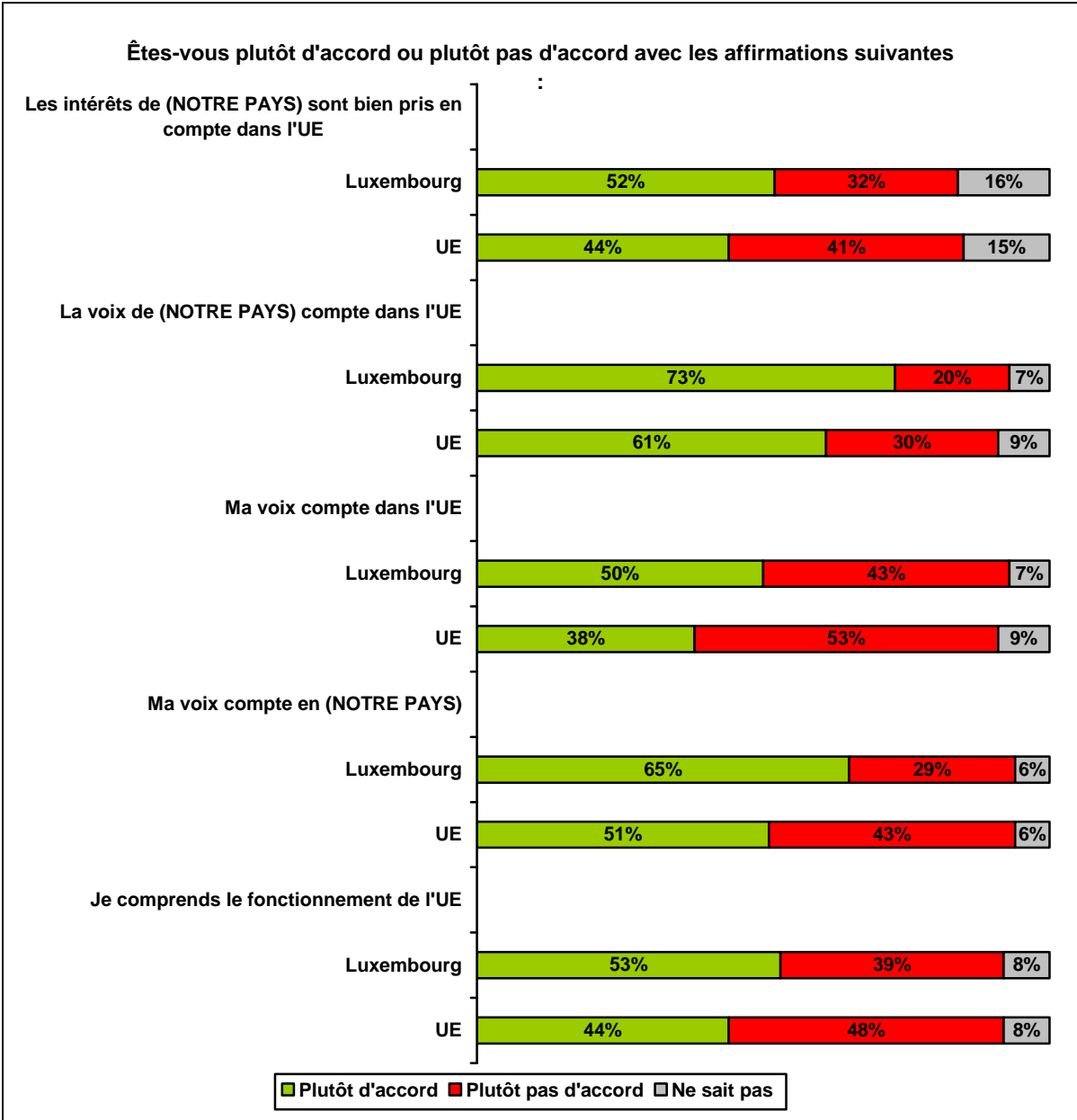
Face à une moyenne européenne de 61% de sondés s'étant exprimés pour une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro, le Luxembourg et la Belgique se positionnent en tête avec respectivement 86% et 83% de sondés de cet avis. Ces deux pays présentent ainsi les taux les plus faibles de sondés se déclarant contre l'union monétaire européenne, avec pour la Belgique 15% de sondés et pour le Luxembourg 12%, soit, pour la Belgique, 18 points de moins que la moyenne européenne qui est de 33% et, pour le Luxembourg, 21 points de moins.

La France et l'Allemagne se situent également au-dessus de la moyenne européenne pour ce qui concerne le taux de sondés s'étant exprimé *pour* l'Euro, à savoir respectivement 73% (plus 12 points que la moyenne européenne) et 69% (plus 8 points que la moyenne européenne). Avec 24% de sondés se déclarant *contre* l'union monétaire européenne avec une seule monnaie, la France se positionne en intermédiaire (UE : 33%), alors que l'Allemagne compte trois points de plus avec 27% de sondés se prononçant *contre*.

Finalement, le Portugal est le pays qui s'éloigne le plus de la moyenne européenne avec un taux de sondés s'étant prononcé *pour* l'Euro de 54% et *contre* de 30%.



Les sondés les plus convaincus par l'affirmation selon laquelle l'appartenance à la zone euro favorise la stabilité économique de leur pays sont ceux du Luxembourg, avec 67 % d'entre eux (18 points de plus que la moyenne européenne), suivis de la Belgique, 59% (10 points de plus que la moyenne européenne), tous deux se situant au-dessus de la moyenne européenne (49%). Nous retrouvons ensuite les pays en dessous de la moyenne européenne en partant de l'Allemagne avec 4 points en dessous (45%), le Portugal (42%) et la France (40%) représentant le pays le plus éloigné avec 9 points en dessous de la moyenne européenne. Comme pour les avis positifs, nous retrouvons pour les avis négatifs, cette même distinction entre pays : l'Allemagne et le Portugal (44% chacun) sont les pays qui se rapprochent le plus de la moyenne européenne (41%). La France quant à elle compte plus de la moitié des sondés (53%) n'étant pas d'accord avec cette affirmation, soit une différence par rapport à la moyenne européenne de 12 points. En dessous de la moyenne européenne, les sondés en Belgique sont 36% à avoir un avis négatif sur la question et 25% des résidents au Luxembourg, enregistrant ainsi les taux les plus faibles.



Pour 52% des résidents au Luxembourg, les intérêts du pays sont bien pris en compte dans l'UE, soit plus de la moitié des résidents et comptent donc 8 points en plus que la moyenne européenne. Un tiers des sondés au Luxembourg estime que les intérêts de leur pays ne sont pas pris en compte au

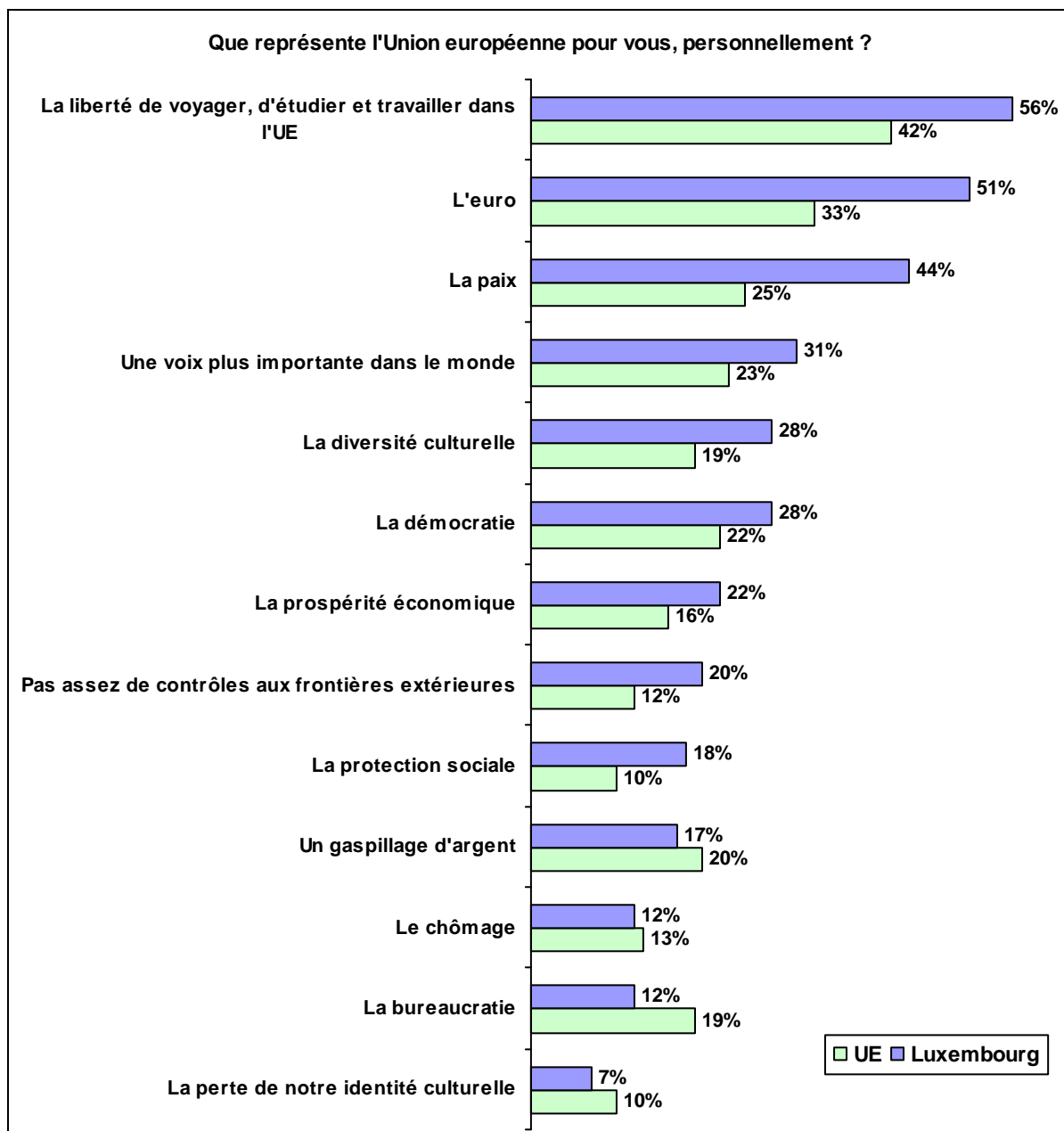
niveau européen, un taux qui reste pourtant bien en dessous de la moyenne européenne (41%). Les résidents au Luxembourg sont encore plus catégoriques lorsqu'il s'agit de se positionner quant à l'affirmation suivante "la voix du pays compte dans l'UE" : ils sont ainsi 73% à être *plutôt d'accord* avec cette affirmation contre 20% *plutôt pas d'accord*, chiffres qui s'éloignent fortement de la moyenne européenne : 61% disent *être d'accord* (12 points de moins que pour le Luxembourg) et 30% à *ne pas l'être* (10 points en plus que pour le Luxembourg).

La moitié des sondés au Luxembourg estiment que leur voix compte dans l'UE (50%), soit 18 points en plus que la moyenne européenne, contre 43% qui ne sont pas d'accord avec cette affirmation au Luxembourg et 53% au niveau de la moyenne européenne.

Les résidents du Luxembourg semblent bien confortés dans l'idée d'être écoutés au niveau national : 65% sont ainsi d'accord avec cette affirmation, contre 29% qui ne sont pas d'accord. Les taux sont encore une fois ici, bien divergents de la moyenne européenne : 51% des sondés en moyenne européenne pensent que leur voix compte dans leur pays contre 43% (soit près de la moitié) qui ne sont pas d'accord.

Le fonctionnement de l'UE est compris par 44% des sondés dans une moyenne européenne et par 53% des résidents au Luxembourg, contre 48% qui ne le comprennent pas en moyenne européenne et 39% des sondés au Luxembourg.

II.2. La représentation de l'Union européenne

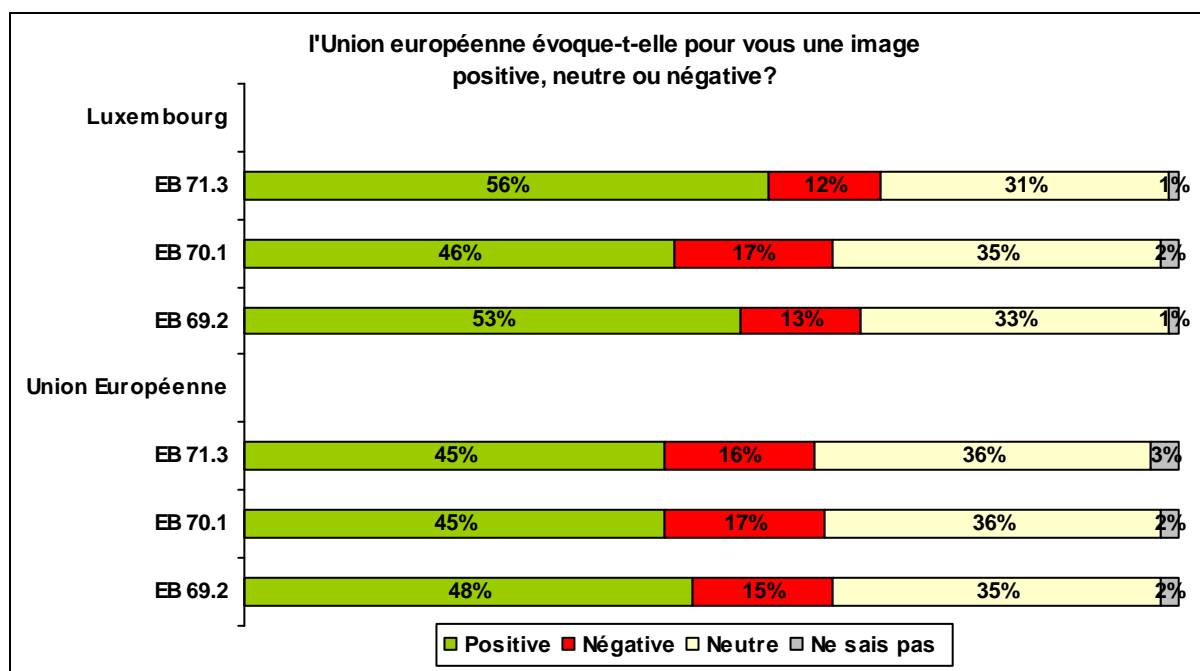


La liberté de voyager, d'étudier et de travailler dans l'UE reste, comme à l'automne 2008, la première représentation que se font les sondés de l'UE, tant au niveau du Luxembourg (56%) qu'au niveau européen (42%). L'euro arrive ensuite en deuxième place, avec pour les résidents au Luxembourg, 51% d'entre eux, et 33% dans la moyenne européenne. Les sondés au Luxembourg citent ensuite en troisième place, la paix à 44% (avec une hausse de 7 points par rapport à l'automne 2008; dans la moyenne européenne, les sondés citent celle-ci à hauteur de 25%). Une voix plus importante dans le monde arrive en quatrième place avec un taux de 31% pour le Luxembourg (UE : 23%). Ensuite, se positionnent au niveau des habitants du Luxembourg la diversité culturelle et la démocratie avec un ex aequo de 28%, contre respectivement 19% et 22% dans la moyenne européenne, suivies de la prospérité économique : pour 22% des sondés au Luxembourg et 16% dans la moyenne européenne. Une image davantage connotée négativement apparaît en huitième position : la représentation d'une Union européenne où il n'y aurait pas assez de contrôles aux frontières extérieures : 20% des résidents au Luxembourg associent l'image de l'Union européenne à ce fait et 12% pour la moyenne européenne. Notons une baisse de ce taux de 4 points par rapport à l'automne 2008 (24%) au niveau du Luxembourg et au niveau européen (16%).

La *protection sociale* et une image de l'Union européenne comme étant *un gaspillage d'argent* suivent ensuite avec, pour les taux du Luxembourg respectivement 18% et 17%, et 10% et 20% pour la moyenne européenne. Les taux de sondés associant l'image de l'Union européenne au *chômage* au Luxembourg (12%) et pour la moyenne européenne (13%) sont similaires.

Juste après, *la bureaucratie* rassemble 12% de sondés au Luxembourg et 7 points de plus pour la moyenne européenne (19%). A noter, pour la moyenne européenne une hausse de 9 points par rapport à l'automne 2008. Enfin, *la perte de notre identité culturelle* atteint un pourcentage de 7% pour les habitants du Luxembourg et 10% pour la moyenne européenne, soit une perte de 3 points pour le Luxembourg par rapport à l'automne 2008 (10%) et d'un point au niveau européen (11%).

II.3. L'image de l'Union européenne

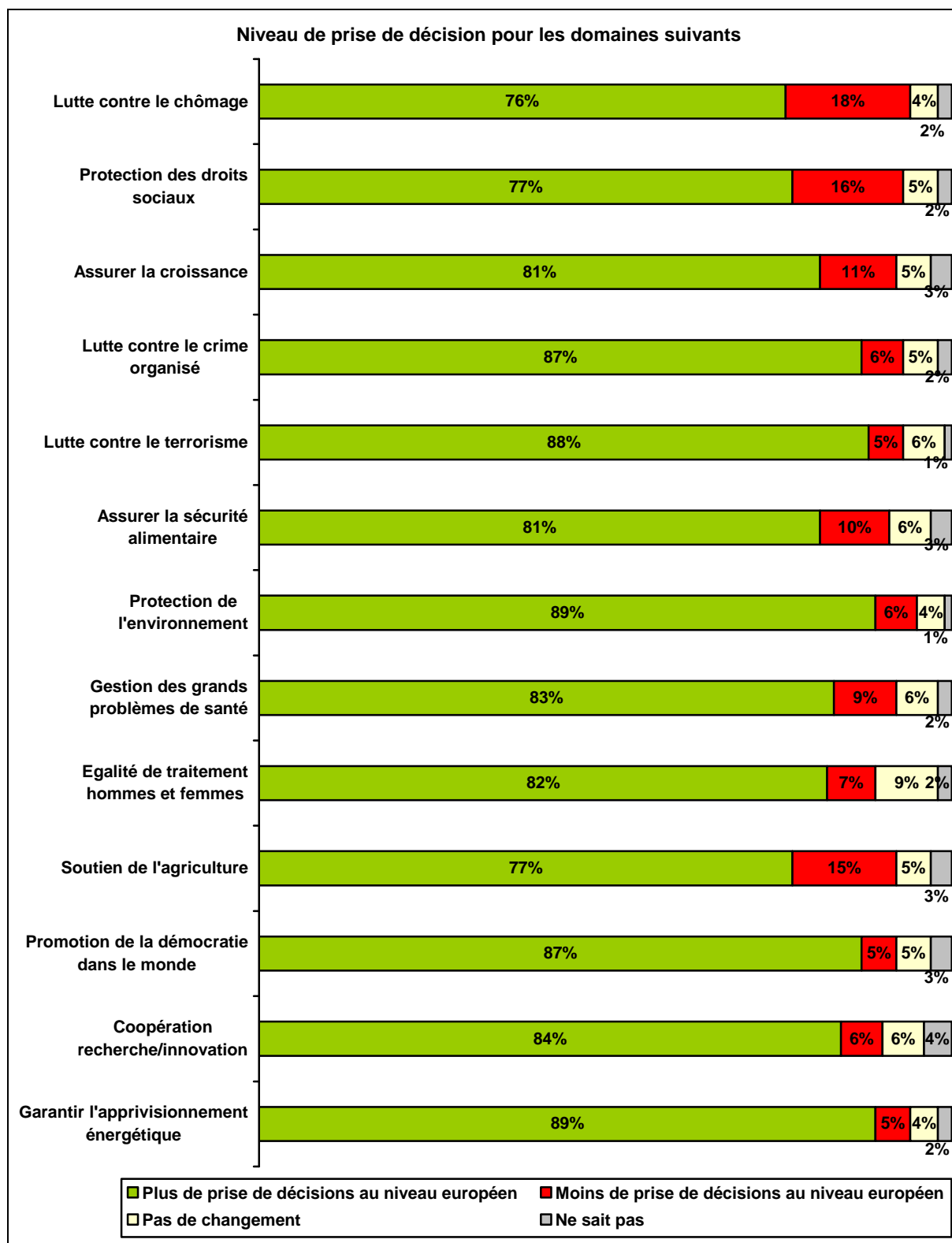


L'image de l'UE pour ce qui est de la moyenne européenne n'a pas connu de grands changements, si l'on compare les taux de l'EB 69.2 avec ceux de l'EB 70.1 et de l'EB 71.3. Cela dit, elle a connu une baisse de 3 points dans les opinions positives entre le printemps 2008 et l'automne 2008, passant de 48% d'avis favorables à 45%. Taux qui ne change pas entre l'automne 2008 et le printemps 2009. Les variations que connaît le Luxembourg pour ces mêmes périodes sont plus accentuées : alors que le taux des personnes interrogées était de 53% à déclarer avoir une image *positive* de l'UE au printemps 2008, ce taux chute de 6 points à l'automne 2008, soit 46%. Mais au printemps 2009, le taux de sondés ayant une image *positive* de l'UE regagne 10 points de plus que le précédent, dépassant même ainsi, les chiffres de l'EB 69.2 (53%) pour atteindre les 56%.

Le Luxembourg entre le printemps 2008 et l'automne 2008, a connu une augmentation de 4 points de l'image *négative* de l'UE de la part des sondés : le pourcentage passant de 13% à 17%. Une baisse de ce taux est ensuite enregistrée au printemps 2009, qui passe à 12%, allant même en dessous des taux de l'EB 69.2. La moyenne européenne pour le même positionnement ne connaît qu'une très faible variation, passant de 15% à 17% entre les deux premières périodes, puis 16% au printemps 2009.

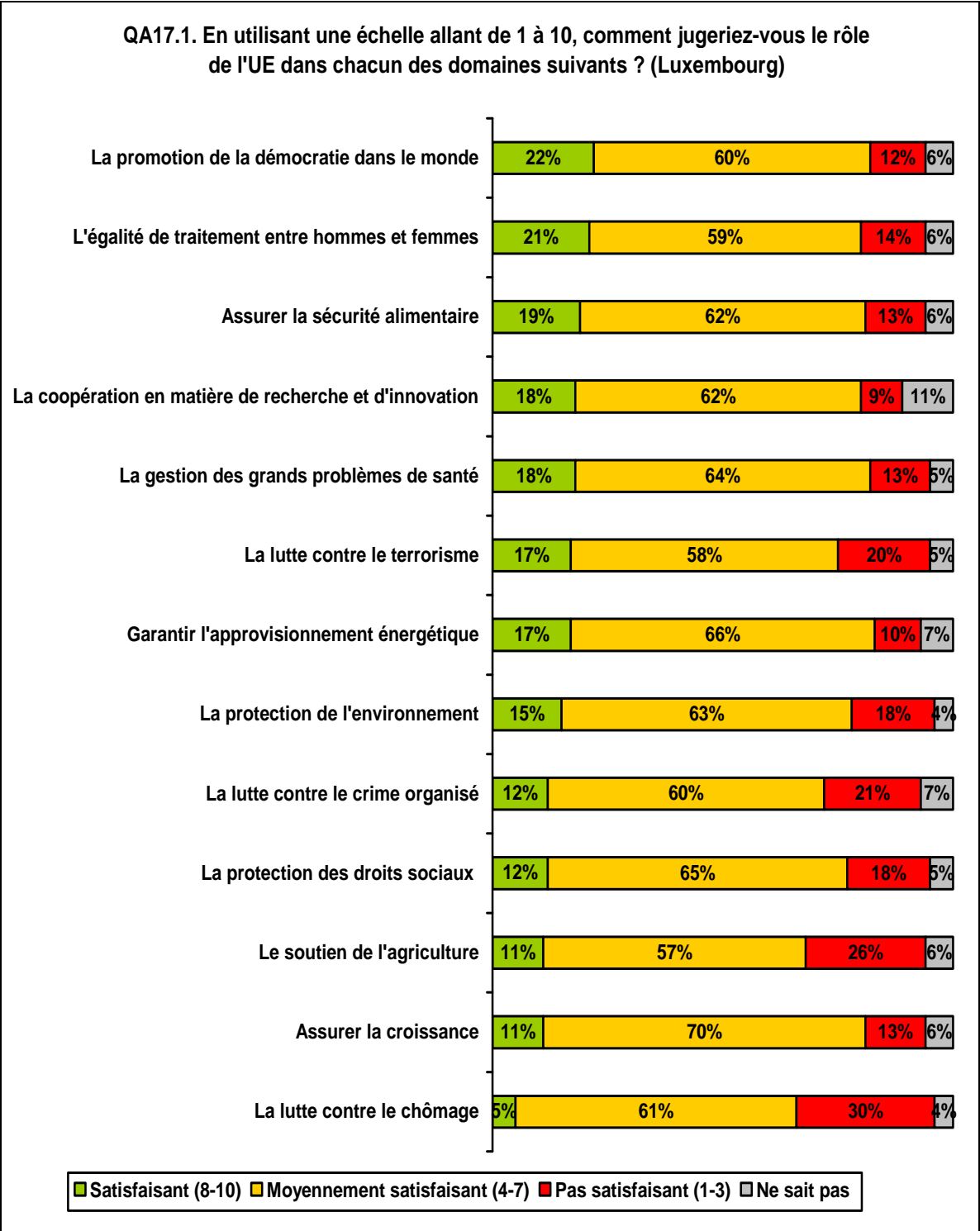
La part de sondés qui déclarent avoir une image *neutre* de l'UE est stable pour la moyenne européenne, respectivement pour les trois périodes : 35% pour le printemps 2008 et 36% pour les deux dernières. Les sondés au Luxembourg de ce même avis représentent 33% au printemps 2008 et 35% à l'automne 2008, soit une augmentation de 2 points, pour baisser de 4 points à 31% au printemps 2009.

II.4 Le niveau de la prise de décision dans l'Union européenne



La protection de l'environnement et le fait de garantir l'approvisionnement énergétique (89% chacun), suivis de très près par la lutte contre le terrorisme (88%), la promotion de la démocratie dans le monde et la lutte contre le crime organisé (87% chacun) sont les cinq domaines obtenant les taux les plus élevés de sondés au Luxembourg qui estiment que les décisions dans ces domaines devraient davantage être prises au niveau européen. Aussi, moins de 6% des sondés estiment que les

décisions dans ces cinq domaines devraient être moins prises au niveau européen. Nous trouvons ensuite les domaines de *la coopération en matière de recherche et d'innovation* (84%) ainsi que *la gestion des grands problèmes de santé* (83%), suivis de *l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes* (82%), ainsi que le fait d'*assurer la croissance et assurer la sécurité alimentaire* (81% chacun). *La lutte contre le chômage*, *la protection des droits sociaux* et *le soutien à l'agriculture* devraient contenir pour respectivement 18%, 16% et 15% des sondés davantage de prises de décisions au niveau européen.

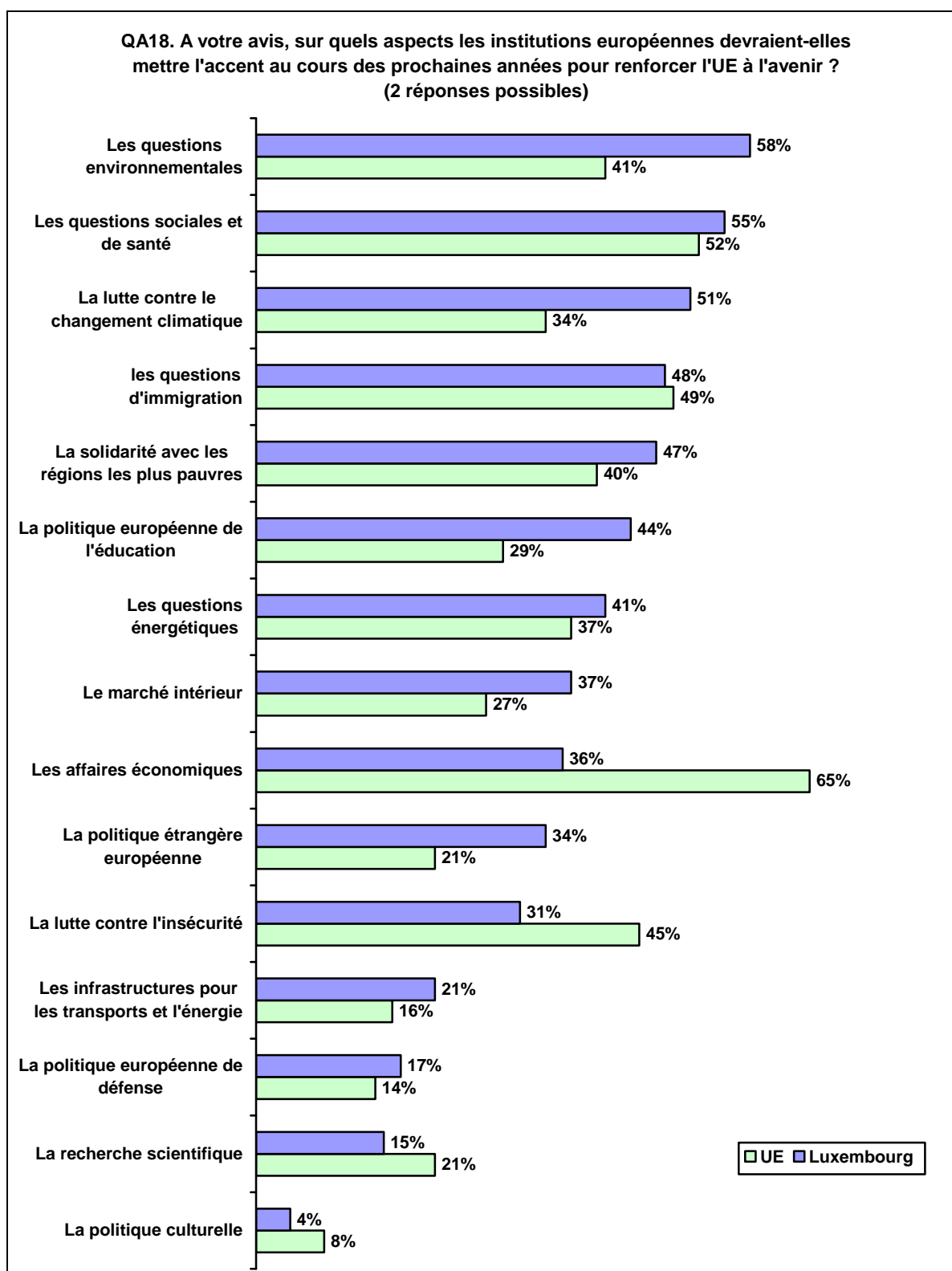


Quant à l'appréciation par les sondés du rôle de l'UE dans certains domaines, pour les résidents du Luxembourg, la tendance générale, tous domaines confondus, est à la satisfaction au-delà de la moyenne des sondés : aussi bien pour *assurer une croissance* (resp. 70% et 11% de réponses, 'moyennement satisfaisant' et 'satisfaisant'), pour *garantir l'approvisionnement énergétique* (resp. 66% et 17%), que pour *la protection des droits sociaux* (resp. 65% et 12%). Viennent ensuite *la gestion des grands problèmes de santé* (resp. 64% et 18%), *la protection de l'environnement* (resp. 63% et 15%), suivis de *la coopération en matière de recherche et d'innovation* (resp. 62% et 18%) et le fait d'*assurer la sécurité alimentaire* (resp. 62% et 18%). Quant au rôle de l'UE dans *la promotion de la démocratie dans le monde*, il est jugé par 60% des sondés comme étant moyennement satisfaisant et par 22% comme étant satisfaisant. *La lutte contre le crime organisé* obtient également un taux de 60% de moyennement satisfaits et de 12% de satisfaits. Dans les trois dernières positions, nous pouvons observer que *l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes* obtient 59% de moyennement satisfaits et 21% de satisfaits, *la lutte contre le terrorisme* (resp.. 58% et 17%) et *le soutien de l'agriculture* (resp. 57% et 11%).

A noter que le rôle de l'UE dans *la lutte contre le chômage* obtient, avec 30% de sondés, le taux le plus élevé d'insatisfaction, suivi de celui au *soutien de l'agriculture*, avec 26% des sondés de cet avis. Le rôle de l'UE dans *la lutte contre le crime organisé* compte 21% d'avis insatisfaits et *la lutte contre le terrorisme* en enregistre 20%. Ces domaines sont suivis de près par un taux égal d'insatisfaits pour *la protection des droits sociaux* et *la protection de l'environnement* (18% chacun).

Dans la logique contraire, les taux les plus élevés de sondés déclarant le rôle de l'UE satisfaisant concernent *la promotion de la démocratie dans le monde* (22%), *l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes* (21%), *la sécurité alimentaire* (19%) et ex aequo *la coopération en matière de recherche et d'innovation* et *la gestion des grands problèmes de santé* (18% chacun).

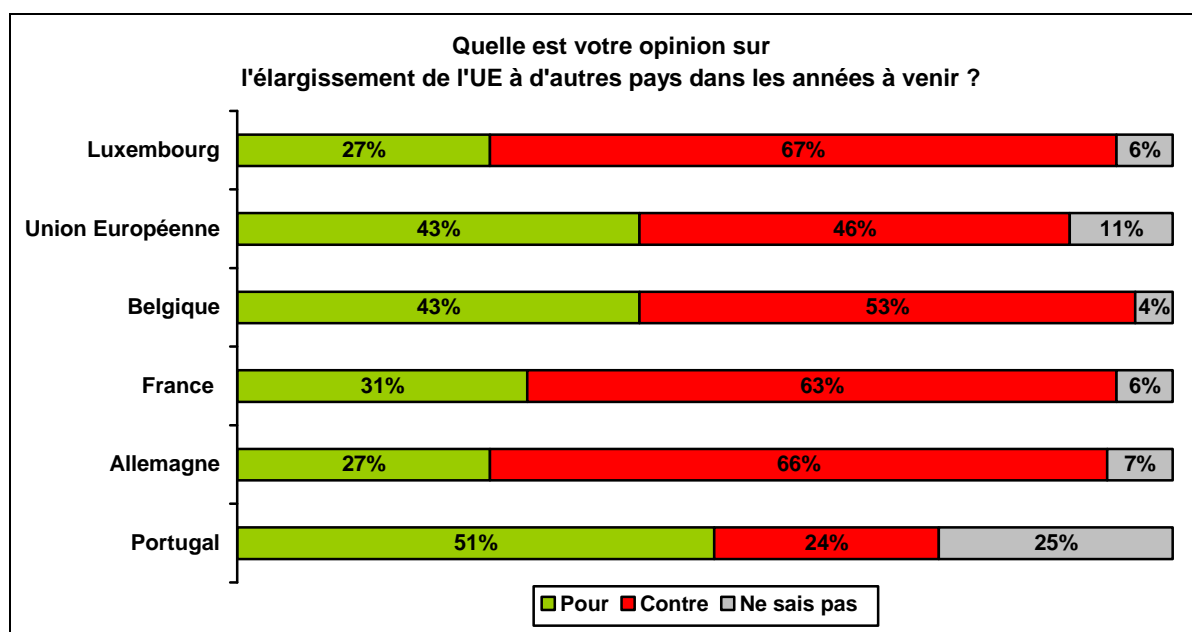
II.5 Les actions futures de l'Union européenne



Les questions environnementales, arrivent, avec 58% des voix, en tête de classement des réponses des sondés du Luxembourg sur les aspects à accentuer par les institutions européennes en vue de renforcer l'UE à l'avenir. La moyenne européenne ne positionne cet aspect qu'en cinquième position,

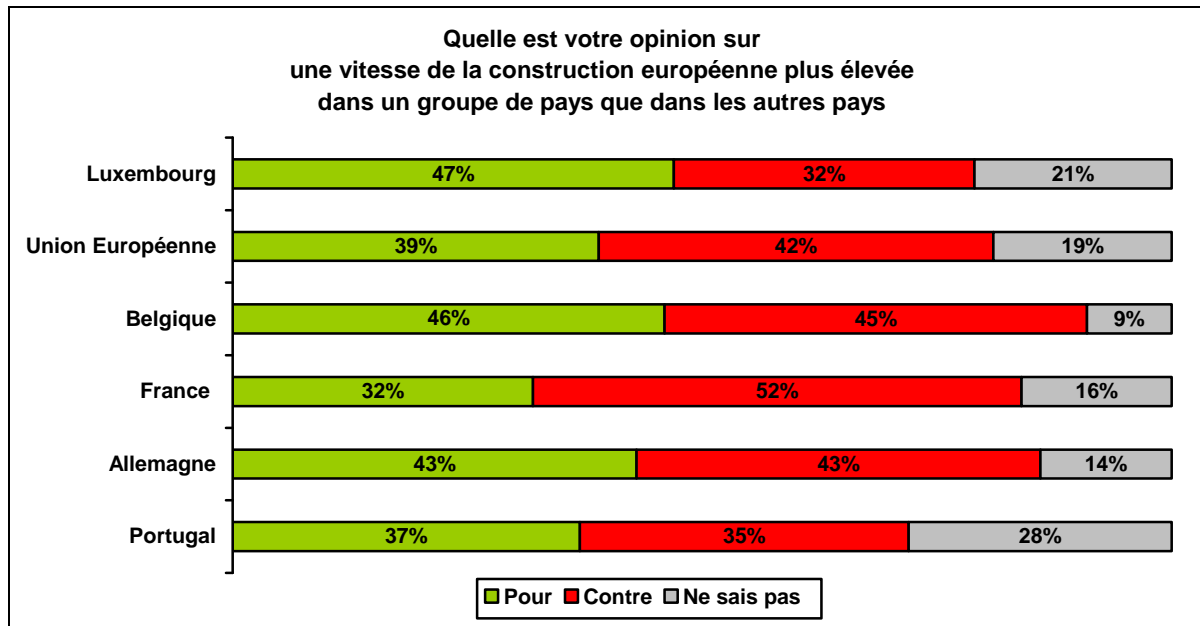
avec 41%, soit une différence de 17 points entre les deux niveaux. En deuxième position pour le Luxembourg, nous trouvons *les questions sociales et de santé* avec un taux de 55%, aspect qui occupe la deuxième place dans la moyenne européenne avec 52%. Pour 51% des interrogés du Luxembourg, le troisième aspect à accentuer dans les années à venir est *la lutte contre le changement climatique* contre un taux de 34% pour la moyenne européenne le plaçant seulement en huitième position. Les quatrième et cinquième aspects importants pour les sondés du Luxembourg sont *les questions d'immigration* (48% ; UE : 49%) suivies de près par *la solidarité avec les régions les plus pauvres* (LU : 47% ; UE : 40%). *La politique européenne de l'éducation* arrive ensuite en sixième position pour 44% de sondés au Luxembourg, et en neuvième position seulement dans la moyenne européenne (29%), obtenant donc, au niveau du Luxembourg, 15 points de plus. Avec 41%, nous trouvons ensuite *les questions énergétiques* (UE : 37%), suivies du *marché intérieur européen* pour 37% des sondés du Luxembourg (UE : 27%). Obtenant une neuvième position au niveau national, se trouvent *les affaires économiques*, selon 36% des sondés au Luxembourg et à l'inverse, avec 65% des sondés dans la moyenne européenne, cet aspect se place en première position, soit au total, une différence de 29 points entre les deux niveaux. La *politique étrangère européenne* est ensuite, pour 34% des sondés au Luxembourg, un aspect à accentuer (UE : 21%) et ensuite pour 31%, la *lutte contre l'insécurité* (UE : 45%), cet aspect obtient donc une différence avec la moyenne européenne de 14 points. Finalement, en queue de liste, arrivent avec 21% des résidents au Luxembourg, les aspects des *infrastructures pour les transports et l'énergie* (UE : 16%), avec 17%, *la politique européenne de défense* (UE : 14%), avec 15%, *la recherche scientifique* (UE : 21%) et enfin pour seulement 4% des sondés au Luxembourg, il s'agirait d'accentuer *la politique culturelle* (UE : 8%).

II.6. L'élargissement de l'Union européenne et sa vitesse de construction



Il est intéressant ici, d'observer que, mise à part la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la France se positionnent en dessous de la moyenne européenne pour ce qui est d'un éventuel élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir. Le Luxembourg et l'Allemagne comptent 27% chacun de sondés se prononçant *pour*, soit 16 points de moins que la moyenne européenne. La France se rapproche davantage de la moyenne européenne avec 31%, tout de même 12 points de moins. Le Portugal est le pays parmi ceux-ci où les sondés se prononcent le plus favorablement avec un taux atteignant les 51% (8 points de plus que la moyenne européenne). Les pays les moins favorables à un éventuel élargissement sont par ordre, le Luxembourg (67%), l'Allemagne (66%), la France (63%) et enfin la Belgique qui compte un peu plus de la moitié des sondés défavorables

(53%). Le Portugal quant à lui obtient un taux de seulement 24% d'avis négatifs. La durée d'appartenance à l'Union européenne est, sous nul doute, un facteur déterminant dans le positionnement de ces pays.



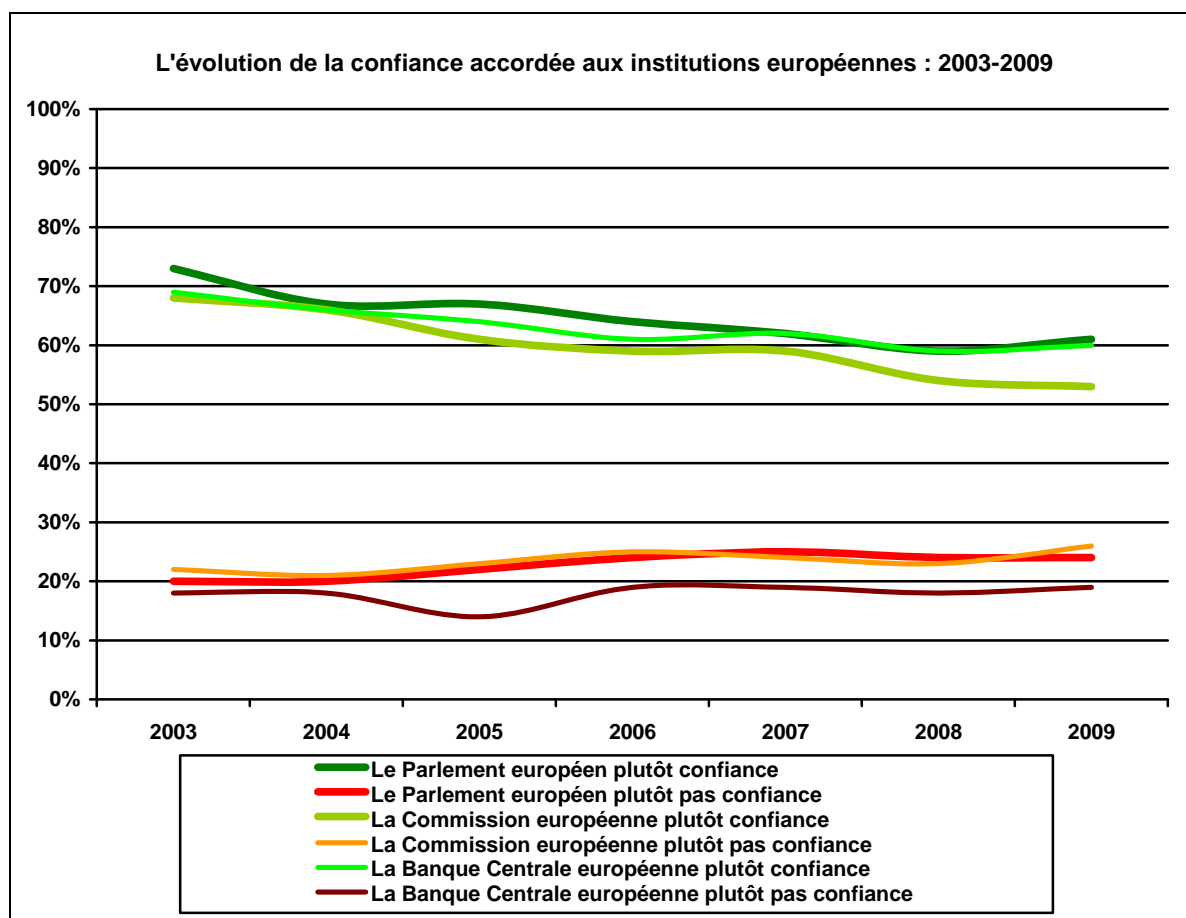
Pour ce qui est de la vitesse de la construction européenne plus élevée dans des groupes de pays par rapport à d'autres que les sondés souhaiteraient, nous remarquons que, par rapport à la moyenne européenne (39% d'avis positifs), l'Allemagne (43%), la Belgique (46%) et surtout le Luxembourg (47%) se positionnent de manière assez significative, au-dessus. Alors que la France, avec 32% de sondés pour cette divergence de vitesse de la construction européenne, se situe 7 points en dessous de cette même moyenne, et le Portugal, avec 37% de sondés, deux points en dessous.

Les pays qui comptent les taux les plus élevés de sondés réticents à cette idée sont dans l'ordre, la France (52%, soit 10 points de plus que la moyenne européenne), la Belgique (45%, avec seulement 3 points de plus que la moyenne européenne), l'Allemagne (43%, qui s'aligne fortement à la moyenne européenne), le Portugal (35% passant ainsi en dessous de la moyenne européenne avec 7 points de moins) et enfin le Luxembourg (32%, soit 10 points de moins que la moyenne européenne).

III. La confiance accordée aux institutions et à l'Union européenne

La confiance demeure majoritaire vis-à-vis des diverses institutions européennes, même si une baisse régulière des taux pour le Parlement européen, la Commission européenne et la Banque centrale européenne peut être observée entre les années 2003 et 2009. La confiance à l'égard de l'UE, de 55% au printemps 2009, faiblit légèrement par rapport au printemps 2007 (62%) et au printemps 2008 (59%). En ce qui concerne les institutions nationales, on peut noter une certaine régularité des taux de confiance pour les périodes allant de 2005 à 2007 pour le Gouvernement et la Chambre des Députés, avec toutefois, une baisse de la confiance enregistrée au printemps 2008 et une augmentation au printemps 2009.

III.1. Les institutions européennes et l'Union européenne



Les graphiques rapportant l'évolution de la confiance envers les institutions européennes dégagent une tendance générale : une baisse du taux de confiance pour l'ensemble de celles-ci de la part des sondés du Luxembourg entre l'année 2003 et l'année 2009. Ainsi, le Parlement européen connaît une baisse de 6 points entre le printemps 2003 et le printemps 2004, passant de 73% de sondés lui accordant sa confiance, à 67%. Le pourcentage est le même pour l'année suivante, puis s'en suit une baisse progressive jusqu'en 2008, passant ainsi de 67% à 64% en 2006, 62% en 2007 pour atteindre 59% en 2008. On note cependant une reprise au printemps 2009 avec 61% des sondés accordant leur confiance au Parlement européen.

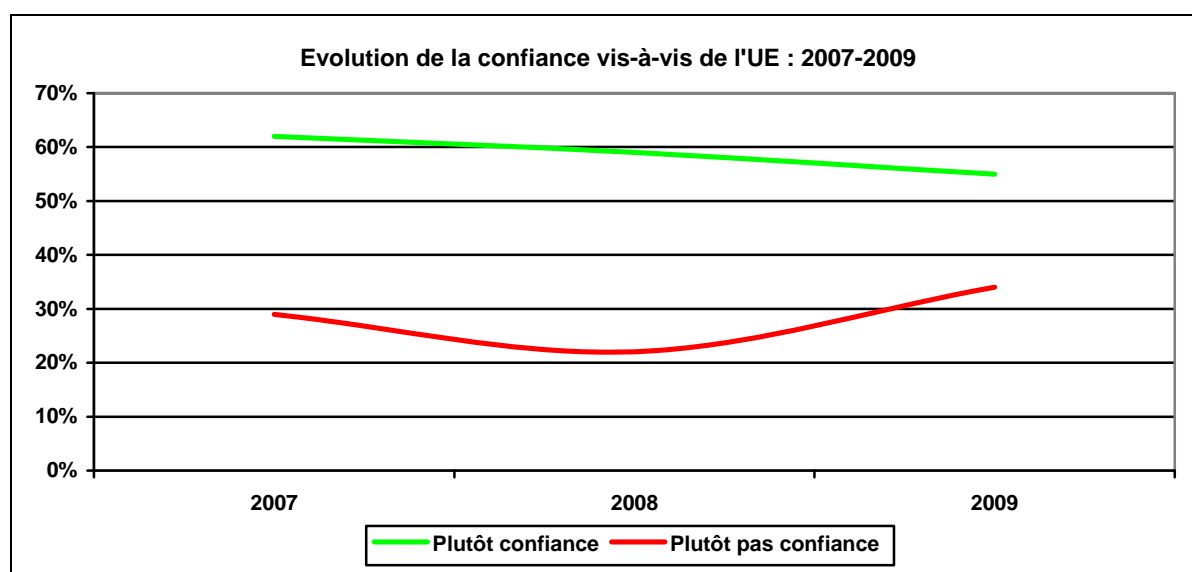
La baisse des taux pour la Commission européenne est moins rapide pour les plus anciennes périodes : alors que les chiffres concernent, en 2003, 68% de sondés *plutôt confiants*, une baisse de 2 points se produit un an plus tard au printemps 2004 (66%), puis une baisse de 5 points pour l'année suivante (61%). Les printemps 2006 et 2007 obtiennent un taux de 59% de sondés *plutôt confiants*

vis-à-vis de cette institution, puis la Commission européenne connaît encore une fois une baisse de 5 points pour le printemps 2008 (54%) et d'un point pour le printemps 2009 (53%).

La Banque centrale européenne est l'institution européenne qui connaît une baisse plus régulière entre le printemps 2003 et le printemps 2009. Le pourcentage de sondés confiants au Luxembourg vis-à-vis de cette institution est de 69% en 2003 et de 66% en 2004 (moins 3 points). Il passe en 2005 à 64% (moins 2 points par rapport à l'année précédente) puis à 61% en 2006 (moins 3 points) pour remonter d'un point au printemps 2007 (62%). Une baisse de 3 points caractérise les chiffres pour l'année 2007 par rapport à 2006 (59%) pour remonter légèrement au printemps 2009 à 60%.

Soulignons que si la baisse du taux de confiance est générale et concerne toutes ces institutions, la Commission européenne enregistre une baisse, entre le printemps 2003 et le printemps 2009, de 15 points; le Parlement européen de 12 points, la Banque centrale européenne de 9 points entre ces mêmes périodes.

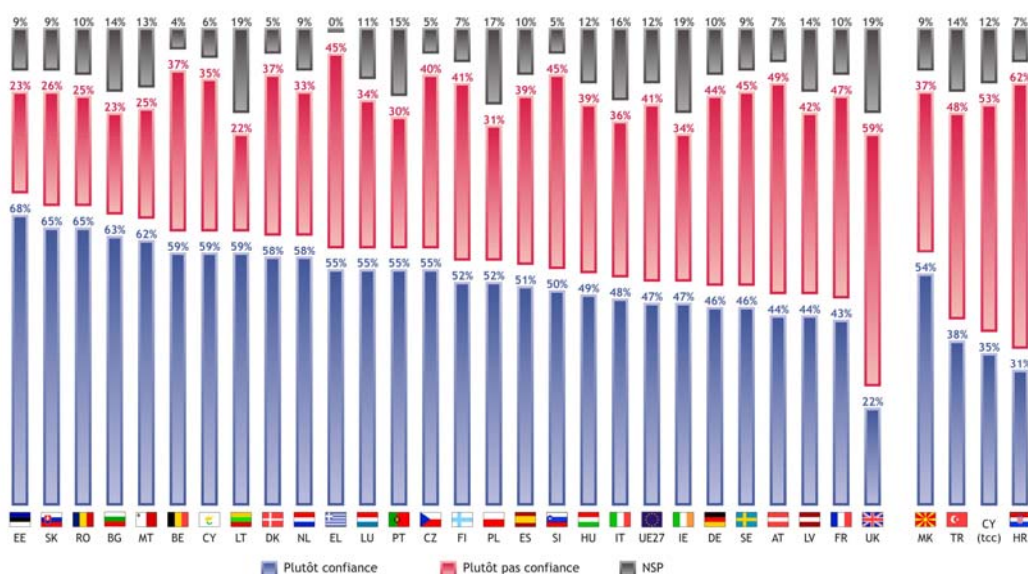
Dans le même mouvement, nous pouvons noter, pour les sondés du Luxembourg, une hausse relative des taux de sondés *plutôt pas confiants* vis-à-vis de ces mêmes institutions, mais toutefois une hausse moins accentuée. Ainsi les taux pour le Parlement européen répondent à ce constat, l'augmentation ici n'étant que de 4 points entre le printemps 2003 et le printemps 2009, passant progressivement de 20% à 24%. L'augmentation du taux de sondés *plutôt pas confiants* est la même en ce qui concerne la Commission européenne : le pourcentage est de 22% en 2003 et de 26% en 2009 (soit 4 points de plus entre les deux périodes analysées). La Banque centrale européenne ne connaît pas de grandes variations : les taux de sondés se déclarant *plutôt pas confiants* stagnent en 2003 et 2004 (18%), puis ils perdent 4 points l'année suivante (14%), pour remonter ensuite à 19% en 2006 et en 2007. Le printemps 2008 et le printemps 2009 obtiennent quant à eux un pourcentage respectif de 18% et 19%.



Lorsqu'il s'agit de lire les chiffres de la confiance de la part des sondés du Luxembourg vis-à-vis de l'UE, nous notons une baisse sensible de celle-ci entre trois périodes, avec 62% de sondés accordant leur confiance à l'UE au printemps 2007, 59% au printemps 2008 et 55% au printemps 2009. Soit une baisse totale entre le printemps 2007 et le printemps 2009 de 7 points. D'où, une tendance à l'augmentation du taux des sondés *plutôt pas confiants* pour ces trois périodes avec une exception cependant : partant de 29% en 2007, elle connaît une baisse ensuite de 7 points au printemps 2008 (22%), puis à nouveau une augmentation de, cette fois-ci, 12 points (34%) pour le printemps 2009.

Question: QA9.5. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Possibilité: L'Union européenne



Dans le paysage européen, les pays comptant les taux de sondés confiants les plus élevés vis-à-vis de l'UE sont dans l'ordre : l'Estonie (68%), la Slovaquie et la Roumanie (65% pour chacun), la Bulgarie (63%) et Malte (62%). Ces pays se positionnent ainsi, avec 15 points et plus, bien au-dessus de la moyenne européenne (47%). La Belgique se situe juste après avec un taux de sondés *plutôt confiants* de 59%, le Luxembourg et le Portugal en comptent 55% chacun (soit respectivement 12 et 8 points de plus que la moyenne européenne). A noter que l'Allemagne et la France se situent en dessous de la moyenne européenne avec 46% de sondés *plutôt confiants* pour le premier pays et 43% pour le deuxième, plaçant la France par la même occasion, en fin de liste des pays obtenant les taux les plus bas de sondés se disant confiants, aux côtés de l'Autriche et de la Lettonie (44% chacun) mais encore loin du taux de 22% pour le Royaume-Uni, qui se situe 25 points en dessous de la moyenne européenne.

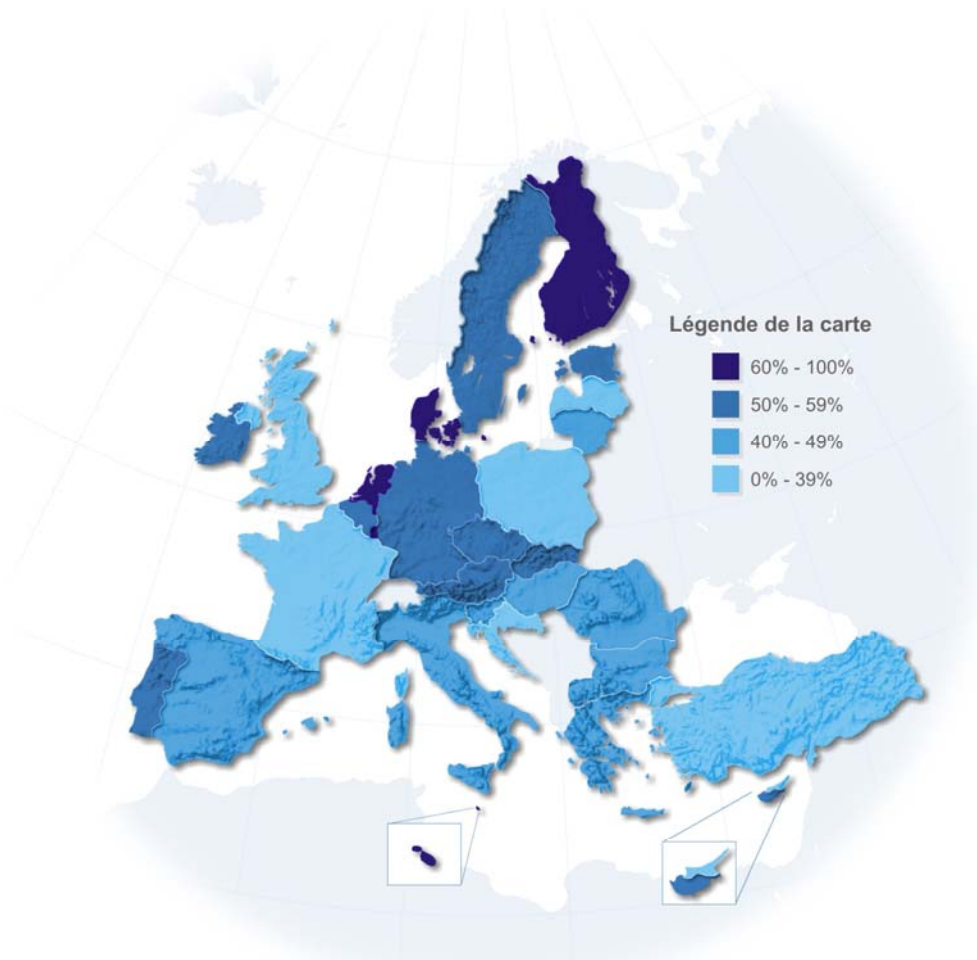
L'euroscépticisme concerne surtout le Royaume-Uni avec plus de la moitié des sondés n'ayant *plutôt pas confiance* en l'UE (59%), viennent ensuite l'Autriche (49%), la France (47%), la Suède, la Slovaquie et la Grèce (45% pour chacun). Par rapport à la moyenne européenne de sondés *plutôt pas confiants* (41%), les taux pour l'Allemagne s'en rapprochent (44%) ainsi que ceux de la Belgique (37%) et plus loin du Luxembourg (34%) mais ces deux derniers pays se situent en dessous de la moyenne pour cette caractéristique.

Question: QA14.3. Et pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?

Possibilité: La Banque centrale européenne

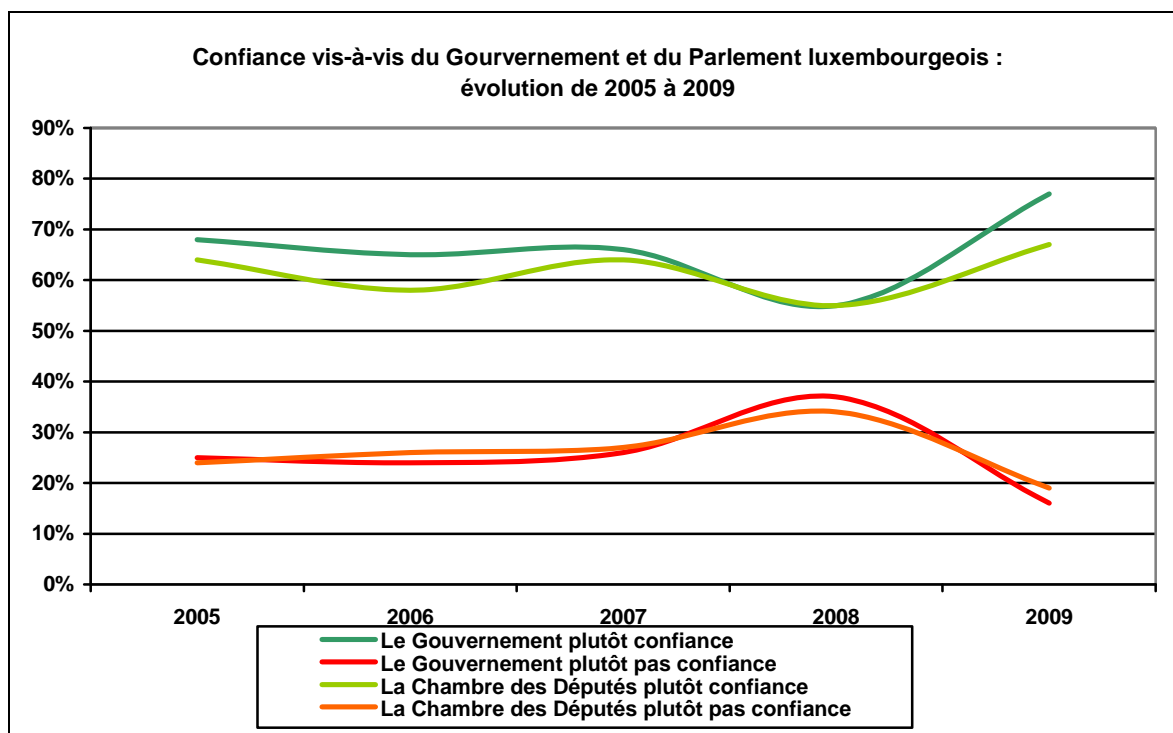
Réponses: Plutôt confiance

	FI	72%
	DK	67%
	NL	67%
	MT	62%
	LU	60%
	AT	58%
	SK	58%
	SE	56%
	EE	56%
	BE	55%
	CY*	53%
	DE	52%
	CZ	52%
	IE	51%
	PT	51%
	SI	49%
	BG	49%
	RO	47%
	IT	46%
	UE27	44%
	ES	44%
	LT	44%
	EL	42%
	HU	41%
	FR	38%
	PL	38%
	LV	33%
	UK	21%
	MK	42%
	HR	37%
	TR	22%



En comparaison de la moyenne européenne (44%), les pays comptant les taux de sondés accordant le plus fortement leur confiance à la Banque centrale européenne et se situant par la même occasion dans les premières positions sont dans l'ordre : la Finlande (72%), le Danemark (67%), les Pays-Bas (67%) et Malte (62%). Le Luxembourg, avec 60% de sondés se disant confiants, se situe 16 points au-dessus de la moyenne européenne. Parmi les voisins du Luxembourg, viennent ensuite la Belgique (55%) et l'Allemagne (52%). Par contre, 6 points en dessous de la moyenne européenne, nous trouvons la France avec un taux de 38% de sondés se disant confiants vis-à-vis de cette même institution, positionnant ce pays parmi les moins confiants, aux côtés de la Pologne (38%), de la Lettonie (33%) et du Royaume-Uni (21%).

III.2. Les institutions nationales



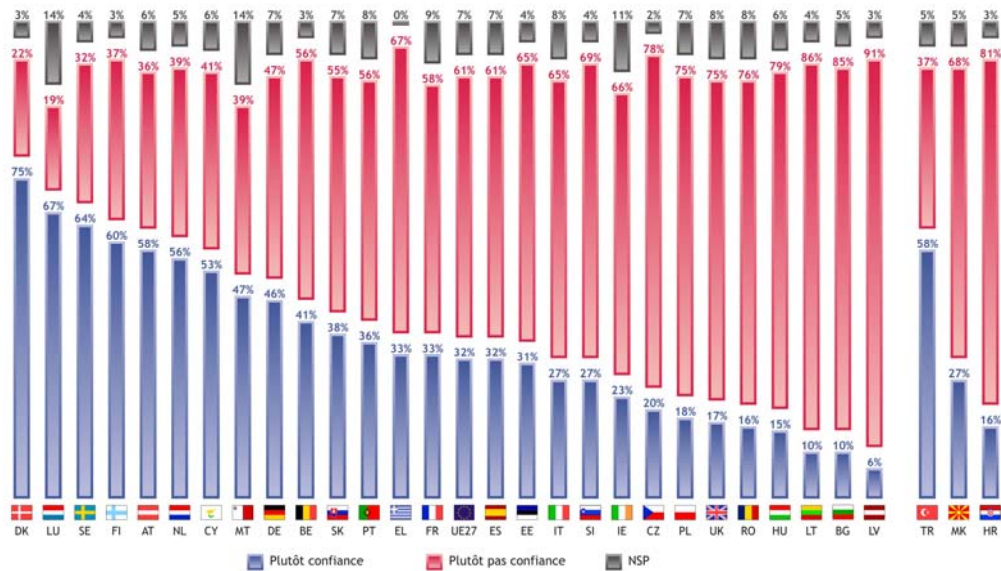
En ce qui concerne la confiance que les interrogés résidents du Luxembourg accordent aux institutions nationales, on note une certaine régularité des taux de confiance pour les périodes allant de 2005 à 2007 pour le Gouvernement et la Chambre des Députés. Cependant une baisse de la confiance est enregistrée au printemps 2008 pour connaître finalement une augmentation au printemps 2009, c-à-d, pendant les élections législatives. Un constat similaire peut être fait en ce qui concerne les sondés *plutôt pas confiants* : une régularité des taux caractérise les printemps 2005, 2006 et 2007, pour augmenter subitement en 2008 et baisser au printemps 2009.

Ainsi, le Gouvernement luxembourgeois subit progressivement une baisse de confiance entre l'année 2005 et l'année 2007, passant de 68% à 65%, puis une légère remontée à 66%. Une chute de la confiance de la part des sondés est ensuite enregistrée : moins 11 points au printemps 2008 (55%), pour connaître dernièrement à nouveau une hausse très significative de 20 points (77% au printemps 2009). Même tendance, mais moins accentuée, en ce qui concerne la Chambre des Députés : partant de 64% au printemps 2005, elle perd 6 points une année après (58%) pour remonter, en 2007, à 64%. Ensuite, on enregistre une chute du taux de confiance en 2008 qui passe à 55% (moins 9 points) et enfin une forte augmentation, au printemps 2009, pour atteindre 67% (soit 12 points de plus).

Inversement, les taux des sondés *plutôt pas confiants* vis-à-vis du Gouvernement luxembourgeois sont plutôt stables entre l'année 2005 et 2007 : respectivement 25%, 24% et 26%. Mais le pourcentage augmente ensuite de 11 points au printemps 2008 pour se situer à 37%. Le printemps 2009 se caractérise par contre par une très forte baisse (moins 11 points) des sondés *plutôt pas confiants* (16%). La tendance est la même pour la Chambre des Députés : partant d'un taux de 24% de sondés *plutôt pas confiants*, une légère augmentation se produit jusqu'en 2007 : respectivement 26% et 27%, pour s'accroître très fortement en 2008 et atteindre 34% (soit 7 points de plus), puis redescendre à 19% au printemps 2009 (soit 15 points de moins).

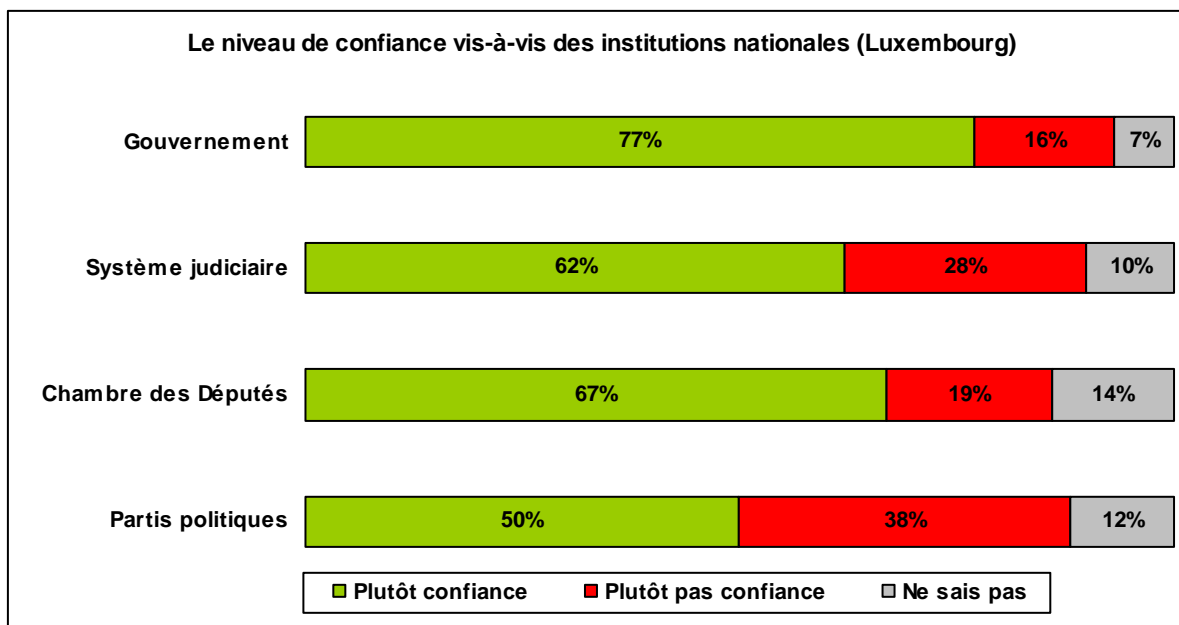
Question: QA9.4. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Possibilité: La Chambre des Députés



La question sur la confiance accordée aux parlements nationaux montre que les pays possédant un taux élevé de sondés les plus confiants sont : le Danemark (75%), le Luxembourg (67%), la Suède (64%) et la Finlande (60%). Les pays limitrophes du Luxembourg se positionnent également au-dessus de la moyenne européenne (32%), ainsi de l'Allemagne (46%), de la Belgique (41%) et moins fortement de la France (33%). Dans le sens contraire, les pays obtenant les taux les plus bas de confiance à l'égard de leurs parlements respectifs sont la Roumanie (16%), la Hongrie (15%), la Lituanie ainsi que la Bulgarie (10% chacun) et enfin la Lettonie (6%). Les taux les plus bas concernent donc, dans une grande majorité, les nouveaux pays adhérents, mais aussi des pays comme le Royaume-Uni (17%) ou encore l'Irlande (23%).

Dans cette optique, il n'est pas surprenant d'observer que les taux les plus élevés de sondés n'étant *plutôt pas confiants* à l'égard de leurs parlements respectifs concernent la Lettonie (91%), la Lituanie (86%) et la Bulgarie (85%). A noter tout de même que le taux de sondés *plutôt pas confiants* au Royaume-Uni est parmi les plus hauts (75%). Le Luxembourg apparaît ici comme étant le pays comptant le taux le moins élevé de sondés *plutôt pas confiants* à l'égard de leur Chambre des députés, soit 19%, suivi de près par le Danemark, qui en compte lui, 22%.



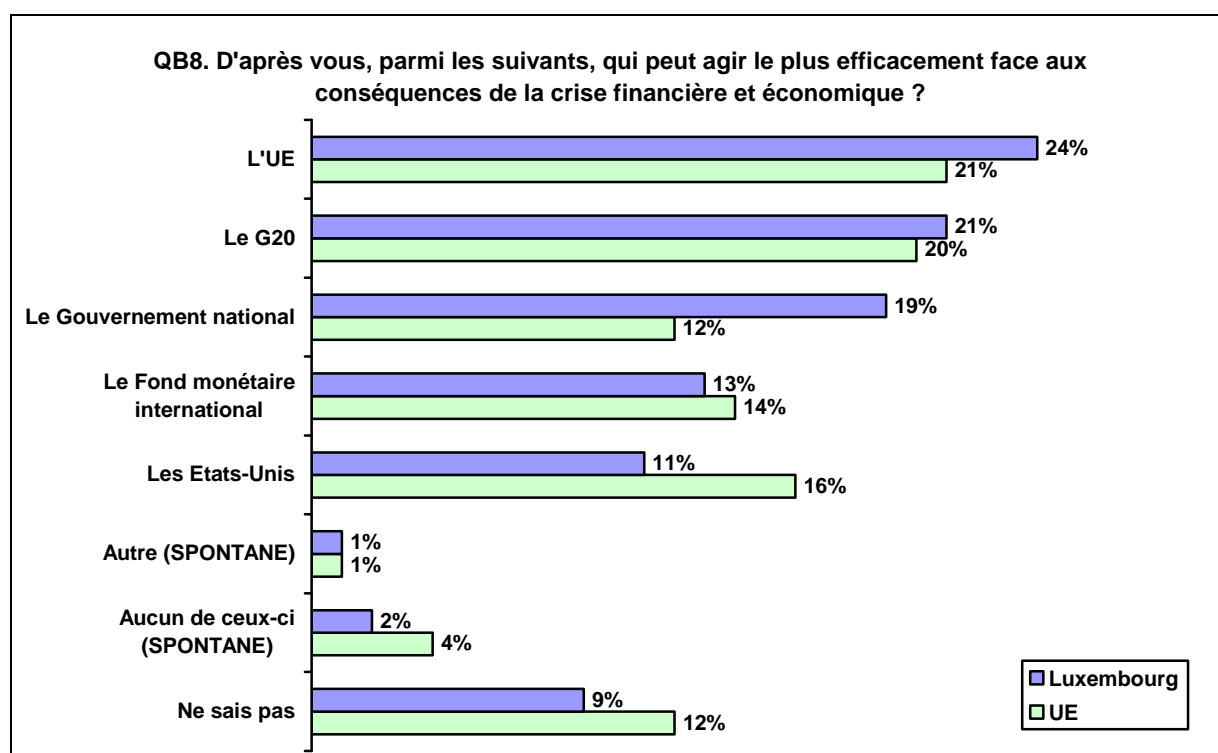
Le taux de confiance le plus élevé parmi les institutions luxembourgeoises est celui accordé au Gouvernement (77%), s'en suit celui accordé à la Chambre des Députés (67%), puis au système judiciaire (62%). La moitié des sondés du Luxembourg déclare avoir *plutôt confiance* en les partis politiques (50%). Notons une forte hausse du taux de confiance entre l'automne 2008 et le printemps 2009 pour ce qui concerne le Gouvernement (plus 17 points), la Chambre des Députés (plus 11 points), les partis politiques (plus 11 points) et une hausse plus modeste pour le système judiciaire (plus 4 points).

Ils sont 38% des sondés à n'avoir *plutôt pas confiance* en les partis politiques au printemps 2009, contre 49% à l'automne 2008 (soit une baisse de 11 points). Le système judiciaire réunit quant à lui près d'un tiers de sondés se disant *plutôt pas confiants* vis-à-vis de celui-ci (28%), taux également en baisse par rapport à l'automne 2008 (34%) de 6 points. La Chambre des Députés réunit 19% de sondés *plutôt pas confiants*, (30% à l'automne 2008, soit une baisse de 11 points) et le Gouvernement 16%, contre 32% à l'automne 2008, soit une baisse de 16 points.

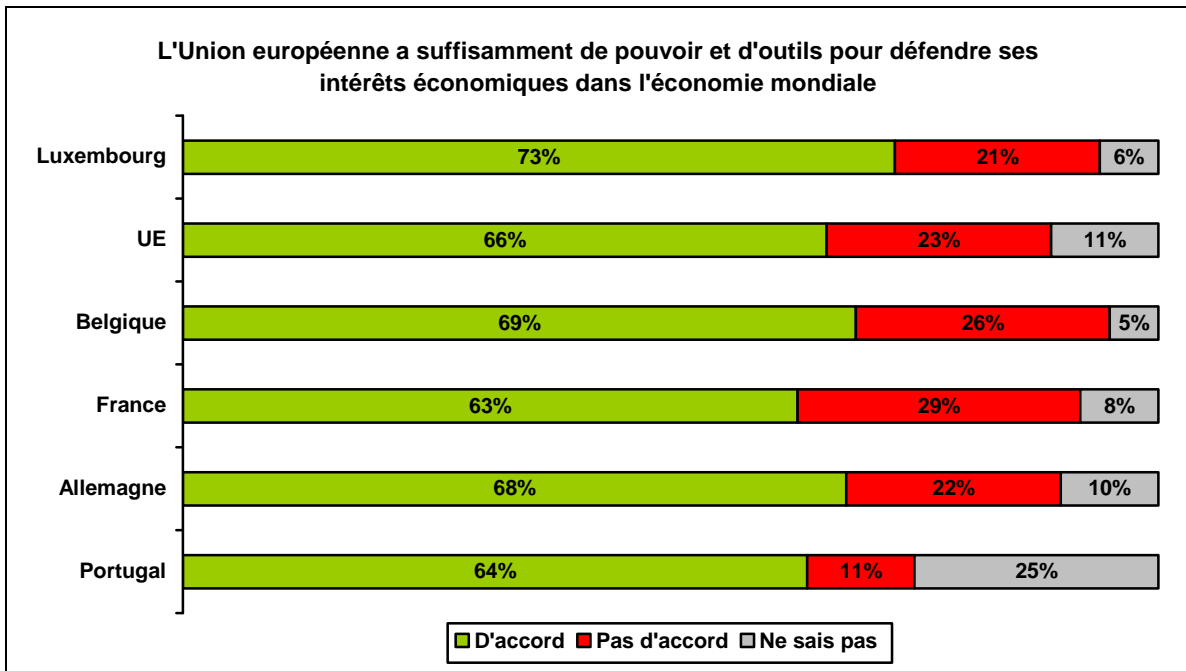
IV. L'Union européenne dans le paysage actuel

Face aux conséquences de la crise financière et économique, seulement 24% des sondés au Luxembourg estiment qu'une action efficace passe par l'UE. Cependant, 73% des résidents restent plutôt confiants et pensent que l'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale. Dans la globalité, une très large majorité des résidents du Luxembourg (89%) se sentent personnellement Européens, contre 74% pour la moyenne européenne. D'autre part, 81% des habitants du Luxembourg se sentent Luxembourgeois, 87% se sentent plutôt habitants d'une région et 63% se voient plus comme des citoyens du monde. L'appréciation du vivre ensemble est plutôt positive en ce qui concerne les résidents du Luxembourg : 82% estimant ainsi que la société a besoin d'immigrés pour travailler dans certains secteurs de l'économie, 63% pensant même que ces derniers peuvent jouer un rôle important en développant une plus grande compréhension et tolérance envers le reste du monde. Dans le domaine des droits de l'homme, 57% des résidents estiment que l'UE n'en fait pas assez pour promouvoir et défendre les droits de l'homme dans le monde. Enfin, concernant l'évaluation du système de sécurité sociale luxembourgeois, une très grande majorité pense que celui-ci fournit un niveau de protection suffisant, allant même jusqu'à suggérer (77%), que celui-ci pourrait servir de modèle à d'autres pays.

IV.1. L'Union européenne et la crise financière et économique

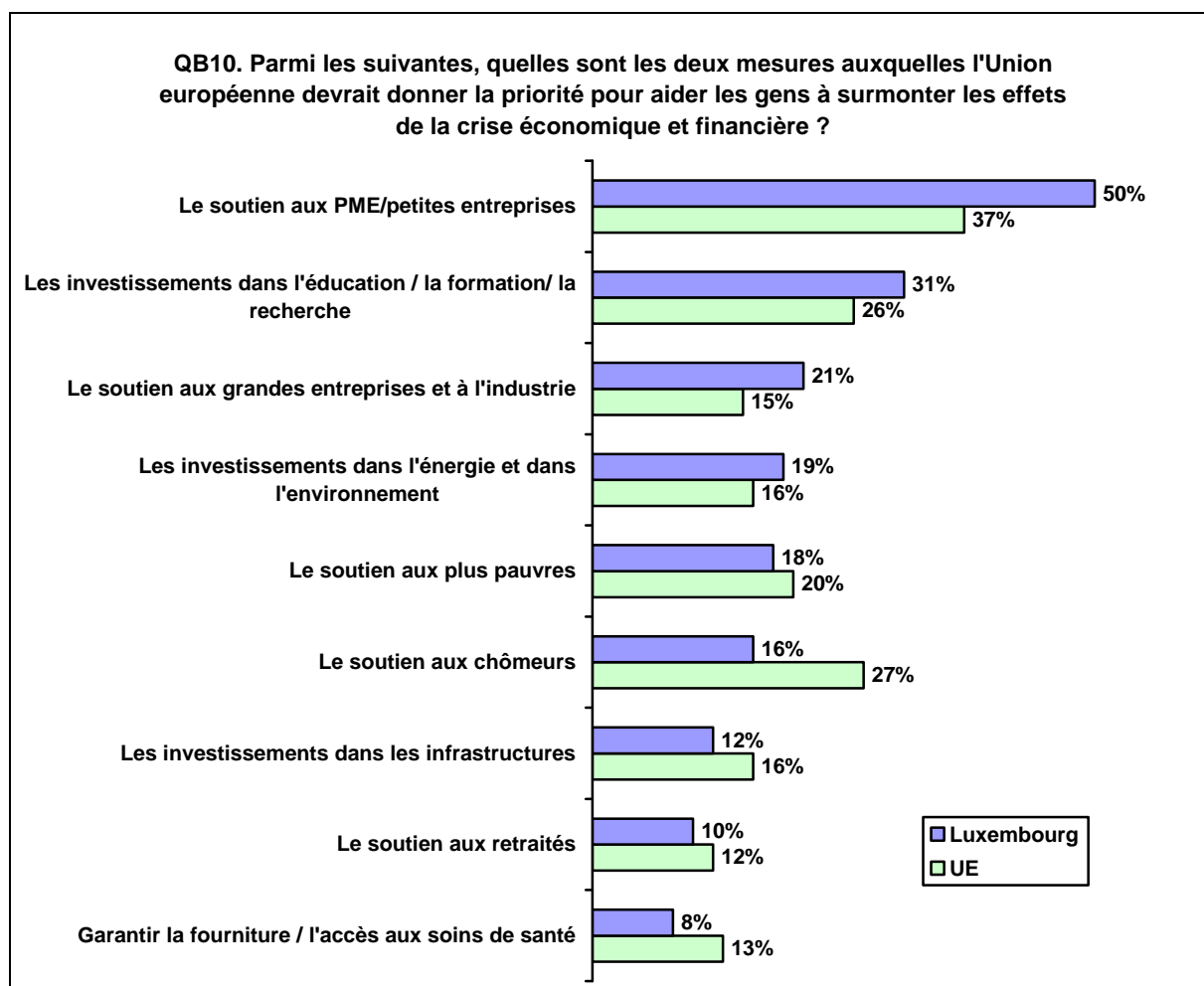


L'UE et le G20 occupent une place de choix dans la réponse apportée par les sondés à la question de savoir qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique et ce, aussi bien pour les sondés du Luxembourg (24% pour l'action de l'UE et 21% pour celle du G20) que pour la moyenne européenne (21% pour l'action de l'UE et 20% pour celle du G20). Par contre, si 19% des sondés du Luxembourg pensent qu'une action efficace passe par le gouvernement national (3^{ème} position), ce taux descend à 12% pour la moyenne des pays européens (5^{ème} position). Le FMI apparaît ensuite avec un taux de sondés pour le Luxembourg de 13% et de 14% pour la moyenne européenne. Une différence de 5 points caractérise l'appréciation d'une action efficace de la part des Etats-Unis, entre les résidents du Luxembourg (11%) et la moyenne européenne (16%), les premiers plaçant les Etats-Unis en cinquième position et en troisième dans la moyenne européenne.



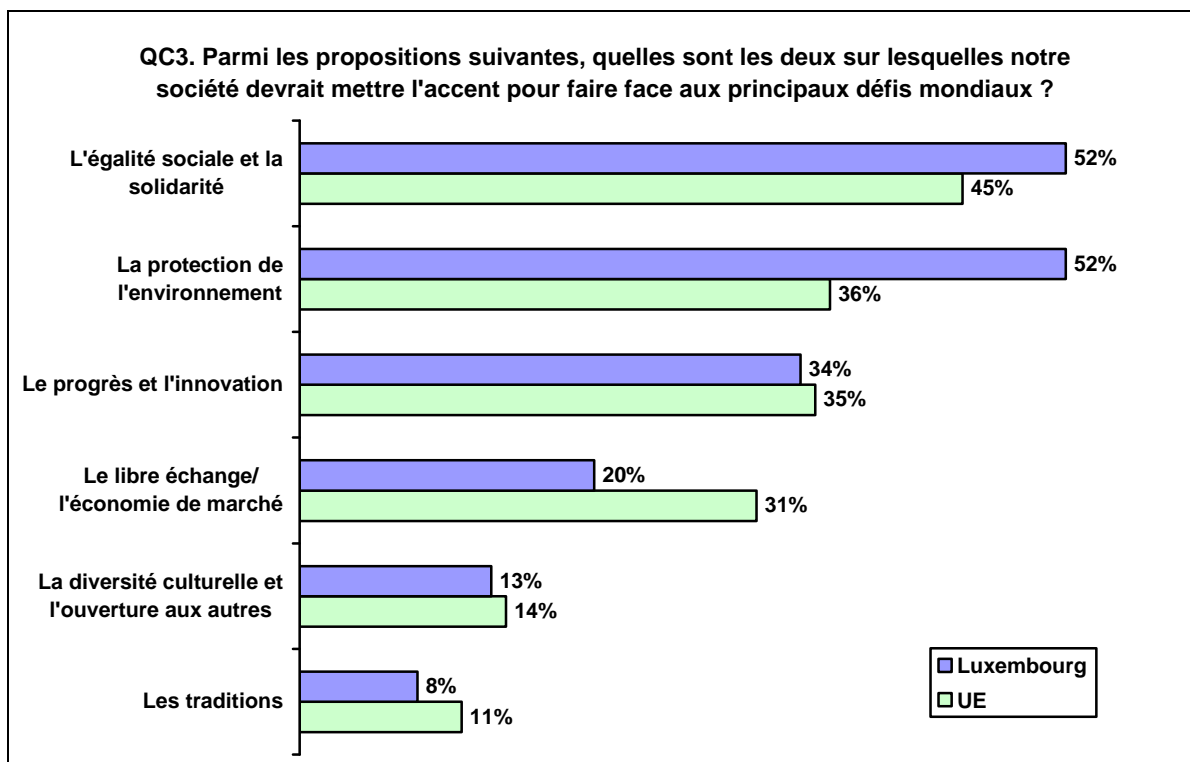
Le taux le plus élevé de sondés confiants dans le pouvoir de l'UE pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale est encore une fois celui des sondés du Luxembourg (73%). Face à une moyenne européenne de 66% de confiants, la Belgique (69%) et l'Allemagne (68%) se positionnent légèrement au-dessus et la France (63%) et le Portugal (64%), légèrement en dessous. Remarquons cependant que le Portugal est le pays parmi ceux-ci qui compte le taux le moins élevé de sondés *pas d'accord* vis-à-vis de la proposition (11%). Le Luxembourg compte 10 points de plus (21%), suivi de l'Allemagne (22%), de la Belgique (26%) et de la France (29%). A noter cependant que le Portugal enregistre 25% d'indécis, soit près d'un tiers de ses sondés et plus du double que les chiffres pour l'Allemagne ou la moyenne européenne. La France (8%), le Luxembourg (6%) et la Belgique (5%) ne dépassent pas le dixième de sondés indécis chacun.

IV.2. Les mesures pour faire face à la crise économique et aux défis mondiaux



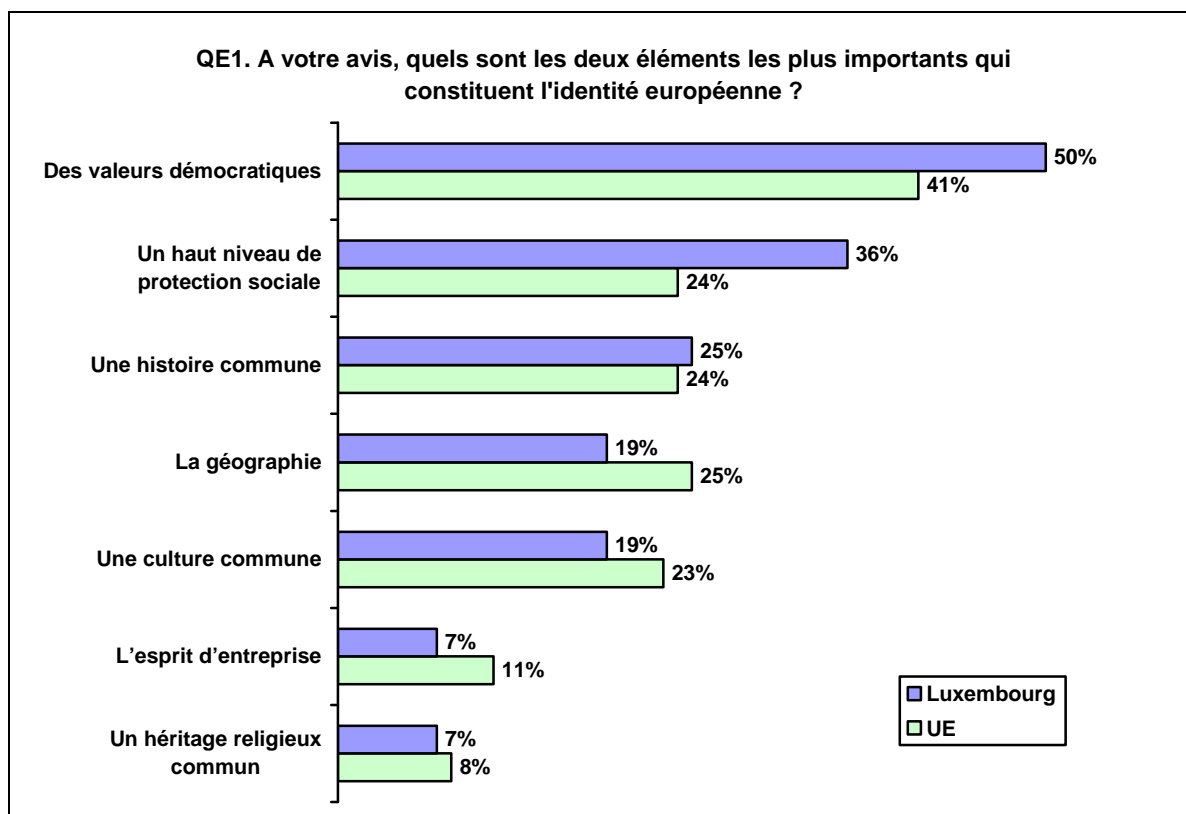
La mesure qui apparaît de loin comme prioritaire pour aider les gens à surmonter les conséquences de la crise économique et financière est *le soutien aux PME*, tant au niveau des sondés du Luxembourg (50%) que dans la moyenne européenne (37%). *Les investissements dans l'éducation / la formation / la recherche* représentent une mesure citée par 31% des résidents du Luxembourg et par 26% pour la moyenne européenne. Un peu plus loin, 21% des sondés du Luxembourg ont cité *le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie*, 15% en moyenne européenne. Nous trouvons ensuite dans ce classement, en quatrième et cinquième position, les *investissements dans l'énergie et dans l'environnement* (LU : 19% ; UE : 16%) et *le soutien aux plus pauvres* (LU : 18% ; UE : 20%).

Si *le soutien aux chômeurs* est une mesure importante pour 16% des sondés au Luxembourg, ils sont près du double au niveau européen de cet avis, soit 27%, ce qui positionne cette mesure en deuxième place dans la moyenne européenne. *Les investissements dans les infrastructures* atteignent un pourcentage de 12%, un peu plus au niveau européen avec 16%. Par ailleurs, 10% des sondés du Luxembourg estiment que *le soutien aux retraités* est une mesure prioritaire (UE : 12%). Enfin, la mesure visant à *garantir la fourniture / l'accès aux soins de santé* est prioritaire pour seulement 8% des sondés du Luxembourg et 13% pour la moyenne européenne.



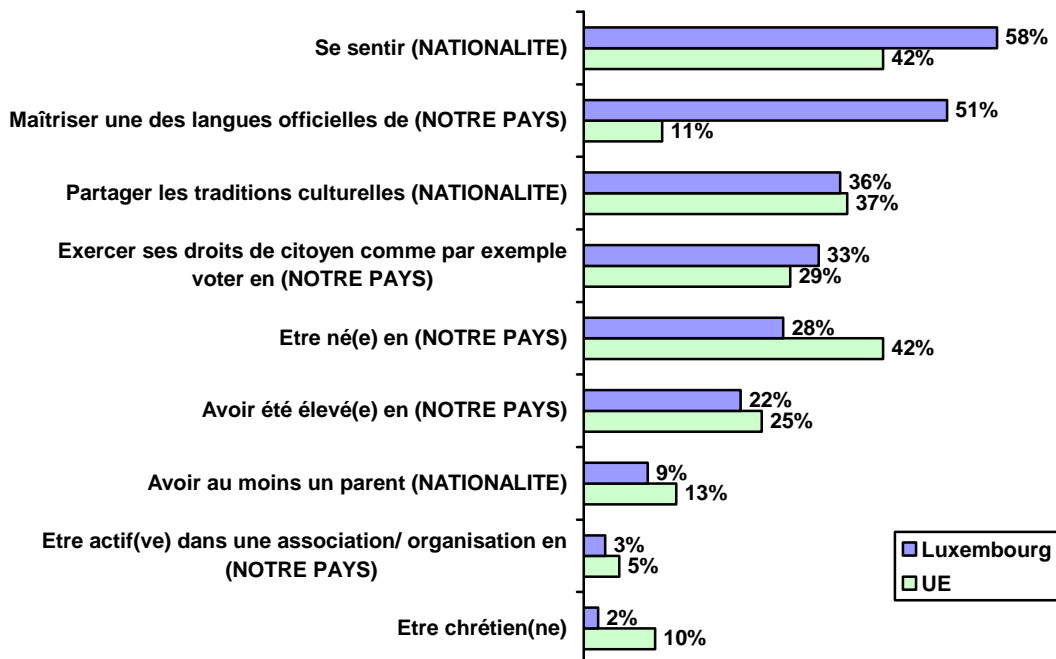
Pour faire face aux principaux défis mondiaux, *l'égalité sociale et la solidarité* ainsi que *la protection de l'environnement* sont les deux domaines sur lesquels la société devrait mettre l'accent pour plus de la moitié des sondés du Luxembourg (respectivement 52% chacune) et 45%, respectivement, 36% pour le deuxième en moyenne européenne. Les sondés citent ensuite, en troisième position, le *progrès et l'innovation* (LU : 34% ; UE : 35%). Dans le paysage de la crise économique et financière actuelle, *le libre échange / l'économie de marché* obtient un taux au Luxembourg de 20%, soit plus de 30 points de moins que *l'égalité sociale et la solidarité* et *la protection de l'environnement*. Le taux pour la moyenne européenne est de 31% pour ce même aspect, soit 11 points de plus qu'au niveau des sondés du Luxembourg. Finalement, nous comptons 13% de résidents du Luxembourg ayant opté pour l'accentuation de *la diversité culturelle et l'ouverture aux autres* et 14% en moyenne dans les pays européens. *Les traditions*, enfin, se situent avec 8% des sondés résidents au Luxembourg en dernière position des aspects à accentuer par la société actuelle pour faire face aux défis mondiaux, soit 3 points de moins que la moyenne européenne, où *les traditions* se positionnent également en dernière position dans ce classement.

IV.3. L'identité européenne et nationale

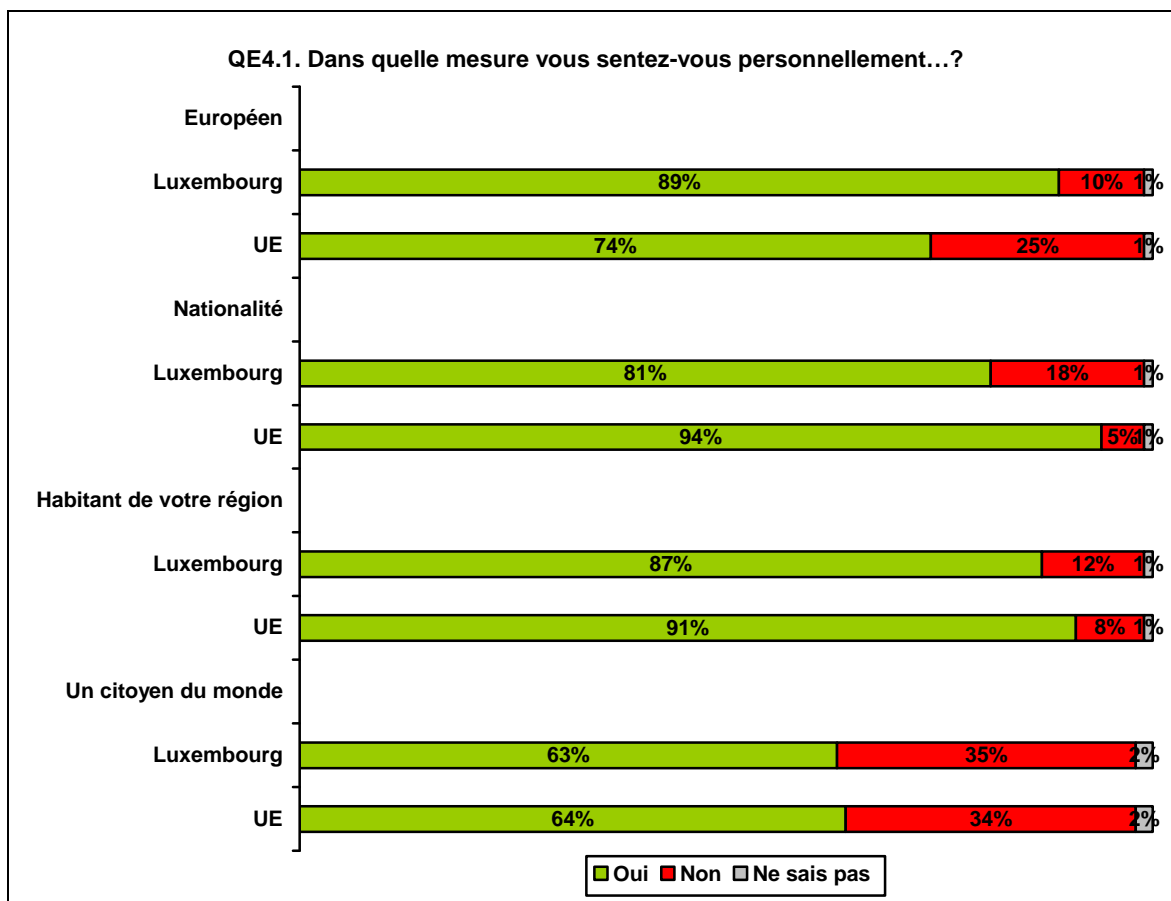


Tant pour les sondés du Luxembourg que pour la moyenne européenne, *les valeurs démocratiques* constituent un ferment de l'identité européenne : avec des taux respectifs de 50% et de 41%, les sondés les placent, en première position, comme élément constitutif de l'identité européenne. *Un haut niveau de protection sociale* est considéré par 36% des résidents du Luxembourg comme étant un pilier de cette même identité, alors que le taux baisse à 24% pour la moyenne européenne. *Une histoire commune* est un élément essentiel pour 25% des sondés du Luxembourg et pour 24% en moyenne européenne. Viennent ensuite *la géographie* et *une culture commune* avec, chacune, 19% des sondés du Luxembourg et respectivement 25% et 23% pour la moyenne européenne. *L'esprit d'entreprise* rassemble 7% de sondés du Luxembourg (UE : 11%) de même que *l'héritage religieux commun* (LU : 7% ; UE : 8%).

QE2. Les gens ont des opinions différentes sur ce que signifie être (NATIONALITE). Selon vous, parmi les éléments suivants, lesquels pensez-vous être les caractéristiques les plus importantes pour être (NATIONALITE) ?

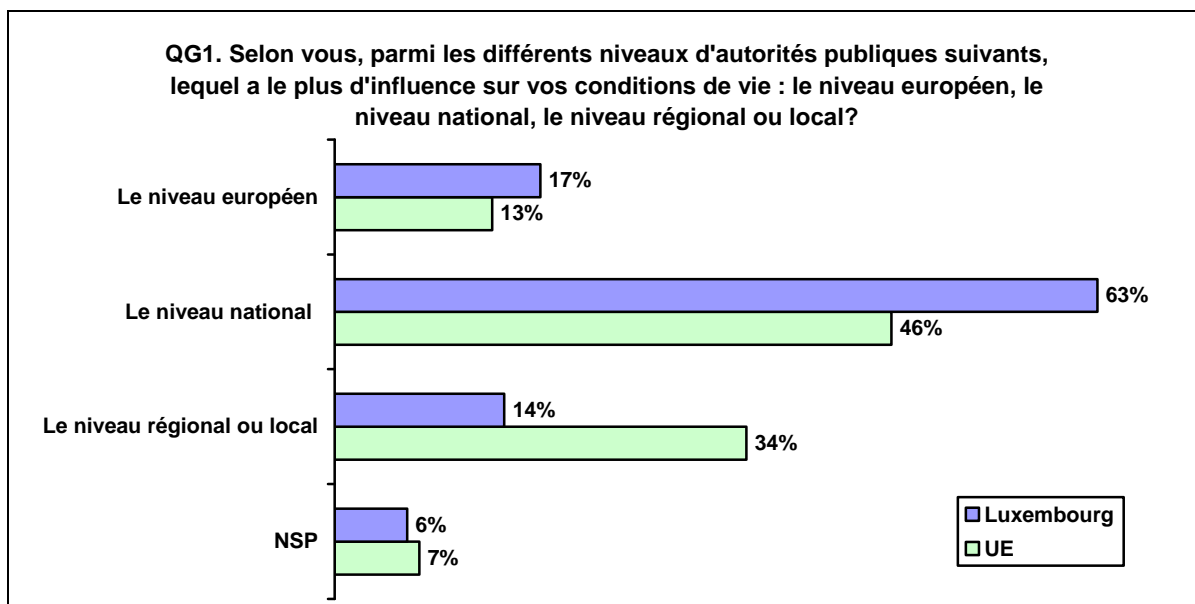


En ce qui concerne l'identité nationale, le sentiment d'appartenance et la maîtrise d'une des langues officielles du pays apparaissent comme les deux facteurs les plus importants pour les sondés au Luxembourg : respectivement 58% (UE : 42%) pour le premier facteur et 51% pour le deuxième (UE : 11%). Cette différence de 40 points pour le deuxième facteur s'explique par la situation linguistique du Luxembourg. Le fait de partager les traditions culturelles et d'exercer ses droits de citoyen sont des facteurs importants pour 36% et 33% des sondés au Luxembourg, contre respectivement 37% et 29% pour la moyenne européenne. Le pays comme lieu de naissance est important pour 28% des résidents du Luxembourg et pour 42% dans la moyenne européenne, soit 14 points de plus pour cette dernière en comparaison avec les taux du Luxembourg. Le fait d'avoir été élevé dans son pays est un facteur déterminant dans l'identité nationale pour 22% des habitants du Luxembourg et pour 25% en moyenne pour les pays européens. Dans les trois dernières positions, nous trouvons, pour le Luxembourg, le fait d'avoir au moins un parent venant du même pays avec 9% (UE : 13%), l'activité dans une association / organisation du pays avec 3% (UE : 5%) et le fait de posséder la religion chrétienne, qui n'est important que pour 2% des sondés au Luxembourg contre 10% pour la moyenne européenne.



L'identité européenne est largement diffuse au Luxembourg avec 89% des sondés, soit 15 points de plus que la moyenne des pays européens, contre seulement 10% des sondés déclarant ne pas se sentir Européens et 25% dans la moyenne européenne, soit deux fois et demie de plus. L'analyse du sentiment de nationalité est à lire dans le contexte démographique du Luxembourg : le pourcentage d'étrangers résidents au Luxembourg dépassant les 43% en 2009, il n'est pas surprenant de constater que le taux pour le Luxembourg pour cet aspect est de 81% par rapport à une moyenne européenne de 94%, soit 13 points de moins. Dans cette lecture, 18% des sondés au Luxembourg, au contraire, ne se sentent pas Luxembourgeois. Par rapport à une moyenne européenne de 91% de sondés se sentant habitant de leur région, ce taux est de 87% au Luxembourg, contre 12% n'adhérant pas à cette identification (UE : 8%). Finalement, les taux d'identification à une citoyenneté mondiale, au niveau des sondés du Luxembourg (63%) et de la moyenne européenne (64%), contre 35% de non-adhérents pour le Luxembourg et 34% pour la moyenne européenne, sont similaires.

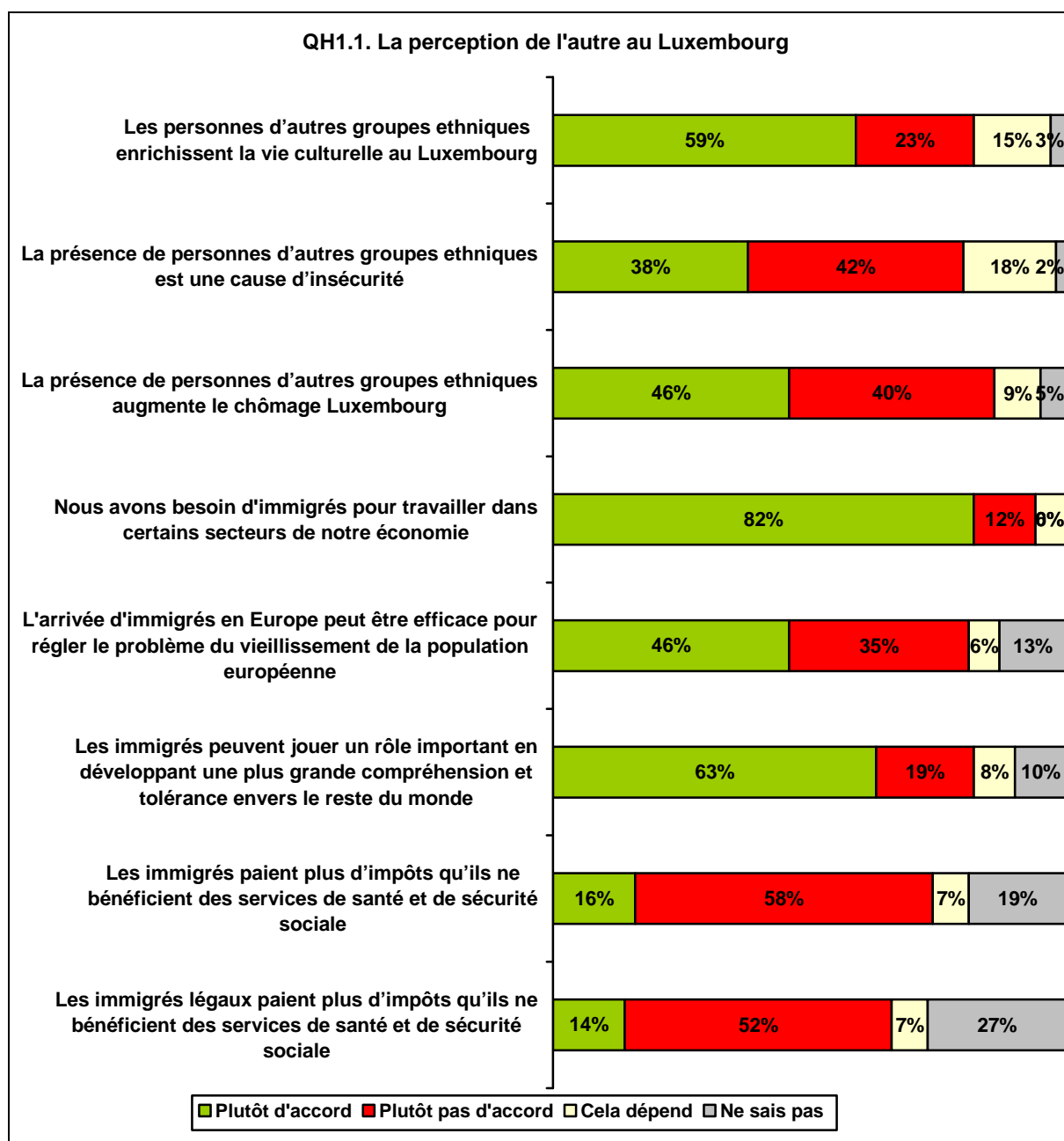
IV.4. L'influence des différents niveaux d'autorités publiques



Le niveau national apparaît de loin comme le niveau d'autorité ayant le plus d'influence sur les conditions de vie des sondés, tant au niveau du Luxembourg que de la moyenne européenne, avec respectivement 63% et 46% des sondés. A noter cependant que si les taux pour ce niveau concernent moins de la moitié des sondés pour la moyenne européenne, il compte 17 points de plus pour ceux du Luxembourg en atteignant près des deux tiers des sondés.

Ensuite, bien plus loin, d'après les sondés au Luxembourg, le niveau ayant le plus d'influence sur leurs conditions de vie est le niveau européen 17% et 13% pour la moyenne européenne. D'autre part, alors que le niveau régional ou local constitue un niveau de faible influence pour les sondés du Luxembourg avec 14%, il obtient dans la moyenne européenne 34%, soit 20 points de plus, le positionnant ainsi avant le niveau européen. La différence significative des taux, ici, s'explique en partie par la petite taille du Luxembourg par rapport à celle de la majorité des pays européens, la signification des termes régionaux et locaux n'ayant qu'une portée limitée pour le Luxembourg.

IV.5. La perception des personnes d'autres groupes ethniques et des immigrés



Les sondés au Luxembourg sont d'accord à plus de la moitié d'entre eux (59%) avec l'idée selon laquelle les personnes d'autres groupes ethniques enrichissent la vie culturelle au Luxembourg, contre 23% qui sont opposés à cette idée et 15% de sondés qui se déclarent mitigés sur cette question. L'insécurité liée à la présence d'autres groupes ethniques sur le territoire met d'accord un peu plus d'un tiers de sondés (38%), contre 42% qui s'opposent à cette affirmation et 18% des sondés au Luxembourg se positionnent entre les deux.

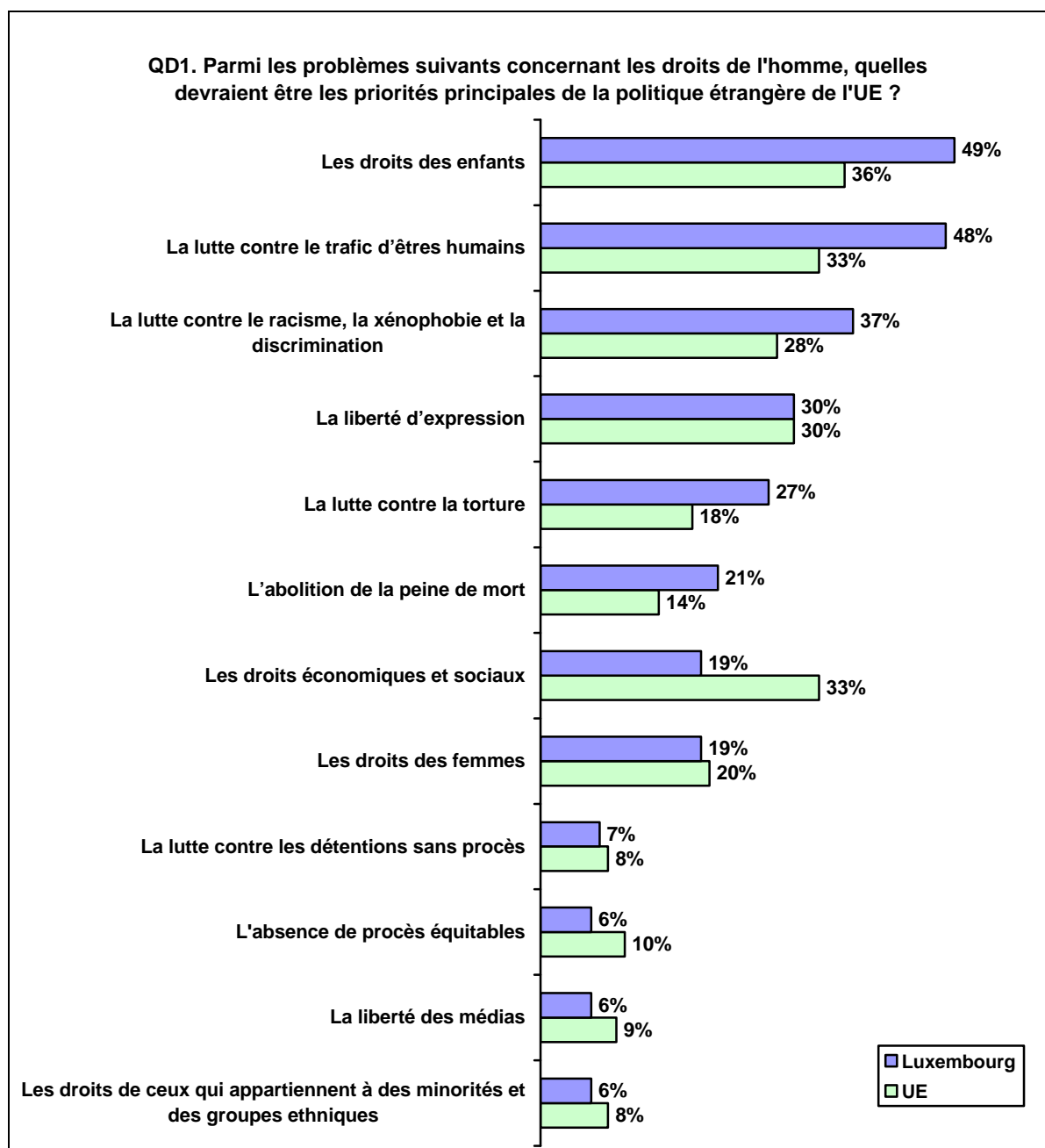
Si 46% des sondés sont d'accord sur l'idée que la présence d'autres groupes ethniques augmente le chômage contre 40% qui ne sont pas de cet avis et 9% qui déclarent que "cela dépend", nous pouvons observer qu'une très large majorité des sondés (82%) est d'accord sur l'affirmation selon laquelle le pays a besoin d'immigrés dans certains secteurs de l'économie, contre seulement 12% de *plutôt pas d'accord*.

En ce qui concerne l'arrivée d'immigrés en Europe comme moyen efficace de lutte contre le vieillissement de la population : 46% sont d'accord avec cette affirmation et 35% n'y voient pas un moyen efficace.

Au sujet du rôle des immigrés dans une compréhension et une tolérance plus grande envers le reste du monde, 63% des sondés déclarent qu'ils y contribuent, soit la grande majorité, contre seulement 19% qui ne sont pas d'accord sur cette affirmation.

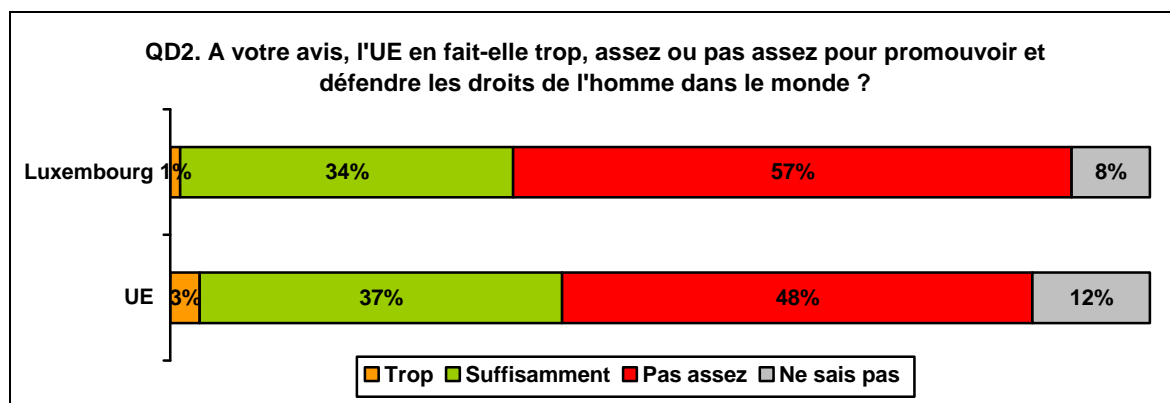
Sur l'idée que les immigrés paient plus d'impôts qu'ils ne bénéficient des services de santé et de sécurité sociale, 58% des sondés au Luxembourg ne sont pas de cet avis, estimant donc que les bénéfices liés à la prise en charge de leur santé et de la sécurité sociale est plutôt garantie, contre 16% qui pensent qu'au contraire, les immigrés n'en sortent pas bénéficiaires. Nous retrouvons plus ou moins les mêmes taux d'estimation en ce qui concerne les immigrés légaux : 52% des sondés pensent que ceux-ci bénéficient de la prise en charge de leur santé et de la sécurité sociale par rapport aux impôts qu'ils paient, contre 14% contraires à cet avis. A noter pour cette dernière affirmation que près d'un tiers des sondés (27%) ne s'est pas prononcé.

IV.6. L'Union européenne et les droits de l'homme



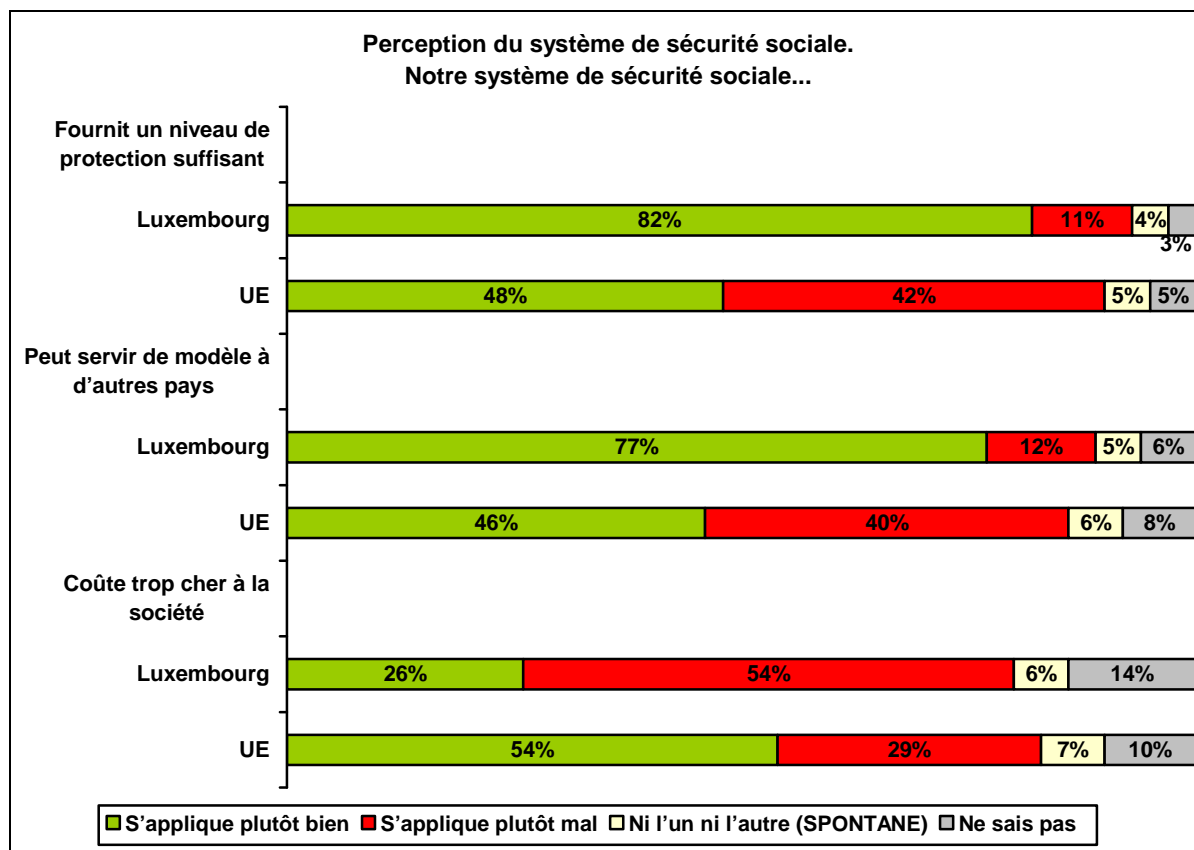
Près de la moitié des sondés au Luxembourg s'entend sur l'idée que les deux priorités principales de la politique étrangère de l'UE, en ce qui concerne les droits de l'homme, devraient être celles portant sur *les droits des enfants* (LU : 49% ; UE : 36%) et *la lutte contre le trafic d'êtres humains* (LU : 48% ; UE : 33%). En troisième position, nous trouvons, pour le Luxembourg, *la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination* (37%), une petite différence avec la moyenne européenne où cette question apparaît en quatrième position (28%). *La liberté d'expression* se place avec 30% en quatrième position au Luxembourg (le taux est le même pour la moyenne européenne). *La lutte contre la torture* vient ensuite avec 27% des sondés au Luxembourg (UE : 18%) puis *l'abolition de la peine de mort* avec 21% (UE : 14%) et *les droits économiques et sociaux* qui rassemblent 19% des sondés du Luxembourg (UE : 33%). *Les droits des femmes* est un problème jugé prioritaire par 19% des résidents du Luxembourg (UE : 20%). Nous trouvons ensuite des taux relativement similaires en ce qui concerne *la lutte contre les détentions sans procès* (LU : 7% ; UE : 8%), *la liberté des médias* (LU :

6%; UE : 9%), l'absence de procès équitable (LU : 6% ; UE : 10%) et enfin les droits de ceux qui appartiennent à des minorités et des groupes ethniques (LU : 6% ; UE : 8%).



Le rôle de l'UE dans la promotion et la défense des droits de l'homme dans le monde est jugé majoritairement insuffisant, tant au niveau des sondés du Luxembourg que dans la moyenne européenne. En effet, 57% des sondés du Luxembourg et 48% en moyenne européenne aimeraient voir l'UE s'investir davantage dans ce domaine. A noter que le taux est de 9 points supérieur au niveau du Luxembourg que pour la moyenne européenne. Au contraire, 34% des sondés au Luxembourg et 37% en moyenne européenne, jugent que l'UE en fait suffisamment dans ce domaine, contre seulement 1% des sondés au Luxembourg qui estiment qu'en matière de promotion et de défense des droits de l'homme dans le monde, l'UE en fait trop (UE : 3%).

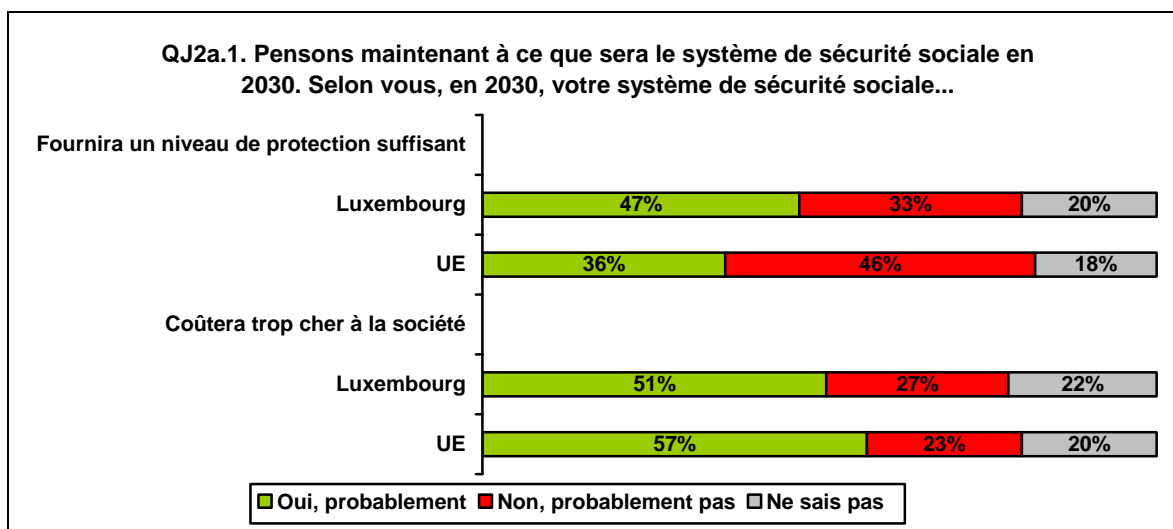
IV.7. La protection sociale



Lorsqu'il s'agit d'évaluer le système de sécurité social national, nous pouvons observer que la grande majorité des résidents du Luxembourg (82%) estiment que celui-ci *fournit un niveau de protection suffisant* contre 11% qui ne sont pas d'accord. Une satisfaction amplement plus grande que dans la moyenne européenne, pour laquelle 48% des sondés estiment que leur système de sécurité sociale respectif est suffisant (soit 34 points de moins qu'en ce qui concerne les taux du Luxembourg), et 42% pensent que cette affirmation *s'applique plutôt mal* à leur pays respectif (soit aussi ici, une différence de 31 points avec les taux du Luxembourg).

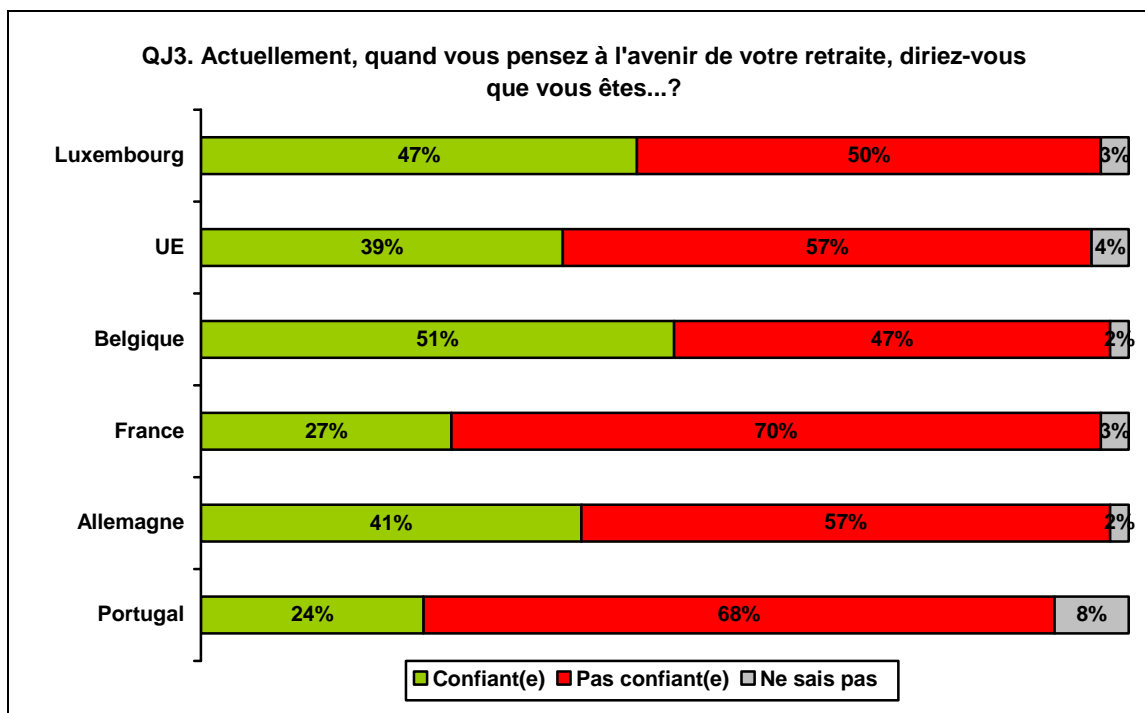
Dans cette logique de satisfaction au niveau du Luxembourg, 77% des sondés sont d'avis que leur système social *peut servir de modèle à d'autres pays* contre 12% qui ne sont plutôt pas d'accord. Les taux de satisfaction sont ici aussi pour le Luxembourg bien supérieurs à ceux de la moyenne européenne qui compte 46% de sondés pensant que cela *s'applique plutôt bien* pour leur pays (31 points de moins que les taux du Luxembourg), contre 40% estimant que cette affirmation *s'applique plutôt mal* (28 points de moins que les taux du Luxembourg).

Par ailleurs, 26% des sondés au Luxembourg estiment que leur système de sécurité sociale coûte trop cher à la société alors que le taux grimpe à 54% pour la moyenne des pays de l'UE (soit 28 points de plus pour la moyenne européenne), contre 54% qui sont de l'avis contraire au Luxembourg et 29% dans la moyenne des pays UE (soit 25 points de moins pour cette dernière par rapport aux sondés du Luxembourg).



Dans la perspective de l'année 2030 et la projection de leurs systèmes de sécurité sociale respectifs, les sondés au Luxembourg sont confiants à hauteur de 47% sur le fait que le système de sécurité sociale national pourra probablement fournir un niveau de protection suffisant, soit 11 points de confiance en plus que la moyenne des pays européens, se situant elle à 36%. Au contraire, un tiers des résidents du Luxembourg pense que le niveau de protection ne sera pas suffisant en 2030 (33%), soit un taux de 13 points en-dessous de la moyenne européenne (46%).

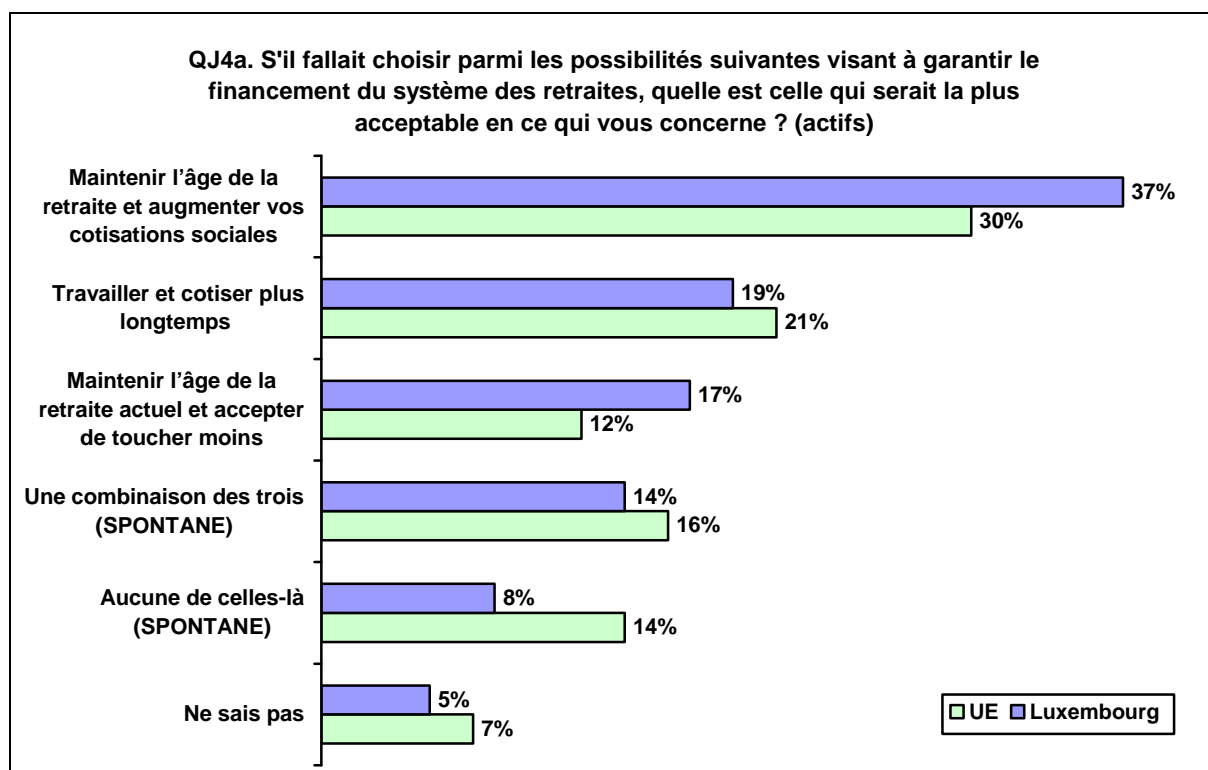
L'idée consistant à penser que le système de sécurité sociale coûtera trop cher à la société en 2030 est assez répandue : elle concerne un peu plus de la moitié des sondés du Luxembourg (51%) et 57% des sondés en moyenne européenne, alors que 27% des résidents du Luxembourg ne sont pas de cet avis, et 23% pour la moyenne européenne.



La confiance en l'avenir des retraites est relativement basse et compte 39% de sondés en moyenne pour les pays européens. Légèrement au-dessus de cette moyenne nous trouvons des pays comme l'Allemagne (41%), le Luxembourg (47%) et la Belgique avec un taux de confiance de 51%. En dessous de la moyenne européenne, se placent des pays comme la France (27%), avec 12 points de moins, et, avec 15 points de moins, le Portugal (24%).

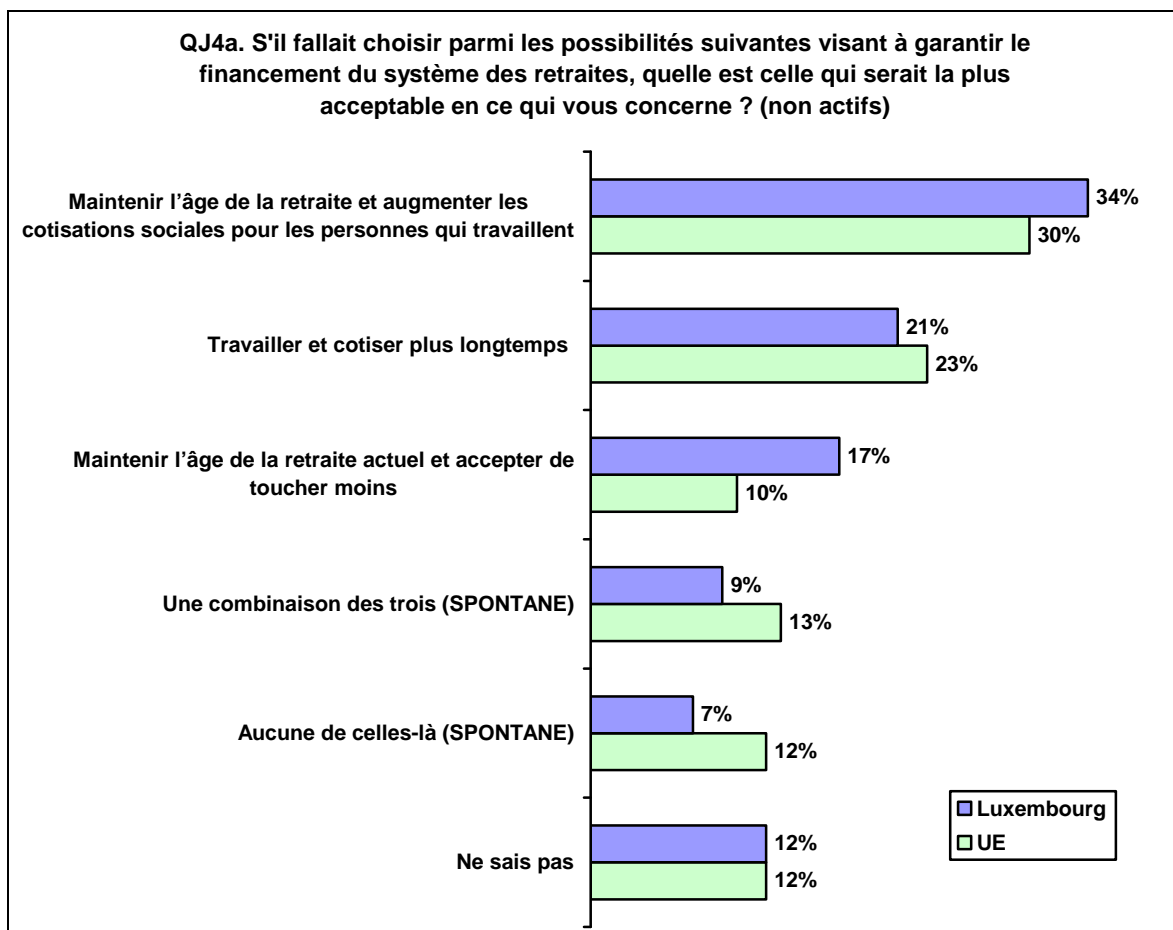
Ainsi, la France et le Portugal restent de loin les deux pays où les sondés sont les moins confiants en l'avenir de leurs retraites, avec respectivement 70% et 68%, soit 13 et 11 points de plus que pour la moyenne des pays UE (57%). L'Allemagne s'aligne sur le taux de la moyenne européenne avec 57% de sondés pas confiants, le Luxembourg s'en éloigne un peu avec un taux de 50% (soit 7 points de moins), alors que la Belgique apparaît comme le pays le moins pessimiste parmi ceux-ci avec un taux de 47% de sondés pas confiants à l'égard de l'avenir des retraites.

IV. 8. Le financement futur du système des retraites



Afin de garantir le financement du système national des retraites, le fait de *maintenir l'âge de la retraite et augmenter les cotisations sociales* apparaît de loin, pour 37% des sondés actifs au Luxembourg et 30% en moyenne européenne, comme étant la possibilité la plus acceptable les concernant. La possibilité ensuite privilégiée par un plus grand nombre de personnes actives, avec cependant, 18 points de moins que la première pour le Luxembourg, et 9 points de moins pour la moyenne européenne, est celle de *travailler et cotiser plus longtemps* (LU : 19% ; UE : 21%). La possibilité ensuite retenue à hauteur de 17% pour les sondés actifs du Luxembourg et 12% pour la moyenne européenne concerne le fait de *maintenir l'âge de la retraite actuel et accepter de toucher moins*. A noter cependant ici un écart de 5 points entre les taux correspondant au Luxembourg et à la moyenne européenne.

La possibilité de combiner les trois possibilités est choisie par 14% des sondés actifs du Luxembourg et 16% pour la moyenne européenne. Enfin, nous observons que 8% des sondés au Luxembourg et 14% des sondés en moyenne dans l'UE ont répondu *aucune de celles-là*.



Pour ce qui est des sondés non-actifs répondant à la même question, ceux-ci optent au Luxembourg, à hauteur de 34%, pour la même possibilité que les actifs : *maintenir l'âge de la retraite et augmenter les cotisations sociales pour les personnes qui travaillent*, et en moyenne européenne à hauteur de 30%.

Le fait de *travailler et cotiser plus longtemps* apparaît également aux yeux des sondés non-actifs comme deuxième possibilité à hauteur de 21% au niveau du Luxembourg et de 23% au niveau de la moyenne européenne. Les taux sont sensiblement identiques pour les sondés non-actifs en ce qui concerne la possibilité de *maintenir l'âge de la retraite actuel et accepter de toucher moins* : 17% des sondés au Luxembourg et 10% pour la moyenne européenne. Une combinaison de ces trois possibilités semble envisageable par 9% des sondés non-actifs du Luxembourg et 13% en moyenne européenne.

EUROBAROMETRE 71.3 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 12 mai et le 06 juillet 2009, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe, a réalisé la vague 71.3 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Analyse Politique ».

L'EUROBAROMETRE 71.3 couvre la population de 15 ans et plus - ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne - et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE 71.3 a été conduit également dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté turque chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES TERRAIN		POPULATION 15+	
	BE	Belgique	TNS Dimarso	1.000	15/06/2009	25/06/2009	8.786.805
	BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.009	12/06/2009	22/06/2009	6.647.375
	CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.033	14/06/2009	26/06/2009	8.571.710
	DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.001	12/06/2009	02/07/2009	4.432.931
	DE	Allemagne	TNS Infratest	1.523	17/06/2009	03/07/2009	64.546.096
	EE	Estonie	Emor	1.007	12/06/2009	02/07/2009	887.094
	IE	Irlande	TNS MRBI	1.007	17/06/2009	02/07/2009	3.375.399
	EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	12/06/2009	02/07/2009	8.691.304
	ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.007	16/06/2009	03/07/2009	38.536.844
	FR	France	TNS Sofres	1.078	12/06/2009	30/06/2009	46.425.653
	IT	Italie	TNS Infratest	1.048	13/06/2009	01/07/2009	48.892.559
	CY	Rép. de Chypre	Synovate	501	12/06/2009	30/06/2009	638.900
	CY (tcc)	Com. turque chypriote	KADEM	500	16/06/2009	06/07/2009	143.226
	LV	Lettonie	TNS Latvia TNS Gallup	1.012	12/06/2009	30/06/2009	1.444.884
	LT	Lituanie	Lithuania	1.022	12/06/2009	25/06/2009	2.846.756
	LU	Luxembourg	TNS ILRES	504	17/06/2009	06/07/2009	388.914
	HU	Hongrie	TNS Hungary	1.000	13/06/2009	01/07/2009	8.320.614
	MT	Malte	MISCO	500	12/06/2009	29/06/2009	335.476
	NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.079	12/06/2009	03/07/2009	13.017.690
	AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.001	12/06/2009	03/07/2009	7.004.205
	PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	18/06/2009	02/07/2009	32.155.805
	PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.020	16/06/2009	03/07/2009	8.080.915
	RO	Roumanie	TNS CSOP	1.023	12/06/2009	23/06/2009	18.246.731
	SI	Slovénie	RM PLUS	1.022	12/06/2009	28/06/2009	1.729.298
	SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.037	13/06/2009	30/06/2009	4.316.438
	FI	Finlande	TNS Gallup Oy	999	16/06/2009	06/07/2009	4.353.495
	SE	Suède	TNS GALLUP	1.006	14/06/2009	03/07/2009	7.562.263
	UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.317	12/06/2009	28/06/2009	50.519.877
	HR	Croatie	Puls	1.000	15/06/2009	30/06/2009	3.734.300
	TR	Turquie	TNS PIAR	1.003	12/06/2009	18/06/2009	47.583.830
	MK	Anc. Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.009	12/06/2009	21/06/2009	1.648.012
	TOTAL			26.756	12/06/2009	06/07/2009	453.722.173

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points